



\*\*\*\*\*

**BURUNDI** : 49 ans après - Le Génocide Régicide - Assassinat de Feu MWAMI NTARE NDIZEYE Charles --- Génocide contre les HUTU du Burundi en 1972

**KENYA** : 80,000-yr-old child grave in Africa is oldest evidence of human burial | Echec de la Révision de la Constitution de 2010

**FRANCE - AFRIQUE ( PARIS )** : ANGOLA - Le Chef de l'État angolais participe au sommet sur l'économie africaine - Sommet sur l'économie africaine : Arrivée de João Lourenço à Paris - A Paris, l'Angola et L'AFRIQUE DU SUD analysent la coopération bilatérale | France - Ouverture mardi 18 mai du sommet sur les économies africaines - Une quinzaine de chefs d'Etat africains dont celui de la République démocratique du Congo (RDC) | RWANDA : Kagame speaks out on Rwanda-France ties

**RDC CONGO** : Coopération militaire USA-RDC - 4 militaires FARDC aux USA pour suivre une formation en anglais | Etat de siège ( NORD KIVU - ITURI ) : Kigali ( RWANDA ) déclare son soutien à Kinshasa | TANGANYIKA : destitué, Zoé Kabila s'en remet à la sagesse de Tshisekedi | Tshisekedi compte sur le soutien de Macron pour éradiquer les ADF à l'Est | SUD-KIVU : Les élus d'Uvira appellent au déploiement d'une force spéciale pour sécuriser la frontière RDC-Burundi | La population appelée au calme après l'arrivée à Baraka des nouvelles unités des FARDC - La motion de défiance contre le gouverneur Theo Kasi rejetée - 220 miliciens de Biloze Bishambuke déposent des armes après une sensibilisation - Reddition de 3 combattants Yakutumba à Lulimba - Les habitants de Kahololo déplorent l'absence des forces de sécurité dans leur région - Les habitants de Kipupu redoutent l'insécurité après le retrait de la MONUSCO - Uvira / Minembwe, des hauts officiers militaires en mission de pacification dans les hauts plateaux de Fizi et d'Uvira ( 4 communautés en conflit dans les hauts plateaux : Babembe, Banyamulenge, Banyindu et Bafuliiru. ) - De violents combats opposent deux milices à Uvira

**TANZANIE** : Vaccines are safe and effective, says President Samia's Covid-19 committee | Tanzanian High Commission's defence advisor dies due to Covid in Delhi hospital

**GUADELOUPE** : Expo en ligne - "Traces musicales de l'esclavage", une histoire de la naissance des cultures créoles | **MARTINIQUE** : La Saône-et-Loire est une terre d'hommes et de femmes qui ont combattu l'esclavage | **REPUBLIQUE DOMINICAINE** – Le barrage de Monción, le plus grand barrage dans les Caraïbes, opérationnel depuis 2001, fournit 52 mégawatts d'électricité | **VENEZUELA** : Le Venezuela produira le vaccin cubain Abdala, annonce le gouvernement de Nicolas Maduro | **CUBA** : Covid-19 - Cuba débute une campagne de vaccination avec son propre vaccin | **JAMAÏCA** : Bob Marley - Memories of an I Three

**RWANDA** : Kagame speaks out on RWANDA - FRANCE ties

**SUDAN** : FRANCE to clear Sudan's \$5 billion debt - France : un prêt d'1,5 Milliard USD au Soudan | Sudan, S. Sudan's Foreign ministers hold talks in Juba

**ETHIOPIE** : L'Éthiopie appelle à une réunion de l'Union africaine pour débloquer les négociations du barrage | Le deuxième remplissage du barrage de la Renaissance aura lieu en juillet et août | Eritrea president visits Sudan to mediate on Ethiopia dam

**MADAGASCAR** : Covishield - le ministre de la santé, le premier vacciné

**TUNISIE** : Une marche dans la ville de Sfax, en signe de solidarité avec les Palestiniens

**SOUTH AFRICA :** ZUMA still has influence in the ANC despite court battle | Zuma and his co-accused French arms dealer Thales are on trial over the controversial multibillion-rand arms deal struck back when Zuma was KZN's MEC for Economic Development, in the 1990s. | Mbeki 'fuels' Magashule's rebellion against ANC leadership

**ZAMBIA / BOTSWANA :** Zambia, Botswana inaugurate \$260M joint bridge

**ANGOLA / ZAMBIA :** Zambia, Angola sign \$5B oil pipeline deal

**EGYPT :** Egypt, Russia say Israel needs to stop Gaza attacks - Egypt announces signing investment contracts with 50 Russia companies - Egypt to produce Russia covid vaccine | South Sudanese boy kidnapped and abused by teenage thugs in Egypt | Egyptians show solidarity with Palestinians, call on Mo Salah to speak out

**LIBYE :** Libya armed groups raid hotel where presidency met | 4 Libya tribes demand gov't release political detainees | Turkey - exports to Libya jump 58% in first quarter of 2021

**MAROC :** Morocco allows migrants to cross into Spain, after Madrid treats Polisario leader - Morocco grants asylum to former Catalan leader in response to Polisario visit to Spain | Morocco FM: 'We will take relations with Israel as far as possible' - US State Department: Biden did not take decision on Western Sahara

**CENTRAFRIQUE :** Suspected French mercenary nabbed in CAR

**NIGERIA / USA :** Buhari réclame la delocalisation du siège de l'AFRICOM en Afrique

**CHINE :** Avec succès, la Chine vient de faire « atterrir » son premier rover sur Mars, devenant ainsi après USA, la deuxième nation à le réaliser

\*\*\*\*\*

## DIASPORA

\*\*\*\*\*

### HAÏTI :

#### **Haïti - FLASH : Des milliers d'haïtiens risquent la déportation au Chili**

<https://www.haitilibre.com/article-33745-haiti-flash-des-milliers-d-haitiens-risquent-la-deportation-au-chili.html>

Le Chili a mis en place un plan de régularisation migratoire qui permet à toutes les personnes, sans distinction de nationalité, qui sont entrées au Chili avant le 18 mars 2020 et qui sont en situation migratoire irrégulière au moment de leur inscription, de demander à être régularisé.

La demande se fait en ligne sur le site <https://tramites.extranjeria.gob.cl> en cliquant sur « Migration Regularization 2021 ».

La période d'inscription au plan est de 180 jours, à partir du 20 avril 2021. Si la demande est approuvée, le demandeur recevra un visa temporaire. Le coût du visa pour les plus de 18 ans est de 90 dollars américains (ou équivalent en pesos chiliens) et est GRATUIT pour les mineurs.

Documents exigés pour les personnes majeurs :

- Un certificat d'antécédents judiciaire (certificat de police) du pays d'origine en vigueur au moment de la demande (légalisé ou apostillé selon le cas)
- Passeport valide au moment de la demande

Documents exigés pour les personnes mineures :

- Passeport valide au moment de la demande
- Acte de naissance (légalisé ou apostillé selon le cas)

Des milliers de compatriotes haïtiens se retrouvent donc dans la même situation que les haïtiens en République Dominicaine à l'époque de la mise en place d'un plan plus ou moins similaire de régularisation (PNRE) et risquent la déportation s'ils ne parviennent pas à se faire régulariser dans le délai.

Obtenir les documents requis avec l'administration haïtienne risquent de prendre plus de temps que le délai accordés par le Gouvernement chilien qu'il s'agisse de renouvellement de passeport ou d'obtenir un certificat d'antécédent judiciaire ou un extrait de naissance pour les mineurs

<https://www.haitilibre.com/article-26101-haiti-chili-des-haitiens-excedes-manifestent-devant-l-ambassade-d-haiti-a-santiago.html>



Si l'Ambassade d'Haïti au Chili n'agit pas avec célérité et n'accorde pas une priorité pour délivrer rapidement les documents aux compatriotes en situation irrégulière <https://www.haitilibre.com/article-32118-haiti-politique-le-mhave-cherche-une-solution-pour-les-haitiens-vivant-au-chili.html> , il est fort probable comme en République Dominicaine que sur le nombre d'inscrit, très peu ne parviennent à être régularisé et que la plupart seront rapatriés en Haïti...

## **GUADELOUPE :**

**Expo en ligne : "Traces musicales de l'esclavage", une histoire de la naissance des cultures créoles**

<https://la1ere.francetvinfo.fr/expo-en-ligne-traces-musicales-de-l-esclavage-une-histoire-de-la-naissance-des-cultures-creoles-1010722.html>

Dans le cadre du Mois des mémoires, la Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique (Sacem), avec la Fondation pour la mémoire de l'esclavage, propose sur son site une exposition virtuelle intitulée "Traces musicales de l'esclavage", réalisée par le journaliste Bertrand Dicale.

Biguine, zouk, gwoka, bèlè, kompa, calypso, reggae, salsa, bossa nova... pour les Caraïbes et l'Amérique du Sud ; jazz, blues, gospel... aux Etats-Unis ; maloya et séga pour La Réunion... Les musiques des "Nouveaux mondes" issues de la colonisation et de l'esclavage ont laissé une empreinte culturelle indélébile des deux côtés de l'Atlantique et de l'océan Indien. C'est cette histoire partagée qu'a voulu explorer le journaliste d'origine guadeloupéenne Bertrand Dicale, dans l'exposition numérique de la Sacem "Traces musicales de l'esclavage, richesses et silences de la France", en partenariat avec la Fondation pour la mémoire de l'esclavage. "Dans la culture populaire comme dans l'historiographie des programmes scolaires, l'esclavage reste longtemps un point aveugle de la conscience collective. Et cela d'autant plus que la chanson va perpétuer longtemps clichés et préjugés hérités de l'esprit du Code Noir", écrit-il.

Bertrand Dicale était la personne idoine pour réaliser cette expo en ligne. Auteur d'une trentaine d'ouvrages consacrés à l'histoire de la chanson et à des artistes français, il est chroniqueur sur France Info avec sa célèbre émission "Ces chansons qui font l'actu", et a produit des documentaires pour la télévision. Membre du Conseil d'orientation de la Fondation pour la Mémoire de l'esclavage, il a également publié en 2017 "Ni noires, ni blanches – Histoire des musiques créoles" (Éditions Philharmonie de Paris).

La France cumule des regards et des présences qu'il est utile d'interroger dans leurs conséquences sur les droits et les situations de ses citoyens. Et que dit la chanson française des Noirs ? Est-elle exempte de représentations problématiques ?

Bertrand Dicale

L'expo, bien que virtuelle, est exhaustive et extrêmement détaillée. Elle est illustrée de nombreuses photographies commentées, parfois rares, ainsi que d'archives vidéos et sonores. Cette

muséographie se divise en neuf parties : "Le cataclysme fécond" (ce que l'esclavage a engendré culturellement, avec une réflexion sur la créolisation) ; "A la recherche des symptômes" (chapitre très intéressant où l'auteur revisite la vie du Guyanais Henri Salvador à la lumière de l'héritage et des cicatrices laissées par l'esclavage) ; "La biguine, pépite de la créolité" ; et "Le voyage de la biguine à Paris" (Stellio, Léona Gabriel, Ernest Léardée mais aussi des personnalités moins célèbres, notamment des figures de musiciennes oubliées comme Maötte Almaby)...

## MARTINIQUE :

### **La Saône-et-Loire est une terre d'hommes et de femmes qui ont combattu l'esclavage**

<https://la1ere.francetvinfo.fr/martinique/la-saone-et-loire-est-une-terre-d-hommes-et-de-femmes-qui-ont-combattu-l-esclavage-1008742.html>

Les associations de la région Bourgogne Franche-Comté, "les Amis des Antilles" et "Mémoire de l'histoire de l'abolition de l'esclavage en Saône-et-Loire", mettent l'accent depuis le 7 mai 2021, sur des commémorations mémorielles, dans le cadre du 12e festival Outre-mer de la région.

Dans le contexte sanitaire du moment, le festival d'Outre-mer en Bourgogne, présidé par la Martiniquaise Christiane Mathos offre un programme varié : danse traditionnelle, conférences, prestations musicales, repas créole, théâtre, échange entre les établissements scolaires, défilés, village créole, commémorations et messes. La 12e édition du festival Outre-mer a privilégié l'histoire et les cérémonies mémorielles.

Christiane Mathos savoure sa réussite

Ce travail de mémoire et de prise de conscience est l'oeuvre de Christiane Mathos, restauratrice martiniquaise, originaire de la commune de Saint-Joseph, habitant Montceau-les-mines depuis plusieurs décennies.

Présidente de l'association "les amis des Antilles", elle a pris son bâton de pèlerin pour convaincre plusieurs villes autour de notre histoire mémorielle. Au cours de sa recherche, elle s'est aperçu que la Saône-et-Loire est une terre d'hommes et de femmes qui ont combattu l'esclavage.

L'esclavage, oblige un devoir de mémoire pour ne jamais oublier les victimes. Ce passé doit éclairer notre présent et nous permettre de préparer l'avenir. Dès le départ j'ai eu le soutien de la ville de Montceau-les-Mines et aujourd'hui, à travers notre association, Mémoire de l'histoire de l'abolition de l'esclavage en Saône-et-Loire, celui de plusieurs communes.

En 2021, 12 communes du département, Ameugny, Autun, Charolles, Cormatin, Digoin, Gélénard, Mâcon, Milly-Lamartine, Montceau-les-Mines, Paray-le-Monial, Saint-Point, Toulon-sur-Arroux, prennent part à ce devoir mémoriel.

La Bourgogne, terre d'abolitionnistes

Christiane Mathos considère la Saône-et-Loire comme le berceau de l'abolition de l'esclavage, car cette terre a généré des hommes et des femmes qui ont combattu l'esclavage. Les exemples sont nombreux.

Pierre Moreau (1620-1660), ce protestant fils de cordonnier, dénonça avec vigueur l'esclavagisme. Cet abolitionniste d'avant-garde est originaire de Paray-Le-Monial.

Jean-Philippe Saclier (1743-1809) : avocat à la cour de Bourgogne, conseiller du Roy, maire de Toulon-sur-Arroux. En 1789 il rédige l'article 10 du cahier de Doléances, pour éradiquer l'esclavage dans toutes les colonies.

Que l'esclavage soit aboli dans les colonies, que la nation renonce pour toujours à la traite des nègres, et que le Roi, suivant le mouvement de son cœur, daigne inviter toutes les nations à abjurer ce monstrueux commerce, par un pacte général que l'Humanité réclame.

Alphonse Marie Louis de Prat de Lamartine (1791-1869), président de la Société Française pour l'Abolition de l'esclavage, mène en France un combat politique à la chambre.

Nommé président du gouvernement provisoire de la IIe République française après la révolution de février 1848, il nomme à son tour, François Arago ministre des colonies, qui fait appel à Victor Schoelcher pour rédiger le décret de l'abolition du 27 avril 1848.

Autre abolitionniste Général Etienne Maynaud de Bisefranc de Lavaux (1751-1828), gouverneur de Saint-Domingue, proche de Toussaint Louverture, il défendit l'action de celui-ci auprès du Directoire avant d'être mis à la retraite lors de la prise du pouvoir par Bonaparte.

Sœur Anne-Marie Javouhey,(1779-1851) fondatrice de la congrégation missionnaire des sœurs de Saint-Joseph de Cluny. Elle mena un rude combat notamment en Guyane.

## **CARAÏBES :**

**REPUBLIQUE DOMINICAINE – Le barrage de Monción, le plus grand barrage dans les Caraïbes, opérationnel depuis 2001, fournit 52 mégawatts d'électricité aux dominicains**

<https://rezonodwes.com/2021/05/09/rd-le-barrage-de-moncion-le-plus-grand-barrage-dans-les-caraibes-operationnel-depuis-2001-fournit-52-megawatts-delectricite-aux-dominicains/>

By Rezo Nòdwès - 9 mai 2021 | Le barrage a été achevé et a commencé à remplir son réservoir d'une capacité de 370 000 000 m<sup>3</sup>, le 22 septembre 2001. Sa centrale électrique a été mise en service le 27 avril 2002.

Dimanche 9 mai 2021 ((rezonodwes.com))–Le barrage de Monción est un barrage en remblai de terre sur la rivière Mao près de Monción dans la province de Santiago Rodríguez en République dominicaine. Il a été inauguré le 22 septembre 2001 par le président Hipólito Mejía et en 2003, il a remporté le prix international El Puente Alcántara.

D'une hauteur de 119 m (390 pieds), c'est le plus haut barrage de la République Dominicaine et des Caraïbes. Le but du barrage est de produire de l'énergie hydroélectrique et de fournir de l'eau pour l'irrigation.

La centrale électrique du barrage est située en aval et contient deux turbogénérateurs Francis de 26 MW pour une puissance installée de 52 MW. Les objectifs de sa conception autorisée par la comptabilité nationale, sont la production d'énergie électrique, la consommation d'eau potable, le tourisme et les services pour la production agricole dans la région.

## **VENEZUELA :**

### **Proche-Orient. Le Venezuela condamne les « nouvelles actions violentes » d'Israël**

<https://rezonodwes.com/2021/05/10/proche-orient-le-venezuela-condamne-les-nouvelles-actions-violentes-disrael/>

Lundi 10 mai 2021 ((rezonodwes.com))–Le ministère des Affaires Etrangères du Venezuela a, dans un communiqué publié lundi, « condamné les nouvelles actions violentes de l'armée d'Israël contre le peuple palestinien« .

Il lance un appel à la communauté internationale tout en réaffirmant sa position historique « en faveur de la souveraineté, de l'indépendance et de l'autodétermination de la Palestine« .

Les violences à Jérusalem se poursuivent depuis plusieurs jours. Des affrontements dans la mosquée Al-Aqsa, l'un des sites les plus sacrés de l'islam, ont fait des centaines de blessés, selon le Croissant-Rouge palestinien. Des roquettes ont également été tirées de Gaza vers Israël. Ces violences interviennent alors qu'Israël marque la Journée de Jérusalem par une marche dans la ville.

\*\*\*\*\*

### **Le Venezuela produira le vaccin cubain Abdala, annonce le gouvernement de Nicolas Maduro**

<https://rezonodwes.com/2021/04/12/le-venezuela-annonce-quil-produira-le-vaccin-cubain-abdala-annonce-le-gouvernement-de-nicolas-maduro/>

By Rezo Nodwes - 12 avril 2021 | Le gouvernement de Nicolás Maduro annonce qu'il a les ressources pour accéder au mécanisme Covax après les retards de vaccination de sa population et l'aggravation des infections

Le Venezuela fabriquera le vaccin d'origine cubaine Abdala contre le covid-19 dans un laboratoire d'État à Caracas, toujours dans la deuxième phase des essais cliniques, en coopération avec le



gouvernement de La Havane. Le vice-président, Delcy Rodríguez, a également annoncé cette semaine que le pays était enfin parvenu à accéder à l'avance requise par le mécanisme Covax, soutenu par l'Organisation mondiale de la santé, dans le but d'acquérir quelque 11 millions de doses correspondant à 20% de la vaccins dont le Venezuela a besoin pour vacciner sa population. Les 60 millions de dollars restants nécessaires pour le reste des vaccins sont garantis, selon le porte-parole de l'exécutif de Nicolás Maduro ( LIRE SUITE )

\*\*\*\*\*

**AMERIQUE LATINE :**

\*\*\*\*\*

**CUBA :**

### **Covid-19 : Cuba débute une campagne de vaccination avec son propre vaccin**

<https://rezonodwes.com/2021/05/14/covid-19-cuba-debute-une-campagne-de-vaccination-avec-son-propre-vaccin/>

By Rezo Nodwes - 14 mai 2021 | endredi 14 mai 2021 ((rezonodwes.com))– «La petite piqûre, pour le moment ça m'a donné un peu de brûlure», mais «je me sens divin», explique Cecilia Reyes, 69 ans, après avoir reçu la première dose d'Abdala, l'un des deux projets vaccinaux les plus avancés à Cuba et avec qui La Havane a commencé la vaccination de ses habitants.

L'île, qui a conçu et développé ses propres antigènes contre le coronavirus, s'est empressée cette semaine de lancer la campagne de vaccination dans les populations à risque, avant de terminer les essais cliniques de ses candidats vaccins.

Ce type de campagne avant la fin des essais est connu comme une intervention de santé publique.

Les autorités médicales prévoient d'autoriser en juin «l'utilisation d'urgence et / ou un enregistrement conditionnel» d'Abdala et Soberana 2 et de poursuivre ainsi la vaccination de masse.

Assise sur un banc à l'entrée du cabinet médical où elle a été vaccinée à Regla, dans l'est de la capitale, Reyes, qui est hypertendue, cardiaque et asthmatique, passe une heure sous surveillance médicale, comme établi dans le protocole de vaccination. Elle est encore un peu nerveuse et n'arrête pas de parler.

Il se plaint seulement d'une légère brûlure sur le site de la ponction. «Je me sens divin, il ne m'a rien donné (aucune réaction) et maintenant je vais travailler, je vais faire des pommes de terre farcies», déclare cette ménagère. ( LIRE SUITE )

## JAMAICA :

### **La Jamaïque attire des emplois diversifiés dans le secteur de l'externalisation**

<https://www.silicon.fr/press-release/la-jamaïque-attire-des-emplois-diversifiés-dans-le-secteur-de-externalisation>

ibex, société bastion de l'externalisation mondiale,, travaille à l'accroissement de la diversité des emplois au sein de l'industrie internationale des services numériques de la Jamaïque, en augmentant sa main-d'œuvre sur place, qui s'élève actuellement à deux mille employés. La société fournit un soutien à la clientèle dans divers secteurs comme la vente au détail, la finance, les soins de santé et les télécommunications, et elle propose désormais un large éventail de services commerciaux depuis ses centres de services jamaïcains.

Avec une liste de clients fortement concentrée aux États-Unis, en Europe et en Asie, ibex a identifié la Jamaïque comme l'endroit idéal pour une expansion rapide en raison de l'emplacement de l'île et de la haute qualité des talents qu'on y trouve.

« ibex a connu une expansion incroyable en Jamaïque. En effet, au cours des trois dernières années, nous avons enregistré une croissance de 397 % », a révélé le directeur pays Jaime Vergara. « Nous sommes passés de la 17e société de sous-traitance de l'île en termes de nombre d'employés à la première place, et ibex a été reconnue non seulement pour sa croissance, mais aussi pour ses performances, par des organisations comme Frost & Sullivan, un groupe d'analystes de premier plan du secteur, et en tant qu'entreprise d'externalisation des processus d'affaires (business process outsourcing, BPO) Nexus Nearshore de l'année en 2019 par Nearshore Americas. » ( LIRE SUITE )

\*\*\*\*\*

### **Bob Marley - Memories of an I Three**

[https://www.jamaicaobserver.com/entertainment/memories\\_221158](https://www.jamaicaobserver.com/entertainment/memories_221158)

Tuesday, May 11, 2021 BY KEDIESHA PERRY | Former I Three member Judy Mowatt says the back-up trio was integral in executing Bob Marley's vision.

“To be a part of the I Three was not about fame or fortune, money, glitz [or] glamour, but I saw it as a high calling of God knowing Bob was fulfilling his God-given purpose, and we were supporters of the mission,” she told the Jamaica Observer.

Marley, who died on May 11, 1981, was also supported by his wife, Rita, and Marcia Griffiths who formed the I Three in 1974.

Mowatt remembers that on the morning he died there was a pall of gloom.

“A Monday morning, I was alone on my verandah [when] the phone rang and the person on the other end said: 'Bob is gone. He made his final departure.' I didn't want to believe it, I could not believe it, so I ran to the radio to see if there was some news and then I heard, 'newsflash: Reggae superstar Bob Marley had just passed in [a] hospital in Miami'. I was frozen. I looked outside [and] the morning was kinda gloomy. The sun wasn't really shining, and you could feel that there was a marked difference in the atmosphere. I felt weak in my stomach. I began crying and the phone calls started coming in back-to-back,” she recalled. ( Read More )

**USA :**

### **USA: African American twin doctors fight racism in healthcare system**

<https://www.africanews.com/2021/05/14/usa-african-american-twin-doctors-fight-racism-in-healthcare-system/>

By Kizzi Asala and Africanews with AP | Brittani James and Brandi Jackson are African American elite university-trained doctors from Twinsburg, Ohio united -- beyond their identical twin bond, in their mission to dismantle the deep-rooted structural racism within the United States healthcare system.

The COVID-19 pandemic has let come to the forefront racial issues that have always existed within the medical industry in the country -- laying bare racially-based inequities and disparities in treatment between black women in particular and the white population.

Dr Brittani James shares her observations working as a doctor of internal medicine.

"I see my patients, I see them go to different hospitals. I see and understand that the standard of care that they get is less than. I see it. It's undeniable.

"We have tremendous, profound, deep racial disparities in health outcomes, and we believe that the system of medicine and the racism that is endemic to it are a large force that create and perpetuate these disparities.

"We are calling for a radical reimagining of how we deliver health care in this country."

The now Dr James and Dr Jackson always got recognition in their hometown as they were brilliant students in the marginalised area where they grew up. ( READ MORE )

-----  
**\*\*\* AFRIQUE DE L'EST \*\*\*\***  
-----

**EAC :**

**EAC Secretary General and German Ambassador sign Financing Agreements worth US\$65 Million**

[https://www.eac.int/press-releases/155-resource-mobilization/2006-eac-secretary-general-and-german-ambassador-sign-financing-agreements-worth-us\\$65-million](https://www.eac.int/press-releases/155-resource-mobilization/2006-eac-secretary-general-and-german-ambassador-sign-financing-agreements-worth-us$65-million)

East African Community Headquarters, Arusha, Tanzania, 17th May, 2021: New momentum for cooperation between the East African Community and the Federal Republic of Germany following the signing of two Government Agreements thus paving the way for the implementation of projects of a total volume of US\$65 million in the areas of health, digital skills and water resources management.

The agreements were signed by EAC Secretary General, Hon (Dr.) Peter Mathuki and H.E. Regine Hess, Ambassador of the Federal Republic of Germany to the United Republic of Tanzania and the EAC.

Amb. Hess who paid a courtesy call on the Secretary General at the EAC Headquarters in Arusha today, congratulated the Dr. Mathuki on his assumption of office as new Secretary General at the end of April. ( READ MORE )

**BURUNDI :**

**Burundi : appui de la Banque Mondiale de 54,6 millions de dollars**

<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/burundi-appui-de-la-banque-mondiale-de-54-6-millions-de-dollars/2228182>

- Pour soutenir le système de santé. Lassaad Ben Ahmed | 03.05.2021 | La Banque Mondiale (BM) va débloquer 54, 6 millions de dollars pour appuyer le système de santé au Burundi, a déclaré lundi Véronique Kabongo, Représentante de la Banque au Burundi.

L'accord de financement a été signé lundi.

«Ce matin nous avons signé un accord de financement de 54,6 millions de dollars pour appuyer le système de santé au Burundi», a déclaré la représentante de la Banque Mondiale à Bujumbura.

Ce Financement va appuyer «la mise en œuvre de la politique nationale de gratuité des soins pour les femmes enceintes et les enfants de moins de 5 ans, à soutenir les agents de santé communautaires pour la réalisation d'un paquet communautaire d'activités et à appuyer les écoles paramédicales pour améliorer la qualité de la formation».

Une partie des fonds sera, en outre, allouée à la lutte contre la Covid-19 en « renforçant les réseaux de laboratoires dans le pays » et en appuyant des « activités ciblées du projet régional de lutte contre les Violences Basées sur le Genre » dans trois provinces burundaises à savoir Cibitoke (nord-ouest), Makamba (sud) et Muyinga

(nord-est).

Comme annoncé sur son site web, avec un engagement total de 713,45 millions de dollars, la Banque Mondiale finance 14 projets nationaux et régionaux dans la santé, l'agriculture, l'éducation, les infrastructures, l'électricité, la protection de l'environnement, la protection sociale, la gouvernance, la compétitivité et la création d'emplois au Burundi.

\*\*\*\*\*

## **LE GENOCIDE REGICIDE DU BURUNDI : L' Assassinat de Feu MWAMI NTARE NDIZEYE Charles, 49 ans après**

<https://www.burundi-forum.org/la-une/justice-droit-de-lhomme/le-genocide-regicide-du-burundi-l-assassinat-de-feu-mwami-ntare-ndizeye-charles-49-ans-apres/>

GITEGA, 29/04/2021 – Le Samedi 29 avril 1972, le jeune Feu MWAMI NTARE NDIZEYE Charles était sauvagement assassiné dans un camp militaire à GITEGA, par LE REGIME NEO-COLON HIMA BURUNDAIS [ <http://bdiagnews.com/HIMA> ] DU DICTATEUR MICOMBERO. Son corps était transporté dans une brouette et jeté, comme de simples ordures, dans un endroit encore inconnu de nos jours... L'assassinat de Feu MWAMI NTARE NDIZEYE , en tant que fait historique marquant – UN REGICIDE – , était réalisé, comme quelque chose de secondaire mais capitale, en même temps que LE GENOCIDE CONTRE LES HUTU DU BURUNDI DE 1972 [ <https://burundi-agnews.org/genocide-contre-les-hutu-du-burundi-en-1972/> ], consistant à mettre fin AU SYSTEME ECONOMIQUE DES BARUNDI, traditionnellement harmonisé avec le concours des – BAGANWA- par le MWAMI des BARUNDI. L'idée NEO-COLONIALE de ce crime étant d'instaurer , en remplacement , UNE ECONOMIE CAPITALISTE COLONIALE. Entre fin AVRIL et MAI 1972, plus de 500.000 BARUNDI HUTU [ <http://bdiagnews.com/HUTU> ] étaient massacrés, parce que HUTU, par LE REGIME NEO-COLON HIMA BURUNDAIS DU DICTATEUR MICOMBERO et jetés dans des fosses communes ou des rivières et des lacs du BURUNDI. ( LIRE SUITE )



\*\*\*\*\*

## **GENOCIDE CONTRE LES HUTU DU BURUNDI EN 1972 : 49 ans après**

<https://bdiagnews.com/afrique/genocide-contre-les-hutu-du-burundi-en-1972-49-ans-apres/>

JUSTICE, HISTOIRE, COLONISATION, NEOCOLONIALISME, GENOCIDE, PANAFRICANISME, ECONOMIE, SECURITE – BUJUMBURA, Jeudi 29 Avril 2021 – Les BARUNDI commémorent au BURUNDI et à travers le monde, en DIASPORA, les 49 ans du GENOCIDE REGICIDE.

Le samedi 29 avril 1972, le régime NEO-COLON burundais du DICTATEUR HIMA [ <https://bdiagnews.com/hima> ] MICOMBERO, après avoir tué Feu NTARE NDIZEYE Charles, dernier MWAMI du BURUNDI, lançait l'exécution d'un plan d'extermination de TOUS LES HUTU [ <https://bdiagnews.com/HUTU> ] du BURUNDI.

En quelques mois, 500 000 HUTU BARUNDI étaient tués et 1.000 000 étaient exilés dans les pays voisins [ <https://bdiagnews.com/genocide-contre-les-hutu-du-burundi-en-1972/> ]. C'est à dire en tout et pour tout LA MOITIE DE LA POPULATION BURUNDAISE d'alors qui était de 3 MILLIONS.

Hier, mercredi 28 Avril 2021, pour la première fois, L'ETAT du BURUNDI, par l'intermédiaire du SENAT DU BURUNDI, après une minute de silence, a reconnu que LE GOUVERNEMENT MICOMBERO AVAIT PLANIFIE "l'extermination d'un nombre important de ses citoyens" [ <https://bdiagnews.com/genocide/genocide-contre-les-hutu-du-burundi-en-1972-senat-le-gouvernement-micombero-a-planifie-cette-extermination/> ].

Les 500.000 HUTU BARUNDI ont été massacrés parce qu'ils étaient HUTU [1], étymologiquement – les individus transformateurs de ressources en produits finies – prêtes à être consommées, véritable socle de LA STRUCTURE SOCIO-ECONOMIQUE DE L'ANCIEN ETAT MILLINAIRE DES BARUNDI – INGOMA Y'UBURUNDI [ <https://bdiagnews.com/afrique/burundi-la-stratification-sociale-sous-ingoma-yuburundi/> ]. L'objectif du REGIME NEO-COLON HIMA BURUNDAIS de cette époque, mise en avant par LES USA, LE VATICAN, LA FRANCE, et LA BELGIQUE, derrière ce GENOCIDE CONTRE LES HUTU DU BURUNDI, était l'instauration d'UNE ECONOMIE CAPITALISTE.

[1] NIYONKURU Déogratias, "Pour la dignité paysanne", 2019, GRIP [ <https://grip.org/pour-la-dignite-paysanne-experiences-et-temoignages-dafrique-reflexions-pistes-methodologiques/> ]

**TANZANIE :**

## **Vaccines are safe and effective, says President Samia's Covid-19 committee**

<https://www.thecitizen.co.tz/tanzania/news/vaccines-are-safe-and-effective-says-president-samia-s-covid-19-committee-3403964>

Dar es Salaam. A special committee formed by President Samia Suluhu Hassan to evaluate and monitor Covid 19 pandemic has advised the government to procure covid-19 vaccines.

Apart from the use of WHO listed vaccines, the committee came up with 19 recommendations to tackle the further spread of the novel coronavirus in Tanzania.

According to the 12-man committee's findings, the vaccines have scientifically proven to work effectively and efficiently.

Speaking on May 17, after handing over the report to President Samia, the committee's chairman, Prof Said Aboud among other issues recommended that the Corona vaccine be introduced in the country soon.

"The committee has advised the government and recommended that Tanzania provide information on the presence of the disease as well as take steps to strengthen all preventive measures to curb the threat of the third wave of virus," said Prof Aboud.

Prof. Aboud said the committee recommends that priority be given to health workers, civil servants, religious leaders and pilgrims, the elderly, the chronically ill, security forces and those traveling abroad.

Regarding the vaccines Prof Aboud said the committee advises the government continue monitoring the situation as it leads towards allowing Tanzanians to freely vaccinate against Covid 19 using WHO endorsed vaccines.

### **Des experts tanzaniens recommandent de publier à nouveau les chiffres du Covid-19**

<https://www.angop.ao/fr/noticias/africa/tanzania-especialistas-querem-retoma-da-divulgacao-de-numeros-da-covid-19/>

Un comité d'experts sur le Covid-19, installé par la nouvelle présidente tanzanienne Samia Suluhu Hassan, a recommandé lundi la reprise de la publication de chiffres officiels sur la propagation de la maladie dans le pays, après plus d'un an d'interruption.

Ce groupe de travail préconise également de proposer des vaccins aux travailleurs de première ligne et aux personnes vulnérables.

L'ancien président John Magufuli, décédé le 18 mars, n'avait eu de cesse de minimiser la pandémie, s'en remettant aux prières pour vaincre le virus et déclarant les vaccins potentiellement "dangereux".

Le pays n'a pas publié de statistiques sur l'épidémie depuis avril 2020: les derniers chiffres faisaient état de 509 cas de contamination et 16 décès.

La vice-présidente Samia Suluhu Hassan, qui lui a succédé, a pris le contre-pied de sa politique, estimant qu'"il n'est pas bon de l'ignorer" (le Covid-19).

"Nous ne pouvons pas le rejeter ou l'accepter sans les conclusions de la recherche" scientifique, avait déclaré début avril la présidente, qui apparaît en public avec un masque, en annonçant la création d'un groupe de travail pour conseiller son gouvernement sur la gestion de la pandémie.

Dans leurs recommandations remises lundi à la cheffe de l'Etat, ces experts affirment que "le gouvernement devrait fournir des statistiques précises sur le Covid-19 au public et à l'Organisation mondiale de la santé pour que les citoyens aient des informations correctes sur la maladie, et respecter les accords internationaux".

Ils affirment que la Tanzanie a enduré deux vagues graves de coronavirus et fait face à une possible troisième vague.

Ils conseillent également au gouvernement de proposer des vaccins approuvés par l'OMS aux travailleurs de première ligne, aux personnes âgées et aux personnes avec des risques de comorbidité.

\*\*\*\*\*

### **Tanzania government owes contractors and consultants Sh839.026 billion**

<https://www.thecitizen.co.tz/tanzania/news/tanzania-government-owes-contractors-and-consultants-839-billion-3403854>

Monday May 17 2021 --- Dodoma. The Government of Tanzania owes Sh839.026 billion to contractors and consulting engineers who are implementing various development projects in the country.

This was stated today Monday, May 17 2021 by the Minister of Works and Transport Dr. Leonard Chamuriho while tabling his ministry's budget for the financial year 2021/2022.

He said the arrears were due to a lack of funds to implement development projects.

"This situation is causing the Ministry to have huge arrears of claims and debts owed to contractors and consulting engineers implementing various development projects and by April, 2021 the claims and debts of certified contractors and consultants had reached Sh869.026 billion, he said.

However, he said the ministry's strategy in collaboration with the Ministry of Finance and Planning is to ensure that project funds are paid on time to reduce the cost of growing interest rates.

In addition, he said the Government continues to negotiate with many for development projects.

He also said the government has continued to encourage the private sector to invest in the development and improvement of transport projects. ( READ MORE )

## RDC CONGO :

### **Les élus d'Uvira appellent au déploiement d'une force spéciale pour sécuriser la frontière RDC-Burundi**

<https://www.politico.cd/encontinu/2021/05/19/les-elus-duvira-appellent-au-deploiement-dune-force-speciale-pour-securiser-la-frontiere-rdc-burundi.html/84192/>

By Rédaction Kinshasa | 19 mai 2021 - Les élus d'Uvira, auteur d'une motion d'information, ont demandé à l'Assemblée nationale de recommander au Gouvernement de procéder urgemment au remplacement des unités des Forces armées de la RDC (FARDC) et de la Police Nationale Congolaise (PNC) ayant œuvré durant plusieurs années dans la ville et le territoire d'Uvira. C'était lors de la séance plénière tenue, ce mardi 18 mai 2021 au Palais du peuple.

« Cette demande s'inscrit dans le cadre de barrer la route au mouvement et recrutement des groupes armés étrangers et locaux ; et d'évaluer la mise en œuvre du décret du 16 septembre 2013 portant création, organisation et fonctionnement des conseils locaux de sécurité de proximité », ont-ils motivé.

Par ailleurs le président de l'Assemblée nationale Christophe Mboso a demandé aux élus qui ont travaillé en commission avec le bureau, de lui déposer en urgence les rapports de sécurité à intégrer dans un rapport général à soumettre au Chef de l'Etat, Félix Tshisekedi, afin de l'aider à évaluer la situation de cette partie du pays pour des décisions idoines et proportionnelles à la gravité de la situation.

A noter que cette demande fait suite à l'insécurité persistante qui sévit depuis plusieurs années dans la ville et le territoire d'Uvira.

Christian Kamba

### **Etat de siège : Kigali déclare son soutien à Kinshasa**

<https://www.digitalcongo.net/article/609d24b5c3346e00153ea2e2/>

Kinshasa 13-05-2021 Politique - La République démocratique du Congo ne sera pas seule dans sa croisade contre les forces négatives à la base de l'insécurité en Ituri et au Nord-Kivu.

Le soutien de son voisin de l'Est, le Rwanda, lui est acquis. « Nous soutenons la paix, le développement et la coopération avec la RDC. Nous soutenons toutes les actions menées par le Gouvernement congolais pour pacifier le pays. Que ce soit les actions unilatérales et celles menées en coopération et en collaboration avec les pays voisins. Un Congo stable et prospère est bénéfique

à tout le continent », a déclaré l'ambassadeur du Rwanda en RDC, Vincent Kagera, à l'issue de l'audience lui accordée par le président du Sénat Modeste Bahati.

Bon nombre d'observateurs dans la région de Grands Lacs veulent voir le Rwanda traduire son soutien par des actes concrets. A les en croire, le pays de Paul Kagame favoriserait d'une manière ou d'une autre l'insécurité à l'Est de la RDC pour en tirer profit.

Selon ces observateurs, les réseaux maffieux, qui créent l'insécurité à l'Est de la RDC pour faire main basse sur nos minerais, étalent leur tentacule jusqu'à Kigali, où ils ont des représentations qui opèrent en toute quiétude sans que les autorités rwandaises ne disent mot. C'est connu de tous que le Rwanda est devenu la plaque tournante dans l'exploitation frauduleuse des minerais congolais.  
St Théodore Ngangu Ilenda

### **Sud-Kivu : la population appelée au calme après l'arrivée à Baraka des nouvelles unités des FARDC**

<https://www.radiookapi.net/2021/04/16/actualite/securite/sud-kivu-la-population-appelée-au-calme-apres-larrivee-baraka-des>

Un navire venant de Kalemie, dans la province du Tanganyika, a accosté mercredi 14 avril au port de Mushimbakye avec à son bord des troupes des FARDC venues du centre de formation militaire de Banamura.

A cette occasion, le vice-président de la société civile-forces vives appelle la population locale à ne pas céder à la panique. D'après Moutard Mateso M'lendelwa, qui a relayé le commandant du 2202e régiment le colonel David Ipanga, ces troupes nécessaires et supplémentaires des FARDC ne resteront pas dans la ville de Baraka.

Elles seront déployées sur les hauts plateaux de Kipupu et Mikenge pour renforcer d'autres troupes des FARDC.

L'arrivée mercredi des « Banamura » avait plongé les habitants de la ville de Baraka dans la panique totale, signale la société civile de Baraka, du fait de la réputation ternie de ces soldats déjà surnommés « Android » à Uvira pour les raquettes des téléphones portables sur les civils.

De son côté, le porte-parole de l'armée à Uvira, le capitaine Dieudonné Kasereka, rassure que la relève des unités combattantes de l'armée est une activité de routine et cela ne devrait pas faire l'objet de supputations au sein de la population civile.

Ce renfort des troupes des FARDC arrive au moment où les armes sont en intense circulation entre les mains des civils dans la région et les groupes armés locaux, Gumino/Twigwaneho, Mai-Mai Yakutumba/Biloze Bishambuke et autres, qui ont renforcé leurs troupes respectives, causant des tueries, vols des bétails, incendies des villages entiers. Cela provoque chaque jour des mouvements des populations civils dans les hauts et moyens plateaux de Fizi, Mwenga et Uvira.



## **220 miliciens de Biloze Bishambuke déposent des armes après une sensibilisation**

<https://www.digitalcongo.net/article/60a3a2bc3518d00015971600>

Kinshasa 18-05-2021 Politique - Après une mission de sensibilisation à Fizi dans le Sud- Kivu les miliciens de Biloze Bishambuke ont déposé leurs armes pour permettre la pacification de cette partie du territoire national.

220 éléments du groupe Biloze Bishambuke à Minembwe, dans les hauts plateaux du territoire de Fizi dans le Sud- Kivu ont décidé de déposer volontairement leurs armes après une mission de sensibilisation par une délégation des officiers dépêchée dans cette partie du territoire national par l'Etat-major général des FARDC.

Selon les sources militaires citées par les médias locaux qui donnent cette information, indiquent que les membres de cette délégation des FARDC conduite par les colonels Alexis Rugabisha et Mukelenge Album ont clôturé la phase de sensibilisation qui a duré 3 jours dans le secteur de Lulenge le dimanche 16 mai.

Le responsable de ce groupe, indique-t-on, a favorablement accueilli l'arrivée de cette délégation de l'Etat-major général des FARDC en promettant de déposer les armes et en donnant comme seul préalable la sécurisation par le gouvernement congolais des membres des communautés locales confrontés à l'insécurité et qui se sont réfugiés à Kalambi et Lubingela et dans d'autres zones contrôlées par les miliciens Maï- Maï.

Cette délégation de l'Etat-major général des FARDC est également qui est attendue à Rugezi et à Milimba dans le secteur de Mutambala et à Kipupu dans le secteur d'Itombwe pour la même prévoit une rencontre de paix qui rassemblera tous les groupes armés sensibilisés. Boni Tsala

## **Uvira : des hauts officiers militaires en mission de pacification dans les hauts plateaux de Fizi et d'Uvira.**

<https://www.radiookapi.net/2021/05/06/actualite/securite/uvira-des-hauts-officiers-militaires-en-mission-de-pacification-dans>

Quatre officiers supérieurs des Forces armées de la RDC (FARDC), en provenance de Kinshasa, ont entamé mercredi 5 mai à Minembwe, une série des rencontres de dialogue de paix. Tous sont des colonels, représentants, les quatre communautés en conflit dans les hauts plateaux : Babembe, Banyamulenge, Banyindu et Bafuliiru.

Ils sont arrivés depuis le mardi. Ils ont été dépêchés par l'Etat-Major général des FARDC pour « sensibiliser les membres des groupes armés locaux de la région des hauts plateaux à déposer les armes et à se rendre », d'après Dieudonné Kasereka, le porte-parole du secteur opérationnel Sokola 2 au sud du Sud-Kivu. Ce jeudi, ces officiers ont échangé avec les acteurs de la société civile après la rencontre, mercredi, avec les notables et des responsables de confessions religieuses en vue

d'examiner des stratégies communes à mettre en place, pour restaurer la paix et la stabilité sur les hauts plateaux de Fizi et d'Uvira.

Après Minembwe, la délégation se rendra dans le secteur de Lulenge pour un exercice similaire à la fin de la semaine. La délégation a demandé à la société civile de soutenir le dialogue entre les communautés locales en vue de faciliter la cohésion sociale.

De son côté, le président de cette structure citoyenne, Saint Cadet Ruvuza Ngoma, a salué cette initiative de l'armée. Il a demandé à celle-ci de manifester davantage sa bonne foi, d'accompagner les efforts des acteurs civils locaux.

Pendant ce temps, les miliciens Maï-Maï et les combattants Twighwaneho continuent de renforcer leur présence autour de la zone de Kipupu, où des cas de pillage des vaches et des tirs sporadiques sont récurrents depuis le retrait de la MONUSCO, il y a de cela deux semaines.

Mardi dernier, des tirs d'armes à feu avaient été entendus à Kabingo, à 15 kms au sud Minembwe-centre. Un soldat des FARDC a été grièvement blessé après un affrontement contre les combattants présumés de Twigwaneho. Les FARDC affirment que les combattants Twigwaneho avaient tiré contre les troupes régulières et ont tenté de voler à un soldat, son arme.

### **Sud-Kivu : reddition de 3 combattants Yakutumba à Lulimba**

<https://www.radiookapi.net/2021/05/14/actualite/securite/sud-kivu-reddition-de-3-combattants-yakutumba-lulimba>

Trois miliciens Maï -Maï Yakutumba ont fait reddition aux FARDC jeudi 13 mai, avec deux armes AK 47 au village Lulimba, à 120 kilomètres, au sud de la ville de Baraka, en territoire de Fizi, au Sud- Kivu.

Le commandant des FARDC en place a salué cet acte et demande aux autres éléments Maï -Maï d'emboîter le pas de ces derniers avant le début des opérations.

Entretemps, les FARDC ont lancé le même jeudi 13 mai, des offensives contre les Maï Maï Biloze Bishambuke dans les montagnes surplombant Burembo. Ce village est situé à 30 kilomètres, au sud-Est de Fizi-centre, dans la forêt de Ngandja.

Selon des sources locales, le bilan fait état de plusieurs déplacements des populations vers le village de Kasakwa.

### **Sud-Kivu : les habitants de Kahololo déplorent l'absence des forces de sécurité dans leur région**

<https://www.radiookapi.net/2021/05/14/actualite/securite/sud-kivu-les-habitants-de-kahololo-deplorent-labsence-des-forces-de>

Les préoccupations en matière de sécurité et de protection exprimées par les habitants de Kahololo dans les hauts plateaux de la chefferie de Bafuliiru au Sud-Kivu ont été confirmées par mercredi 12 mai par une mission d'évaluation conjointe des Nations unies composée de la MONUSCO, du PAM, du HCR ainsi que de leurs partenaires locaux. Ces habitants ont déploré notamment l'absence des forces de sécurité nationale dans la zone pour protéger les civils.

Il s'agit d'une première grande mission effectuée depuis l'installation d'une base des forces onusiennes dans la région après une série d'affrontements signalée depuis le 16 mars dernier entre groupes armés locaux.

Les habitants rencontrés sur place ont rapporté qu'une dizaine de villages avaient été incendiés. Les affrontements ont poussé les populations locales à quitter et à se diriger vers des zones beaucoup plus sécurisées.

Des groupes armés sillonnent toujours dans et autour de Kahololo, Marungu, Bijojo, Rwikubo et posent toujours des problèmes de protection des civils dans la région.

Dimanche dernier, cinq civils dont une femme ont été tués, trois blessés parmi lesquels un a succombé, tandis que les deux autres ont été évacués grâce au soutien de la MONUSCO.

Les habitants de la région ont déploré l'absence des FARDC et/ou d'autres services de sécurité nationale dans la zone pour protéger les civils.

Aux leurs dires, trois enfants mineurs ont été séparés de leurs parents lors des affrontements. Près de deux mille vaches ont été pillées, un centre médical détruit et pillé, en plus pas de réseau de communication par téléphone, la zone reste enclavée.

Les habitants ont ainsi recommandé à la MONUSCO de plaider pour l'amélioration du réseau cellulaire pour stimuler les situations actualisées de protection dans la région. Elle doit également plaider pour le déploiement de troupes FARDC dans la zone pour de nouvelles opérations conjointes MONUSCO-FARDC contre tous les groupes armés.

### **Sud- Kivu : de violents combats opposent deux milices à Uvira**

<https://www.radiookapi.net/2021/05/12/actualite/securite/sud-kivu-de-violents-combats-opposent-deux-milices-uvira>

De violents combats sont signalés depuis deux jours dans les chefferies de Bavira et de Bafuliiru, dans les Hauts plateaux du territoire d'Uvira.

Des sources locales affirment que mercredi 12 mai, les Twigwaneho et leurs alliés conduits par le colonel déserteur de l'armée Michel Rukunda alias Mekanika ont attaqué tôt le matin le camp de combattants Maï-Maï Biloze Bishambuke à Masango, dans le groupement de Bijombo, chefferie de Bavira.

Les mêmes sources signalent le déplacement massif de la population de Masango vers Magunda et à Musonjo dans la forêt d'Itombwe.

Selon le président de la nouvelle société civile congolaise dans les Hauts plateaux, Pacifique Kararuka Mugaja, le bilan de ces affrontements n'est pas encore connu.

Les seigneurs de guerre Ilunga Rusesema et Nguvu za Milima Issa Mutoka du groupe Biloze Bishambuke ont riposté à cette attaque et tentaient jusque dans la matinée de repousser l'autre groupe adverse.

Dans la partie nord du territoire d'Uvira dans la chefferie de Bafuliuru, un autre affrontement a été signalé lundi dernier entre un autre groupe Maï Maï et les Twigwaneho sur les montagnes surplombant Lalamba à Mutunga, village situé à 50 km au nord-ouest de Sange.

Des sources locales affirment que les Maï-Maï et alliés ont initié cette attaque contre les Twigwaneho très tôt vers 4 h du matin.

Alertées, les FARDC du 3304e régiment et du 341e bataillon spécial sont intervenues.

Un tireur burundais a été capturé par les combattants Twigwaneho.

Le commandant du 3304e régiment dit avoir instruit à ses troupes déployées à Rubanga à la vigilance.

Entretemps, au nord-est de Lemera, des affrontements entre les miliciens Ngumino et la coalition Maï-Maï et FNL Burundais ont fait sept morts.

Ces combats se sont déroulés lundi dernier pendant plus de trois heures au village Kifuni, au Nord-Est du chef-lieu de la chefferie de Bafuliuru.

Les éléments des FARDC précisent qu'ils ont arrêté cinq miliciens Ngumino avec deux armes AK 47 à Lemera-centre.

Ces miliciens ont été transférés le même lundi à Luvungi pour être poursuivis.

### **Sud-Kivu : la motion de défiance contre le gouverneur Theo Kasi rejetée**

<https://www.radiookapi.net/2021/05/08/actualite/politique/sud-kivu-la-motion-de-defiance-contre-le-gouverneur-theo-kasi-rejetee>

La motion de défiance visant le gouverneur de province Theo Kasi Ngwabidje a été rejetée vendredi 8 mai par l'assemblée provinciale du Sud-Kivu.

Sur les 44 députés présents dans la salle de plénière, 20 ont voté pour la motion et 24 contre. Ce vote maintient Ngwabidje à son poste de gouverneur du Sud-Kivu.

« Deuxième motion de défiance, énième victoire du peuple. Merci aux députés pour la confiance renouvelée. En homme d'État, nous nous sommes présentés afin d'éclairer la lanterne des élus. La vérité l'a emporté sur l'acharnement. Nous gardons le cap : le bien-être de la population », écrit M. Kasi sur son compte twitter.

Le gouverneur du Sud-Kivu, Théo Ngwabidje Kasi, était visé par cette motion initiée par le député Georges Musongela. Il lui était reproché la mauvaise gestion des deniers publics, le détournement de l'aide du gouvernement central aux sinistrés de Nyamugo à Bukavu et de Kasika dans le territoire de Mwenga.

Mais aussi de ne pas agir face à l'insécurité dans la province.

## **Sud-Kivu : les habitants de Kipupu redoutent l'insécurité après le retrait de la MONUSCO**

<https://www.radiookapi.net/2021/05/10/actualite/securite/sud-kivu-les-habitants-de-kipupu-redoutent-linsecurite-apres-le>

La protection des civils dans et autour de Kipupu pose des problèmes, dans cette région marquée par l'activisme des groupes armés. Ces problèmes se posent après la fermeture, il y a deux semaines, d'un détachement statique des combats des casques bleus de la MONUSCO, dans cette localité du territoire de Mwenga, secteur d'Itombwe (Sud-Kivu). Ce constat a été fait par une mission de la MONUSCO, qui s'est rendue le mercredi 5 mai dans la région pour évaluer la situation sécuritaire.

Le chef du secteur d'Itombwe, Kitabu Kininga Kiki, a signalé que la situation sécuritaire locale à Kipupu et aux alentours s'était considérablement détériorée depuis la fermeture de la base militaire de la MONUSCO à Kipupu, le 27 avril dernier.

Les acteurs locaux ont, quant à eux, alerté sur la présence des groupes armés Twigwaneho dans les environs proches de Kipupu et leur implication dans un incident de vol de bétail à Kabara, à 5 kms à l'est de Kipupu. Cette situation a provoqué un affrontement entre eux et autres groupes Mai-Mai.

Comme conséquence, trois femmes enlevées par des combattants ont été retrouvées mortes criblées des balles à Kabara. Les victimes pratiquaient des activités agricoles avant d'être emmenées à Namara, un autre village situé à 25 kms au nord-est de Mikenge, où elles ont été tuées.

La délégation de la MONUSCO a encouragé les acteurs locaux de la sécurité de Kipupu et Mikenge, dans le secteur d'Itombwe, d'accroître la présence et les patrouilles de domination dans les pâturages et les zones agricoles et fournir également des escortes aux civils pendant les activités agricoles et au jour de marché.

Le chef du secteur d'Itombwe a été appelé par les membres de la mission, à faire un plaidoyer auprès de l'administrateur du territoire de Mwenga et au ministre provincial des affaires intérieures, afin de renforcer la présence des forces de sécurité dans la région.

## **Etat de siège : une frappe aérienne de la Monusco met des ADF en débandade à Beni**

<https://www.digitalcongo.net/article/609fb915f951ce0015428e48/>

Kinshasa 15-05-2021 Politique - Les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) affirment avoir été appuyées par des casques bleus de la mission onusienne dans une poursuite, jeudi 13 mai, des rebelles ougandais des ADF. Une frappe aérienne qui a dérouté l'ennemi.



Les casques bleus de la Mission de l'ONU pour la stabilisation au Congo (MONUSCO) en appui aux Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) ont lancé des frappes aériennes contre l'ennemi à Mwalika, dans le territoire de Beni, dans la province du Nord-Kivu.

Sous étage de siège décrété par le président Félix Tshisekedi depuis le 3 mai dernier, la province du Nord-Kivu a vu des activités militaires s'intensifier contre les forces négatives étrangères et locales qui pullulent dans cette partie Est de la République démocratique du Congo. Agissant de manière furtive, les rebelles ougandais ont été repérés par l'armée avec un appui aérien de la mission onusienne.

« C'est grâce aux frappes aériennes de la MONUSCO qui nous a appuyé du côté de Mwalika où l'ennemi a maintenant tendance à quitter le centre vers le sud. Alors, hier soir (jeudi dernier, Ndlr) nous avons repéré l'ennemi traverser la route Beni-Kasindi vers le côté sud. Nos troupes sont vraiment dans leur poursuite. Nous pensons qu'avec l'appui de tout le monde, nous allons mettre fin à cette situation », a rapporté à la presse locale le porte-parole militaire des opérations Sokola 1, dans le grand nord de la province, le lieutenant Anthony Mualushayi.

Pour rappel, les deux provinces touchées par les massacres des civils perpétrés notamment par des ADF ont été placées sous état de siège. Il s'agit de la province du Nord-Kivu et de l'Ituri. Elles sont désormais dirigées par des gouverneurs militaires pour une durée de 30 jours. Dido Nsapu

### **RDC : Tshisekedi compte sur le soutien de Macron pour éradiquer les ADF à l'Est**

<https://www.digitalcongo.net/article/60894f034dc55e001503124d>

Kinshasa 28-04-2021 Politique - Le président Félix Tshisekedi a profité de son séjour à Paris pour solliciter le soutien de la République Française pour éradiquer les ADF à Beni au Nord-Kivu.

En effet, il s'est créé à l'Est de la République Démocratique du Congo, un groupe à tendance et méthode islamiste qui sème la terreur auprès de la population de cette contrée du territoire national. « Nous avons comme objectif de faire taire les armes. C'est pourquoi, je ne me lasserai pas de sensibiliser la communauté internationale par rapport aux zones de violences en Afrique et dans mon pays la RDC », a fait savoir le chef de l'Etat congolais lors du point de presse traditionnel sur le perron de l'Elysée.

Parlant de la situation au Tchad, en sa qualité de président en exercice de l'Union africaine (UA), Félix Tshilombo, a réclamé le retour à l'ordre démocratique, « Nous soutenons la stabilité actuelle, mais à condition qu'elle aille dans le sens de la consolidation de la démocratie et des institutions démocratiques » a-t-il affirmé.

Par ailleurs, il a également évoqué la question du lancement de la zone de libre-échange économique en Afrique que les Africains veulent à l'image de celle de l'Europe, précisant ainsi que les Africains comptent sur l'accompagnement de leurs partenaires traditionnels pour la mise en œuvre du projet ZLECAF, un projet nécessaire pour le bonheur du continent africain.

Prenant la parole à son tour, le président français, Emmanuel Macron s'est dit heureux d'accueillir son homologue congolais, le président Félix Antoine Tshisekedi à Paris, peu avant de le féliciter

pour les échéances politiques intérieures franchies avec succès et pour la modernisation de la vie démocratique en RDC.

A noter qu'il a insisté sur la volonté du Président Félix Tshisekedi d'aller de l'avant dans la gestion du pays, mais aussi en tant que Président de l'Union africaine (UA) et partenaire stratégique de la France. « Nous avons été avec le Président Félix Tshisekedi, il y a quelques jours en N'Djamena , au Tchad, pour rendre hommage au Président défunt Idriss Déby et pour soutenir le processus de transition qui doit ouvrir la voie à la démocratie et à la stabilité du Tchad », a-t-il fait savoir.

De même, il a condamné la manifestation réprimée dans la violence mardi matin à N'Djamena et a appelé au respect des engagements qui ont été pris par le Conseil militaire de transition. Du moins deux personnes ont été tuées lors de ces manifestations sporadiques à N'Djamena et dans le sud du Tchad contre la junte militaire qui a pris le pouvoir après la mort du Président Idriss Déby.

Dans la capitale quelques dizaines de personnes ont répondu aux appels de plusieurs partis de l'opposition et organisations de la société civile contre la prise de pouvoir par un Conseil Militaire de Transition (CMT) dirigé par le fils de feu le Maréchal Déby, Mahamat Idriss Déby. Gisèle Mbuyi

### **France : ouverture mardi 18 mai du sommet sur les économies africaines**

<https://www.radiookapi.net/2021/05/18/actualite/politique/france-ouverture-mardi-18-mai-du-sommet-sur-les-economies-africaines>

Une quinzaine de chefs d'Etat africains dont celui de la République démocratique du Congo, des hauts responsables européens et les représentants d'organisations internationales se réunissent mardi 18 mai à Paris en France. Ils prennent part au sommet sur le financement des économies africaines.

Il s'agira donc pour les participants à cette rencontre de trouver des voies et moyens de réagir au « choc économique » causé par un an de crise sanitaire, provoquant la première récession du continent africain en 25 ans.

Si sur le plan sanitaire, l'Afrique a jusqu'ici été relativement épargnée par le Coronavirus, sur le plan économique, le continent subit de plein fouet le ralentissement commercial et financier mondial.

D'autant plus qu'à la différence de l'Europe ou des Etats-Unis, le continent africain n'a pas bénéficié de plans de relance chiffrés à plusieurs centaines voire de milliers de milliards de dollars de la part de banques centrales.

« Le choc économique y est plus fort qu'ailleurs parce que l'économie africaine est très dépendante des échanges extérieurs et le choc de la pandémie la frappe encore plus que d'autres. [...] Les besoins de financement de l'Afrique sont estimés à 400 milliards de dollars [selon le Fonds Monétaire International], ce qui est très important », faisait remarquer le 12 mai 2021, le gouvernement français, intervenant depuis le Palais de l'Élysée.

5 zones représentées

Les cinq zones de l'Afrique seront représentées à Paris, en présentiel par leurs chefs d'Etat :

Le nord avec la Tunisie et l'Egypte

L'ouest avec le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Togo, le Ghana, le Mali, le Nigeria, la Mauritanie et le Sénégal

L'est avec le Soudan et l'Ethiopie

L'Afrique centrale avec la République démocratique du Congo et le Rwanda

L'Afrique australe avec l'Angola et le Mozambique.

La Chine, pourtant premier créancier bilatéral de l'Afrique, ne sera présente que par visioconférence, sans son président.

Les premiers ministres espagnols, italiens et portugais seront aussi présents à ce sommet de Paris avec le président du Conseil européen, Charles Michel, la présidente de la Commission européenne, Ursula Von der Leyen et le Haut représentant pour la politique étrangère, Josep Borrell.

Les directeurs d'institutions financières internationales, très présentes en Afrique, comme le FMI, la Banque mondiale et la Banque africaine de développement seront aussi de la partie.

### **Le Potentiel : « Paris : ouverture ce mardi du Sommet sur le financement des économies africaines »**

<https://www.radiookapi.net/2021/05/18/actualite/revue-de-presse/le-potentiel-paris-ouverture-ce-mardi-du-sommet-sur-le>

Revue de presse du mardi 18 mai 2021.

Préoccupés par la récession de leurs économies dépendantes des échanges extérieurs, les chefs d'Etat africains espèrent obtenir un nouveau coup de souffle. C'est le but de leurs présences à Paris pour prendre part au sommet sur les économies africaines. La presse congolaise en parle.

Le Potentiel annonce que plus d'une vingtaine des chefs d'Etat africains ont déjà foulé le sol parisien pour ce rendez-vous important. Relativement épargné sur le plan sanitaire, l'Afrique est très touchée au plan économique. Les besoins en financement s'élèvent à près de 400 milliards de dollars USD selon les économistes.

Félix Tshisekedi parmi les hôtes du Sommet de Paris, indique La Tempête des tropiques. A la veille de l'ouverture des assises, le Président de la République Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo a reçu la Directrice générale du Fonds Monétaire International (FMI) Mme Georgieva. D'après la cellule de communication de la présidence de la RDC, les échanges entre les deux personnalités ont tourné sur la coopération entre le FMI et la RDC.

Le FMI a, à cette occasion, pris l'engagement d'apporter un soutien financier de l'ordre de 1,5 milliards USD à la RDC dans le cadre de son programme triennal, et une autre enveloppe supplémentaire dans le cadre de la nouvelle allocation de droit de tirages spéciaux (DTS) en discussion au G20, ajoute le tabloïd.

En dehors de la rencontre avec le FMI, Félix Tshisekedi a aussi échangé avec le président du Rwanda, Paul Kagame. A ce sujet, L'Avenir parle de « Tête-à-tête décisif » entre les deux personnalités.

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre des échanges initiés par le Président Felix Tshisekedi, avec ses homologues, afin de mieux préparer le plaidoyer de l'Union africaine au sommet sur le financement des économies africaines qui s'ouvre ce mardi 18 mai au Grand Palais Éphémère.

Elections 2023

Après Matata, Katumbi dans le viseur de l'élimination, fait observer La Prospérité. Durant son récent séjour à Lubumbashi, le Président de la République Félix-Antoine Tshisekedi a annoncé sa candidature pour un second mandat à la tête de la République Démocratique du Congo. L'annonce en a été faite, le mercredi 12 mai 2021, en marge d'un meeting qu'il a tenu sur la place de la Poste.

Apparemment, d'ici 2023, la voie est balisée pour Tshisekedi, estime le tabloïd, qui indique que « tous les moyens sont bons, y compris les accusations et les rapports de l'Inspecteur général des finances (IGF) et, même, dans une certaine mesure, l'instrumentalisation de la justice. Ce qui se passe actuellement autour de l'affaire Matata est considéré, outre mesure, comme l'un des ingrédients de ce rouleau compresseur lancé pour neutraliser des potentiels adversaires sérieux.

A ce sujet, Forum des As s'interroge : « L'IGF serait-elle cette arme de disqualification massive » ?

Si l'on en croit les observateurs, cette institution serait comme un instrument de neutralisation utilisée subtilement au bénéfice de la consolidation du pouvoir du Président de la République, candidat à sa succession en 2023...

\*\*\*\*\*

**Tanganyika : destitué, Zoé Kabila s'en remet à la sagesse de Tshisekedi**

<https://www.digitalcongo.net/article/60969323e74f6d00158bc7d3/>

Kinshasa 08-05-2021 Politique - Destitué à son absence, jeudi 6 mai, par des députés provinciaux, le gouverneur de la province du Tanganyika dit s'en remettre à la sagesse du chef de l'Etat, Félix Tshisekedi ainsi qu'à la justice pour dire « le bon droit ».

Après une réunion du conseil des ministres qu'il a présidée en visioconférence depuis Kinshasa, le gouverneur déchu Zoé Kabila est sorti de sa réserve. Dans un compte-rendu lu devant la presse, vendredi 7 mai, après cette réunion extraordinaire du conseil des ministres, le ministre de la communication de son gouvernement déchu note que le gouverneur attend la sagesse du chef de l'État, Félix Tshisekedi, pour trouver une solution à la situation qui prévaut dans la province du Tanganyika.

« Le gouverneur dit attendre la sagesse du chef de l'État qui est le garant du bon fonctionnement des institutions ainsi que de la justice congolaise pour dire le bon droit afin de trancher la situation qui prévaut actuellement dans la province », a indiqué Zoé Kabila dans des propos rapportés dans le compte-rendu par le ministre de la communication, Dieudonné Kamona.

Le gouverneur du Tanganyika, frère cadet de l'ex-président de la République, Joseph Kabila, estime que quitter la gestion d'une province n'est pas la fin du monde. Mais ce qui est important, affirme-t-il, c'est d'avoir « la passion » pour sa province. « Rien n'est nouveau. (...). L'important est d'avoir la passion pour sa province et pour sa population. Dans la gestion de l'intérêt supérieur de la nation, il n'y a pas l'Union sacrée ni de FCC mais seule la nation congolaise reste l'identité de tous les congolais », a-t-il affirmé.

Pour rappel, des députés provinciaux ont voté pour la déchéance du gouverneur Zoé Kabila et son gouvernement. Un vote qui a eu lieu dans un contexte assez controversé. Des élus provinciaux proches du gouverneur n'ont pas eu accès dans la salle de plénière. Au total 12 députés sur les 25 que compte l'Assemblée provinciale du Tanganyika contestent cette déchéance qu'ils qualifient de « cavalière ».

Ces députés membres du Front Commun pour le Congo (FCC) appellent également le chef de l'État, Félix Tshisekedi et la Cour Constitutionnelle à rejeter la destitution du gouverneur Zoé Kabila. Dans une déclaration faite à la presse le même jeudi, après la déchéance du gouvernement provincial, ces élus épinglent la violation des lois dans cette procédure de déchéance.

« Notre non participation aux plénières est due à la violation des lois de la République, de notre règlement intérieur avalisé par la Cour Constitutionnelle. En ce sens que le bureau actuel de l'Assemblée provinciale a été installé dans l'irrégularité », a fustigé le député Joseph Lulu Kitenge, président déchu de l'Assemblée provinciale.

Ainsi, ces députés contestent « avec véhémence la déchéance du gouvernement provincial faite d'une manière cavalière et illégale ». Ils appellent également à l'arbitrage du chef de l'Etat, Félix Tshisekedi. « Nous demandons au président de la République, Chef de l'État et garant du bon fonctionnement des institutions et à la Cour Constitutionnelle de rejeter cette motion qui ne respecte pas les lois de la République et les principes de la démocratie », ont-ils déclaré. Dido Nsapu

**Destitution de Zoé : Jaynet Kabila appelle Tshisekedi à « faire ce qui est juste »**

<https://www.digitalcongo.net/article/6096a836e74f6d00158bc7d6/>

Kinshasa 08-05-2021 Politique - La députée nationale Jaynet Kabila est sortie de sa réserve après la déchéance, jeudi dernier, du gouverneur Zoé Kabila. L'élue de Kalemie dénonce la procédure et appelle le président de la République, Félix Tshisekedi, à « faire ce qui est juste ».

Le gouverneur de la province du Tanganyika, Zoé Kabila ainsi que son gouvernement ont été destitués par l'Assemblée provinciale, jeudi 6 mai dernier, après une motion dont il n'a pas eu le

temps de donner ses moyens de défense, puisque « interdit » de rentrer en province depuis plus d'un mois.

Dans un audio en swahili, vendredi, la députée nationale Jaynet Kabila Kyungu, sœur aînée du gouverneur déchu, mais en même temps, sœur jumelle de l'ex-président de la République, Joseph Kabila Kabange, est sortie de son légendaire silence. Elle dénonce la procédure ayant conduit à la déchéance du gouverneur Zoé Kabila. Une destitution qui, selon elle, n'a pas respecté loi. « Je ne crois pas que ce sont des choses qui peuvent vraiment égayer qui que ce soit, aussi longtemps que la loi n'est pas observée et suivie. », a décrié l'élue de Kalemie, dans la province du Tanganyika.

Jaynet Kabila estime que la loi sert toujours de boussole avant de destituer un gouverneur. « Vous savez, il y a la loi qui montre quelles voies suivre pour destituer un gouverneur. C'est inscrit dans le règlement intérieur de l'Assemblée provinciale et dans notre constitution », a-t-elle fait savoir. Avant d'enchaîner : « Je pense que vous savez que cette loi n'est pas respectée. » ( LIRE PLUS )

### **RDC : le frère de Joseph Kabila évincé de son poste à la tête de la province du Tanganyika**

<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/rdc-le-fr%C3%A8re-de-joseph-kabila-%C3%A9vinc%C3%A9-de-son-poste-%C3%A0-la-t%C3%AAtte-de-la-province-du-tanganyika/2231514>

-Zoé Kabila est accusé de mauvaise gestion | Nadia Chahed | 06.05.2021 ---Le gouverneur de la province du Tanganyika dans le sud-est de la République démocratique du Congo (RDC), Zoé Kabila, a été destitué, jeudi, par l'assemblée provinciale qui l'accuse de mauvaise gestion et manque de leadership.

Alors qu'il est retenu à Kinshasa pour des raisons administratives, le gouverneur, par ailleurs frère de l'ex-président Joseph Kabila, a été destitué de ses fonctions par 13 des 23 députés provinciaux présents à la plénière.

Ces derniers ont voté la motion de censure déposée contre le gouverneur et tout son gouvernement.

Le gouverneur est accusé de "mauvaise gestion, manque de leadership, incompétence et mauvaise gouvernance", peut-on lire dans la motion déposée lundi dernier.

"Nous reprochons au gouverneur le détournement de 3.800.000.000 de FC ( 1,7 million USD) destinés à la paie des arriérés des salaires, des indemnités de sortie des anciens cabinets du gouvernement passé et des dettes de tiers personnes, soutiennent les députés.

Ils affirment, en outre, que Zoé Kabila "n'a jamais tenu une seule réunion avec les différents services étatiques sous sa tutelle. Il est caractérisé par un manque d'ouverture d'esprit qui ne favorise pas une bonne collaboration".

\*\*\*\*\*

## **En plein boom des cours des métaux à l'international, Kamoto Copper Company, une fierté pour la Rdc !**

<https://www.digitalcongo.net/article/609fe50df951ce0015428e4c/>

Kinshasa 15-05-2021 Economie - Sa production de cuivre de 270 mille tonnes est montée jusqu'à mille tonnes l'an. De 25 mille tonnes, la production de cobalt est passée jusqu'à 40 mille tonne l'an.

L'entreprise minière Kamoto Copper Compagny est la plus grande compagnie d'exploitation de cuivre et de cobalt en Rdc avec plus de 300 mille tonnes de cuivre et plus de 40 milles tonnes de cobalt l'an.

Ce géant minier qui fait la fierté de la Rdc est le plus grand producteur de cobalt dans le monde et il pèse près de 6 milliards de dollars américains d'investissement. Il est aussi le plus grand producteur du cuivre en Afrique et la plus grande mine en Rdc.

A ce jour, Kamoto Copper Compagny(Kcc) emploie plus de 10 mille personnes concrètement, 10.373 agents, dont 5.884 directs et 4.489 agents à travers ses contractants, Kcc est une entreprise minière au superlatif.

Elle continuera, selon les prévisions à exister et à créer des emplois jusqu'en 2042 et pourra générer un revenu total de 2.237 milliards de dollars américains.

En plein boom des cours des métaux à l'international, sa production de cuivre de 270 mille tonnes est montée jusqu'à mille tonnes l'an. De 25 mille tonnes, la production de cobalt est passée jusqu'à 40 mille tonne l'an. ( LIRE PLUS )

\*\*\*\*\*

## **Maniema : plus de 4 000 ménages riverains du fleuve Congo perdent leurs maisons**

<https://www.radiookapi.net/2021/05/17/actualite/societe/maniema-plus-de-4-000-menages-riverains-du-fleuve-congo-perdent-leurs>

Plus de quatre mille ménages vivant aux alentours du fleuve Congo dans la province du Maniema ont perdu leurs maisons d'habitation, à la suite de la crue des eaux du fleuve. Le chef de division provinciale des actions humanitaires et affaires sociales indique qu'il s'agit de mêmes victimes ayant bénéficié d'assistances du gouvernement et d'autres partenaires lors des inondations de 2019. Toutefois, il condamne le comportement de ces habitants qui ne veulent pas quitter ces lieux, malgré la bonne volonté du gouvernement provincial qui a disposé deux lotissements pour la délocalisation des sinistrés.

« Nous venons de constater encore que les mêmes personnes à qui nous avons données les préventions pour qu'ils ne rentrent plus là-bas. Ils se sont encore donné l'audace de récupérer ce



terrain. Voilà ils sont devenus encore de nouvelles victimes : 4650. Bon ! ce sont les mêmes personnes, nous avons leur liste là-bas au bureau », a déploré le chef de division provinciale des actions humanitaires et affaires sociales, Feruzi Balikuni.

Il précise que ces sinistrés ont déjà bénéficié de l'aide humanitaire trois fois :

« Première fois avec NRC, deuxième fois avec CARITAS et troisième fois avec le gouvernement de la République. Alors pour le moment, nous leurs prodiguons encore des conseils de pouvoir abandonner ce terrain. Parce que on ne peut toujours continuer à payer parce qu'ils font le récidivisme et ce ne pas bien. »

Il menace de passer à la destruction de toutes les parcelles qui se trouvent aux abords du fleuve :

« Nous avons déjà fait proposer deux arrêtés auprès du gouverneur avec les premières inondations. Premier arrêté, c'était lotissement Bikenge Gerome pour la commune Alunguli et lotissement Musafari pour la commune Kasuku et nous leurs avons dit, avec les services techniques de cadastre et les titres immobiliers même l'habitat, qu'ils passent dans les bureaux pour faire les demandes de terre parce qu'on demande la terre. Et ils n'ont pas accepté d'aller demander des terres, ce n'est pas comme ça ! »

\*\*\*\*\*

### **Troubles à la fin du ramadan à Kinshasa : 29 personnes condamnées à mort**

<https://www.digitalcongo.net/article/609fcf11f951ce0015428e49/>

Kinshasa 15-05-2021 Société - Le tribunal de grande instance de Kinshasa-Gombe a rendu son verdict, dans la matinée de ce samedi 15 mai, sur le procès en flagrance débuté vendredi 14 mai 2021, des personnes arrêtées lors des échauffourées au stade de Martyrs à l'occasion de la fin du ramadan.

Sur les 40 prévenus, 29 ont été condamnés à la peine de mort. Deux autres ont écopé de 5 ans de servitude pénale. Cinq prévenus ont été acquittés et 4 autres renvoyés au tribunal d'enfant à cause de leur minorité d'âge.

« Verdict du procès organisé en flagrance après les violences contre la police en marge de la fin du ramadan sur les 40 prévenus, 5 acquittés, 4 renvoyés devant leur juge naturel, 31 condamnés dont 29 à la peine capitale et 2 à 5 ans de servitude pénale principale. Justice », a rapporté sur son compte Twitter le porte-parole du gouvernement, Patrick Muyaya.

Parmi les 41 personnes arrêtées figuraient 2 chefs de sécurité de deux bandes qui se disputent la direction de la Communauté islamique au Congo (COMICO). Il s'agit de Tawa Nyembo chargé de sécurité de Cheikh Abdallah Mangala et de Youssouf Musangu chargé de sécurité de Djibondo, les deux leaders musulmans en conflit. Ces deux personnalités ont été présentées à la justice comme chefs de groupes des gangs qui se sont battus au stade des Martyrs, causant des dégâts dans les rangs de la police. (LIRE PLUS )

\*\*\*\*\*

## **DR Congo announces end of 12th Ebola outbreak**

<https://www.aa.com.tr/en/africa/dr-congo-announces-end-of-12th-ebola-outbreak/2228087>

WHO congratulates health authorities, health workers, communities for their efforts | Rodrigue Forku | 03.05.2021 --- The Democratic Republic of Congo (DRC) on Monday announced the end of the 12th Ebola outbreak -- three months after the first case was reported in the North Kivu province.

The World Health Organization (WHO) congratulated the DRC's health authorities and health workers for their swift response built on the country's previous experience in tackling Ebola outbreaks.

The WHO said in a statement there is a need for continued vigilance and maintaining a strong surveillance system as potential flare-ups are possible in the months to come.

"Huge credit must be given to the local health workers and the national authorities for their prompt response, tenacity, experience, and hard work that brought this outbreak under control," Matshidiso Moeti, the WHO regional director for Africa, said.

"Although the outbreak has ended, we must stay alert for possible resurgence and at the same time use the growing expertise on emergency response to address other health threats the country faces," she added.

During the recent 12th Ebola outbreak in the Central African country, six deaths and 12 cases were confirmed while nearly 2,000 people at high risk, including over 500 frontline workers, were vaccinated against the virus, according to recent figures announced by the WHO Africa Region.

The DRC announced a new outbreak on Feb. 7 in the eastern part of the country after a case was identified near Butembo in North Kivu, more than two months after the end of the 11th outbreak.

On Nov. 18 2020, the DRC announced the end of the 11th epidemic that hit the northwestern Equateur Province.

The disease caused global alarm in 2014, killing more than 11,300 people and infecting an estimated 28,600 as it swept through Guinea, Liberia, and Sierra Leone in the course of the epidemic.

Ebola, a tropical fever that first appeared in 1976 in Sudan and the DRC, is transmitted to humans from wild animals.

Currently, there is an ongoing Ebola outbreak in the West African country of Guinea, which began in February.

## UGANDA :

### **Presidents Farmaajo and Kiir in Uganda for Museveni's inauguration**

<https://www.theeastafrican.co.ke/tea/news/east-africa/farmaajo-kiir-in-uganda-for-museveni-inauguration-3397318>

By DAILY MONITOR | Somali president Mohamed Farmaajo, his Burundian counterpart Évariste Ndayishimiye and South Sudan's Salva Kiir arrived in Uganda on Tuesday, ahead of President Yoweri Museveni's inauguration ceremony which will take place tomorrow.

The three presidents were received at Entebbe Airport by Uganda's State Minister for Foreign Affairs, Henry Oryem Okello.

President Museveni, 76, will be sworn in for his sixth-elective term of office at Kololo Independence Grounds.

He was declared winner of the January elections with 58 per cent of the votes cast while his closest contender, singer-cum-politician Robert Kyagulanyi, alias Bobi Wine, got 35 per cent of the vote according to the Electoral Commission.

In addition to the three Heads of State already in Uganda, Sudanese vice president Malik Agar Eyr, South Africa's minister of international relations and cooperation Naledi Pandor, and the executive secretary of the International Conference on the Great Lakes Region (ICGLR), João Samuel Caholo, arrived in Uganda on Tuesday afternoon.

Salva Kiir arrived at Entebbe on Tuesday evening accompanied by his Minister of presidential affairs, Dr Barnaba Marial Benjamin, and minister of foreign affairs Beatrice Khamisa Wani.

Five more Heads of State and representatives of other governments are expected to be among more than 4,000 guests who will attend the event.

Uganda's opposition leaders said they would boycott the swearing in.

"Foreign 'guests' who come to attend such an imposition of a Junta become accomplices to the NRM/Museveni Junta crimes. Lenders to such a regime must know that Ugandans aren't bound by such debts," tweeted four-time presidential contender Dr Kizza Besigye, who is out of the country.

The homes of Dr Besigye and Bobi Wine are currently surrounded by security operatives as a "preventive measure" following intelligence information that some members of opposition were allegedly planning to disrupt the swearing-in ceremony, according to the UPDF deputy spokesperson, Col Deo Akiiki.

The police and army also heightened security in Kampala and surrounding areas to contain any criminal activity and "ensure Mr Museveni's swearing is a success" as he embarks on another term that marks four decades in power.

Police spokesperson, Mr Fred Enanga, said security agencies will enforce measures on motorists who fail to comply with curfew hours at this time.

“We are going to impound all motorcycles/boda bodas beyond the 6pm restricted timing, and motor vehicles beyond the 9pm restricted timing. Additional sanctions will include arrests, fines and penalties irrespective of whether you are a driver, rider, passenger or occupant. In addition, all proprietors of fuel stations who continue to park motor vehicles and motorcycles, will be subjected to further investigations, on parking authorisations, as we arrange to impound all motor vehicles and motorcycles parked at respective fuel stations,” CP Enanga said in a statement issued Tuesday afternoon.

Report by Job Bwire

\*\*\*\*\*

### **Ouganda : Museveni prête serment pour un sixième mandat**

<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/ouganda-museveni-pr%C3%AAtte-serment-pour-un-sixi%C3%A8me-mandat/2238871>

-Arrivé au pouvoir par un coup d'état en 1986, Yoweri Museveni entame officiellement son sixième quinquennat à la tête de l'Ouganda

Nadia Chahed | 12.05.2021 | Le président ougandais, Yoweri Kaguta Museveni, proclamé vainqueur de la présidentielle en Ouganda, a prêté serment, mercredi dans la capitale Kampala en présence de plusieurs chefs d'Etat africains et de milliers d'autres invités.

Museveni est arrivé sur la place de l'indépendance de Kololo dans la capitale, Kampala, peu après 11 heures pour la cérémonie de prestation de serment, accompagné de son épouse, Janet Museveni.

Le président de 76 ans a reçu les symboles du pouvoir des mains du juge en chef, Alfonse Owiny-Dollo en présence de nombre de présidents africains notamment de la RDC, du Kenya, du Ghana, de la Guinée, de la Somalie, du Burundi, de l'Ethiopie, de la Namibie et du Soudan du Sud.

Son homologue du Rwanda, Paul Kagame avec qui, il entretient des relations tendues, s'est fait représenter par son ministre Affaires de la Communauté de l'Afrique de l'Est, Manasseh Nshuti.

Dans un discours prononcé après la prestation de serment, Museveni a promis de « favoriser le bien-être du peuple ougandais » sans manquer de rejeter « leçons de démocratie des occidentaux ».

« En Afrique, nous avons vu tellement de changements que le changement, en tant que tel, n'est rien de moins qu'une simple agitation », a-t-il déclaré.

Tout comme en 2016 ou en 2011, Museveni a promis de veiller à la construction d'une force de sécurité disciplinée et d'optimiser la coopération régionale.

Arrivé au pouvoir par un coup d'état en 1986, Yoweri Museveni entame officiellement son sixième quinquennat à la tête de l'Ouganda.

Candidat à sa propre réélection, il avait raflé le scrutin présidentiel du 14 janvier dernier dès le premier tour avec 58,6% des voix, devançant son rival, Robert Kyagulanyi alias Bobi Wine.

Chanteur populaire et député, ce dernier qui avait officiellement recueilli 35 % des suffrages exprimés, avait dénoncé une mascarade et des fraudes massives lors de l'élection présidentielle et a boycotté la cérémonie d'investiture de son rival.

\*\*\*\*\*

### **La CPI condamne un chef rebelle ougandais à 25 ans de prison**

<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/la-cpi-condamne-un-chef-rebelle-ougandais-%C3%A0-25-ans-de-prison/2231562>

- Dominic Ongwen a été reconnu coupable, en février de cette année, de 61 chefs d'accusation, dont des meurtres, des viols et des actes de torture, commis par sa milice

Felix Nkambeh Tih | 06.05.2021 | La Cour pénale internationale (CPI) a condamné, jeudi, Dominic Ongwen, un enfant-soldat ougandais devenu chef rebelle, à 25 ans de prison pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité.

Le chef de l'Armée de résistance du Seigneur (LRA), qui a semé la terreur dans le nord de l'Ouganda dans les années 1990 et au début des années 2000, a été reconnu coupable en février dernier de 61 chefs d'accusation, dont des meurtres, des viols et des actes de torture, commis par sa milice.

Sur les quatre principaux dirigeants de la LRA poursuivis par la CPI depuis plus de dix ans (Joseph Kony, Vincent Otti, Okot Odhiambo et Ongwen), seuls Kony et Ongwen sont encore en vie.

Kony demeure introuvable malgré une récompense de 5 millions de dollars pour toute information menant à sa capture. Cependant, des rapports non confirmés affirment que Kony pourrait être mort en République centrafricaine.

L'organisation rebelle LRA a terrorisé les communautés du nord de l'Ouganda, du Sud-Soudan, de la République démocratique du Congo et de la République centrafricaine.

Elle a semé la terreur dans le nord de l'Ouganda pendant deux décennies, tuant des milliers de personnes, violant des femmes, enlevant des enfants et déplaçant des populations entières.

**KENYA :**

### **Kenya : échec de la Révision de la Constitution**

<https://sahel-intelligence.com/23953-kenya-echec-de-la-revision-de-la-constitution.html>

17 mai 2021 Frédéric Powelton - La Haute Cour du Kenya a jugé « d'illégal, nul et non avvenu » le processus « Building Bridges Initiatives » (BBI) ou « Construire les ponts » visant l'amendement de la Constitution, porte un coup fatal à ses initiateurs et partisans, le Président Uhuru Kenyatta et son opposant historique, le chef du Mouvement Démocratique Orange (ODM), Raila Odinga.

« Le projet de loi d'amendement de la Constitution est une initiative du président et la loi indique clairement que le président n'a pas le mandat constitutionnel pour initier des modifications constitutionnelles par initiative populaire », ont notifié les cinq juges de la Haute Cour dans leur verdict, en ajoutant que « des poursuites civiles peuvent être engagées contre le président pour violation de la Constitution ».

Le projet BBI propose de réviser la Constitution de 2010, qui avait instauré un régime présidentiel, en créant notamment un poste de Premier ministre, deux postes de vice-Premier ministre et un poste de leader de l'opposition.

Cette révision avait été suggérée par une commission mise sur pied en 2018 après la poignée de main qualifiée d'« historique » entre le président Kenyatta et Odinga, et à travers laquelle les deux hommes avaient promis de tirer un trait sur des années de contestations post-électorales et de violences politiques.

Des politiciens et des avocats ont souligné, dans des déclarations relayées par les médias locaux, que le mandat du président « est en danger » et pourrait être interrompu par une mise en accusation.

L'élection présidentielle au Kenya est prévue pour 2022 et Uhuru Kenyatta, qui achève son deuxième mandat, n'a pas le droit de se représenter.

\*\*\*\*\*

### **Kenya allows two flights to Somaliland despite ban**

<https://www.theeastafrican.co.ke/tea/news/east-africa/kenya-allows-two-flights-to-somaliland-3400192>

By AGGREY MUTAMBO Kenya has allowed two aircrafts to fly to Somaliland to deliver electoral material in spite of a ban on air traffic with Somalia.

A diplomatic clearance MFA/PRO.91/002 (052) on Thursday said two aeroplanes operated by Astral Aviation will be allowed to deliver the material from the Jomo Kenyatta International Airport, Nairobi, through Djibouti and to the Somaliland capital Hargeisa.

A MacDonnell Douglas DCC-9F and a Boeing B727-727F, both registered in Kenya, will be permitted to deliver the material between May 13 and 15 with a possibility of extension should there be delays.

“Kindly note that the clearance is granted with a 72-hour window to cater for any delays,” the note from Kenya’s Foreign Ministry to the Somaliland Liaison Office said on Thursday.

Somaliland, the breakaway region that considers itself independent of Somalia, is due to hold local and parliamentary elections on May 31 in a further signal of its growing democracy.

But Somalia is currently in the deep of a political stand-off, with parties yet to agree on the date or venues of elections, three months since the expiry of President Mohamed Farmaajo’s four-year term ( READ MORE )

\*\*\*\*\*

### **Kenya-Somalia quarrel threatens AU efforts to broker political deal**

<https://www.theeastafrican.co.ke/tea/news/east-africa/kenya-somalia-quarrel-3403348>

The African Union has hinted at sticking with former Ghanaian President John Mahama as special envoy to Somalia, even as a simmering diplomatic tiff between Mogadishu and Nairobi seems to stall his deployment.

These details emerged last week in frantic back channelling by the continental body when leaders gathered in Kampala to attend the inauguration of President Yoweri Museveni’s sixth term.

Officially, the African Union says it is consulting members to determine the next step, but the continental body has also expressed concerns about Somalia’s decision to defy a 55-member body’s decision to offer help, ironically, initially requested by Somalia President Mohamed Abdullahi Farmaajo.

A spokesperson for the Democratic Republic of Congo President Felix Tshisekedi, chairman of the African Union, told The EastAfrican that member states will decide how Mr Mahama can be involved. “On these issues, the AU presidency does not decide unilaterally. It consults the Commission and the AU Peace and Security Council,” said Zenon Mukongo, who sits on President Tshisekedi’s advisory Panel of Experts on African matters. “The president has postponed the meeting of the Council, which was to be held Wednesday. The AU position will be known after this meeting.”

The EastAfrican understands that the continental body is backing Mr Mahama, as a change of position could imply Somalia’s hand in who becomes mediator. In Kampala, President Farmaajo met with AUC Chair Moussa Faki Mahamat, and the matter of the envoy and the country’s security challenges came up.

The AU Peace and Security Council has already decided, “by general consensus,” to extend the mandate of the African Union Mission in Somalia to December 2021, granting them full legal status to continue providing security in the wake of a fractured Somalia National Army. The final decision, however, rests with the UN Security Council, which also endorsed Mr Mahama as the appropriate mediator.



\*\*\*\*\*

## **80,000-yr-old child grave in Africa is oldest evidence of human burial**

<https://theprint.in/scientifix/80000-yr-old-child-grave-in-africa-is-oldest-evidence-of-human-burial/654982/>

ScientiFix, our weekly feature, offers you a summary of the top global science stories of the week, with links to their sources. | Mohana Basu 9 May, 2021 | Scientists have discovered the oldest evidence of human burials — a child laid to rest in a grave 80,000 years ago in modern-day Kenya.

Africa is home to the earliest signs of modern human behaviour, but evidence of early burials in the continent is scarce and often ambiguous. Therefore, little is known about the origin and development of mortuary practices of our species.

Archaeologists from the Max Planck Institute for the Science of Human History in Germany and the National Museums of Kenya found a child buried at the mouth of the Panga ya Saidi cave site which reveals how Middle Stone Age populations interacted with the dead.

Panga ya Saidi has been an important site for human origins research since excavations began in 2010.

Portions of the child's bones were first found during excavations at Panga ya Saidi in 2013, but it wasn't until 2017 that the small pit feature containing the bones was fully exposed.

About three meters below the current cave floor, the shallow, circular pit contained tightly clustered and highly decomposed bones.

These remains were stabilised and plastered, and the cast remains were taken first to the National Museum in Nairobi and later to the laboratories of the National Research Center on Human Evolution in Burgos, Spain, for further excavation, specialised treatment and analysis.

Two teeth, exposed during initial laboratory excavation of the sediment block, led the researchers to suspect that the remains could be human. Later work at CENIEH confirmed that the teeth belonged to a two-and-a-half to three-year-old human child, who was later nicknamed 'Mtoto,' meaning 'child' in Swahili.

Microscopic analysis of the bones and surrounding soil confirmed that the body was rapidly covered after burial and that decomposition took place in the pit. In other words, Mtoto was intentionally buried shortly after death.

Researchers further suggested that Mtoto's flexed body, found lying on the right side with knees drawn toward the chest, represents a tightly shrouded burial with deliberate preparation. The position and collapse of the head in the pit suggested that a perishable support may have been present, such as a pillow, indicating that the community may have undertaken some form of funerary rite. Read more here [ <https://www.theguardian.com/science/2021/may/05/archaeologists-uncover-oldest-human-burial-in-africa> ].

**RWANDA :**

### **Rwanda halts coronavirus vaccination because of vaccine shortage**

<https://www.aa.com.tr/en/africa/rwanda-halts-coronavirus-vaccination-because-of-vaccine-shortage/2246507>

5% of population, or 350,400 people have been vaccinated | James Tasamba | 19.05.2021 - KIGALI, Rwanda | Rwanda halted coronavirus vaccination because of delays in deliveries that has created a vaccine shortage here, an official said Tuesday.

Director-General of the Rwanda Biomedical Centre Sabin Nsanzimana said the number vaccinated in Rwanda is still low.

Rwanda wants to vaccinate 30% of the population by the end of 2021 and 60% by the end of 2022.

About 350,400 people have received jabs as of Tuesday, representing just 5% of the population.

Nsanzimana said 500,000 doses of the vaccine Rwanda procured from India have yet to arrive, following a health crisis that affected vaccine supplies to developing countries.

He assured the country that efforts were underway to procure vaccines from elsewhere that could be delivered soon.

The Health Ministry announced a testing drive in the capital, Kigali, on Monday, targeting passengers of public buses, private cars and motorcycle drivers hoping to collect 2,000 samples in three days.

It is intended to provide a better understanding of the pandemic's prevalence in identified areas and groups, according to the ministry.

The East African country recorded 26,344 COVID-19 cases, 24,808 recoveries and 346 deaths as of Tuesday.

The government launched nationwide vaccinations for at-risk groups who were identified as a priority in early March -- health personnel, frontline workers and those older than 65 or with underlying health conditions.

It later extended eligibility, including those older than 60, security personnel, market vendors and public transport drivers.

Rwanda received its first shipment of 240,000 doses of the AstraZeneca-Oxford vaccine and 102,960 doses of the Pfizer vaccine in March from the COVAX facility -- a worldwide program intended to allow equitable access to coronavirus vaccines directed by Gavi, the Vaccine Alliance, the Coalition for Epidemic Preparedness Innovations and the World Health Organization.

## **Kagame speaks out on Rwanda-France ties**

<https://www.newtimes.co.rw/news/kagame-speaks-out-rwanda-france-ties>

President Paul Kagame has said that Rwanda and France are on the path to restore friendly ties with a series of events taking place in that direction.

Kagame was speaking during a televised interview with French media outlets France 24 and RFI on the sidelines of twin summit meetings in Paris.

France is hosting meetings on helping Sudan in its new dispensation and another on providing Africa with critical financing needed to minimize Covid-19 effects.

The President said that the publication of reports by two independent commissions on France's role in the 1994 Genocide against the Tutsi in Rwanda was an important step towards the establishment of warm ties.

French historian Vincent Duclert in April officially handed over a report commissioned in 2019 by French President Emmanuel Macron to probe the then French government's role in the 1994 Genocide against the Tutsi.

This report concluded that France bore a significant responsibility in the Genocide but fell short on exposing their complicity in the Genocide in which over a million people were killed.

In the same month, April 2021, The Muse Report was produced by a team of legal experts led by American jurist Robert F Muse from the Washington-based law firm Levy, Firestone Muse LLP.

The report showed that the French government was neither blind nor unconscious about the Genocide and provided unwavering support to the Genocidal government that was in power then.

On the basis of the insights, truth and clarity, Kagame said that there is an opportunity to create a good relationship between the two countries.

“There is convergence on what happened...I think France and Rwanda have a chance and good basis on which to create a good relationship as it should have been, the rest we can leave behind us,” he said.

On whether Rwanda would be seeking an apology from France, Kagame said that it was upon the European nation to decide what to do going forward noting that they will not be asked to apologize.

“That matter is upon France to decide what is best for them, the worst thing I can do is ask anybody to apologize, I leave it to them, that is when it comes out honestly, genuinely,” he said.

As the two countries resume ties, the President said further cooperation can be made in the arrest and bring to justice Genocide suspects and fugitives who reside in France.

Welcoming the arrest of Félicien Kabuga, Kagame said that going forward, the decision to bring them to justice lay with France, but added that Rwanda's wish is for justice to prevail.

Also on the margins of the meeting on Monday, Kagame met and held talks with his French counterpart, Emmanuel Macron.

cmwai@newtimesrwanda.com

## **SOUTH SUDAN :**

### **South Sudan's President Salva Kiir announces new parliament**

<https://www.theeastafrican.co.ke/tea/news/east-africa/south-sudan-new-parliament-3396518>

By Garang Malak | Juba, South Sudan's President Salva Kiir Monday night reconstituted parliament, paving the way for the formation of the Revitalized Transitional Legislative Assembly as stipulated in the 2018 peace agreement.

Through a presidential decree read on state-run television, South Sudan Broadcasting Corporation, Kiir appointed 550 lawmakers from all parties who signed the revitalized peace accord.

The appointment came two days after he dissolved the National Legislative Assembly and Council States.

According to the peace deal, both R-TNLA and Council of States shall be reconstituted to include new appointees from other peace parties.

The deal says TNLA will be expanded from 400 to 550 members, comprising representatives from the peace parties, where the former Transitional government will nominate 332 members, SPLM-IO will have 128, and South Sudan Opposition Alliance, 50. Other political parties shall have 30 representatives, while former detainees will nominate 10 members.

### **Kiir fails to meet gender threshold of 35pc in new Cabinet positions**

<https://www.theeastafrican.co.ke/tea/news/east-africa/kiir-fails-to-meet-gender-threshold-cabinet-positions-3404560>

By Garang Malak | South Sudan's President Salva Kiir failed to meet a crucial aspect of gender balance in the formation of the government of national unity when he recently announced a reconstituted legislative assembly.

Out of the 550 lawmakers he announced through a presidential decree, only 116 female lawmakers were appointed, a move that violates the affirmative action that stipulates 35 percent of representation from a different gender.

Various Juba-based and diaspora activists took to social media, days after the announcement, to condemn the peace parties over what they called continued violation of some accord provisions.

In February last year, out of 35 ministerial posts, only 10 women were included in the unity government Cabinet, a gap that violates the affirmative action as specified in the peace accord.

During the announcement of governors for the 10 states last July, only one woman, nominated by First Vice President Riek Machar's side made it through. And when it came to the States' government nominations and appointments months ago, women were also less represented in those administrations.

Edmund Yakani, the head Community Empowerment for Progress Organisation, a civic education and peace building body, said not meeting the gender threshold is a serious violation of the peace accord.

## **SUDAN :**

### **Sudan officials meet with US envoy over stalled dam talks**

May 9, 2021 at 2:51 pm | <https://www.middleeastmonitor.com/20210509-sudan-officials-meet-with-us-envoy-over-stalled-dam-talks/>

Sudanese officials held talks with a new US envoy to the Horn of Africa on Saturday aimed at resolving a dispute over Ethiopia's giant hydropower dam on the Blue Nile, Reuters reports.

Talks between Sudan, Egypt, and Ethiopia over the filling and operation of the Grand Ethiopian Renaissance dam fell apart in April, and an invitation by Sudan for a prime minister-level summit went unanswered.

Ethiopia is pinning its hopes of economic development and power generation on the dam, which Egypt fears will imperil its water supply. Sudan is also concerned about the impact on its own water flows.

Sudan and Ethiopia are also in the midst of a border dispute over the Al-Fashqa region, which Sudan says is part of its internationally recognised border but which Ethiopian farmers have settled for decades.

**READ: Reports: Eritrea president visits Sudan to mediate on Ethiopia dam**

The new US envoy is veteran diplomat Jeffrey Feltman, who has been tasked with tackling both issues as well as fighting in Ethiopia's Tigray region.

Feltman "showed a deep understanding of Sudan's position, and stressed the importance of carrying on negotiations under the umbrella of the African Union with the involvement of the international community," Sudan's foreign ministry said in a statement.

Earlier this week, Feltman met with Egyptian President Abdel Fattah Al-Sisi, who emphasized that the Ethiopian dam was "an existential issue for Egypt, which will not allow its water interests to be harmed," the presidency said in a statement.

"We'll see whether we succeed or not," said Dina Mufti, spokesman for Ethiopia's foreign ministry when asked on Saturday about Feltman's upcoming visit, adding that his country would engage him on the relevant topics.

The last round of failed talks were held in the Democratic Republic of Congo, which currently holds the African Union chairmanship, and whose president also met with Sudan's sovereign council head on Saturday in Khartoum.

\*\*\*\*\*

### **France : un prêt d'1,5 milliard de dollars au Soudan**

<https://sahel-intelligence.com/23943-france-un-pret-d15-milliard-de-dollars-au-soudan.html>

17 mai 2021 - Frédéric Powelton | La France va prêter 1,5 milliard de dollars au Soudan, sous la forme d'un prêt-relais, pour lui permettre de couvrir ses arriérés vis-à-vis du Fonds monétaire international, en amont d'une conférence internationale des bailleurs à Paris.

Le président Emmanuel Macron confirmera cet engagement financier de la France lors de la « Conférence internationale d'appui à la transition soudanaise » qui se tient à partir de 13H00 dans la capitale française, après l'annonce faite par le ministre de l'Economie Bruno Le Maire.

« Bonne décision, au bon moment. C'est au Soudan maintenant et à la communauté internationale de montrer que le nouveau Soudan est une opportunité pour les investisseurs et non plus un cas désespéré. L'ONU est prête à apporter son soutien », a tweeté Volker Perthes, l'envoyé spécial pour le Soudan.

Malgré ses ressources pétrolières et minières, la dette extérieure du Soudan dépasserait les 50 milliards d'euros.

## **France to clear Sudan's \$5 billion debt**

<https://sudantribune.com/spip.php?article69576>

May 17, 2021 (PARIS) - President Emmanuel Macron pledged that his government will cancel Sudan's \$5 billion debt to France in support of the democratic transition in the East African country.

To "allow Sudan to return to the concert of nations," President Emmanuel Macron in favour of "an outright cancellation of our debt to Sudan," which is "nearly \$5 billion," said Macron.

The Paris-hosted international event aims to free Sudan from the debt burden, paving the way for forgiveness of at least \$50-billion of external debt.

Some hours before the launch of the conference French government announced lending a \$1.5 billion bridge loan to pay off Sudan's arrears to the International Monetary Fund (IMF), in order to enable the country to fulfil the essential condition for its debt relief.

Macron hailed the partnership between the civilians and military to achieve transition in Sudan, adding that this alliance can serve as a "source of inspiration for neighbouring countries," in allusion to the situation in Chad without naming it.

France's announcement adds to the efforts by the U.S., the U.K, Sweden, Italy, Ireland, Germany, Saudi Arabia and the European Union to clear Sudan's multilateral arrears to the World Bank and African Development Bank (ADF)

As a result of this support, Sudan will receive some \$2 billion in donation from international financial institutions.

The conference was attended by the ADF, the African Union, the League of Arab States, Canada, China, Egypt, Ethiopia, the European Union, Germany, Italy, Japan, Kuwait, the IMF, the Netherlands, Norway, Qatar, Rwanda, Russia, Saudi Arabia, South Sudan, Spain, Sweden, the United Arab Emirates, the UK, the United Nations, the U.S., and the World Bank have participated.

In her remarks at the Paris meeting for Sudan, IMF Managing Director Kristalina Georgieva welcomed the new grants from Saudi Arabia and France in complement of earlier pledges from the U.S. the EU, Italy, and Sweden.

"We still need IMF member countries to convert informal pledges of support for the financial package for Sudan into formal commitments. I again urge every member country to do so urgently. We are down to the wire, but I know we will get there with your support," she stressed.

Italy and Germany had committed to clearing their shares of Sudan's debt, which total \$1.8 billion. Norway also expressed a willingness to clear all its debt, \$100 million according to the IMF.

Saudi Arabia foreign minister announced a \$20 million grant as a contribution to cover Sudan's debt with the IMF.

The Sudan largest creditor, Kuwait, pledged to support debt "resolution" next June without indicating any amount.

Paris on Tuesday will host an investment meeting where the transitional government and Sudanese businessmen will propose development projects in various sectors including mining, agriculture, livestock, communications, energy and infrastructure. (ST)



\*\*\*\*\*

### **Sudan, S. Sudan's Foreign ministers hold talks in Juba**

<https://sudantribune.com/spip.php?article69570>

May 15, 2021 (JUBA) – South Sudan's Foreign Affairs Minister, Beatrice Khamisa Wani and her Sudanese counterpart, Mariam Al-Saddiq Al-Mahdi held talks on several issues in the capital, Juba on Saturday.

South Sudan's Foreign minister, Beatrice Khamisa Wani (R) and her Sudanese counterpart, Mariam Al-Saddiq Al-Mahdi in Juba on May 15, 2021 (SUNA photo)

Also present was South Sudan's deputy Foreign minister, Deng Dau.

The meeting mainly discussed the bilateral and regional issues of common concern and prospects for cooperation and coordination between Sudan and South Sudan in regional and international issues.

The officials also explored the reactivation of the joint mechanisms of cooperation.

Bilateral relations between South Sudan and the Sudan were officially started on 9 July 2011 following the former's independence from the latter and Sudan was the first country in the world to recognize South Sudan's independence.

However, since South Sudan's independence, relations between the two countries have been poor, with both sides initially accusing the other of supporting rebel groups in the other's territory. (ST)

\*\*\*\*\*

### **More Ethiopia refugees arrive from Benishangul-Gumuz region**

<https://sudantribune.com/spip.php?article69569>

May 15, 2021 (KHARTOUM) - A fresh wave of Ethiopian refugees has arrived in the eastern Sudan state of Gadaref following the surge of intercommunal fighting between the Gumuz and the Amhara ethnic groups.

Sudanese officials in the Basinda area of Gadaref said dozens of Gumuz arrived in the area following bloody clashes in the Tamat area of the Benishangul-Gumuz region which borders Sudan.

"Some 82 Gumuz people have crossed the Sudanese border including 54 children and 8 women," said the official.

The refugees claim that the Amhara militiamen killed hundreds during the new attacks by the Amhara militiamen.

Last February, Blue Nile State authorities said 3052 refugees arrived in the Sudanese south-eastern state after the clashes in the Benishangul-Gumuz region.

The settlement of more Amhara in the multi-ethnic region of Benishangul-Gumuz prompted some Gumuz to say that their fertile lands have been taken by the new internal migrants.

Protests in Al-Tanideba camp

Ethiopian refugees in Al-Tanideba camp in the state of Gadaref on Saturday protested against the deteriorating health situation following the collapse of shelters and toilets.

Violent rains accompanied by strong winds on Friday destroyed more than 1500 shelters and 1256 latrines in the camp.

"Thousands of refugees in Al-Tanideba camp organized protests due to the poor health situation and lack of food," Eyewitnesses told the Sudan Tribune on Saturday.(ST)

\*\*\*\*\*

### **L'armée soudanaise remet à l'Éthiopie 61 prisonniers de ses forces**

<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/larm%C3%A9e-soudanaise-remet-%C3%A0-l%C3%A9thiopie-61-prisonniers-de-ses-forces-/2207699>

- Au poste-frontalier de Qallabat dans l'État d'Al Qadarif, à l'est, selon un communiqué de l'armée | L'armée soudanaise a annoncé mardi qu'Addis-Abeba a remis 61 prisonniers de l'armée fédérale éthiopienne et de ses différentes forces.

"Les forces armées du gouvernement éthiopien ont remis 61 prisonniers de l'armée fédérale et de ses différentes forces au poste-frontalier de Qallabat", dans l'état d'Al Qadarif, dans l'est du Soudan, a indiqué l'armée dans un communiqué.

Et d'ajouter sans fournir de plus amples détails : "l'opération s'est faite de manière directe et en présence de représentants des deux côtés".

Depuis des mois, la frontière soudano-éthiopienne est le théâtre de tensions sécuritaires, après l'annonce de Khartoum à la fin de l'année 2020 de sa prise de contrôle d'un territoire situé dans la zone frontalière avec l'Éthiopie.

Pendant ce temps, l'Éthiopie accuse l'armée soudanaise de s'emparer de ses camps militaires à l'intérieur de son territoire, ce que Khartoum nie.

En plus du différend frontalier, la crise du "barrage de la Renaissance" entre le Soudan et l'Égypte d'une part, et l'Éthiopie d'autre part, a approfondi les tensions, dans un total blocage des négociations les trois pays depuis 10 ans.

**ERITHREE :**

**Reports: Eritrea president visits Sudan to mediate on Ethiopia dam**

<https://www.middleeastmonitor.com/20210505-reports-eritrea-president-visits-sudan-to-mediate-on-ethiopia-dam/>

May 5, 2021 | Eritrean President Isaias Afwerki yesterday arrived in the Sudanese capital, Khartoum, for fresh mediation efforts aimed at resolving the Ethiopian Renaissance Dam, local media reported.

The Sudanese Sovereignty Council said in a statement that Afwerki arrived on a two-day official visit, during which he will discuss with the Sovereignty Council President, Abdel Fattah Al-Burhan, ways to support and enhance bilateral cooperation and develop relations between the two countries as well as issues of common interest.

According to the statement, the Eritrean president is accompanied by the Foreign Minister, Othman Saleh, and Presidential Adviser, Yamani Qubrab. No further details were given regarding the visit.

Sudan's Alrakoba newspaper said Afewerki will discuss new "mediation" efforts to resolve the Renaissance dam dispute.

Ethiopia is building a \$5 billion dam near the border with Sudan it says will provide the country with much-needed electricity and economic regeneration. Egypt and Sudan believe it will restrict their access to Nile waters.

READ: Egypt considers alternatives as Renaissance Dam second filling looms

\*\*\*\*\*

**Egypt fishermen detained in Eritrea return home**

<https://www.middleeastmonitor.com/20210426-egypt-fishermen-detained-in-eritrea-return-home/>

The 95 Egyptian fishermen detained in Eritrea since January yesterday returned to Egypt, local media reported.

The Youm7 newspaper quoted unnamed sources at Cairo International Airport as saying the 95 Egyptian fishermen arrived on board EgyptAir flight 3052 from Eritrea.

The sources added that the quarantine department at the airport tested the fishermen for COVID-19, and all security measures will be taken because they do not have passports.

On 15 April, Egypt's Foreign Minister Sameh Shoukry said, during a parliamentary hearing, that his country is making great efforts to secure the return of the detained fishermen through permanent contacts with the Eritrean embassy in Cairo and communications with the Eritrean Foreign Minister, Osman Saleh.

Last January, Eritrean authorities detained 95 Egyptians onboard six fishing boats for fishing illegally in Eritrean territorial waters.

\*\*\*\*\*

### **US urges Eritrean forces to leave Ethiopia immediately**

<https://www.middleeastmonitor.com/20210416-us-urges-eritrean-forces-to-leave-ethiopia-immediately/>

April 16, 2021 - The US has urged Eritrean forces to leave Ethiopia's Tigray region immediately, and the Ethiopian government to hold those responsible for human rights violations accountable, Anadolu Agency reports.

Linda Thomas-Greenfield, the US ambassador to the UN, expressed grave concern over the deteriorating humanitarian and human rights situation in Ethiopia's Tigray region.

She said there were credible reports that Eritrean forces are re-uniforming as Ethiopian military in order to remain in Tigray indefinitely, according to a statement late Thursday.

"The Eritrean government must withdraw its forces from Ethiopia immediately," Thomas-Greenfield said.

Last month Ethiopian Prime Minister Abiy Ahmed said Eritrea has agreed to pull out its forces from Ethiopian territories along the border.

Abiy made the announcement after he returned from a two-day official visit to Eritrea's capital Asmara.

The Ethiopian Human Rights Commission (EHRC) last month said over 100 civilians were killed in Axum, a historic city of Ethiopia's Tigray region, by the Eritrean army.

READ: Allegations of 'sexual slavery' in Ethiopia's Tigray; women blame soldiers

"We are horrified by the reports of rape and other unspeakably cruel sexual violence that continue to surface," Thomas-Greenfield said, adding that the degradation and trauma associated with the attacks will have long-term effects on the affected communities.

She also condemned all sexual violence and demanded that the perpetrators be brought to justice.

"We call again for an end to hostilities and for the Ethiopian government to deliver upon a political settlement of the crisis; permit unhindered humanitarian access; allow for independent, international investigations into human rights abuses and violations; protect civilians; enact the immediate withdrawal of Eritrean and Amhara regional forces from Tigray; and hold those responsible for human rights violations accountable," she added.

On November 4 last year, Ethiopia launched a sweeping law enforcement operation against the forces of the hitherto all-powerful Tigray People's Liberation Front (TPLF), now outlawed, after the latter stormed the Ethiopian federal army command stationed in Tigray, killing soldiers and looting sizable military hardware.

On November 28, Abiy declared the military engagement over after the fall of the regional capital Mekele to the federal army. But sporadic fighting continued in the region as hundreds of thousands of people got internally displaced and more than 60,000 fled to neighbouring Sudan.

The US has committed an additional \$152 million to help address humanitarian needs in Tigray.

An estimated 5.2 million people in Tigray are food insecure and require assistance and are at risk of famine, according to the statement.

## **ETHIOPIE :**

### **L'Éthiopie classe le TPLF et l'OLF-Shene comme organisations terroristes**

<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/l%C3%A9thiopie-classe-le-tplf-et-lolf-shene-comme-organisations-terroristes/2226819>

- Le Conseil des ministres a classé le Front de libération du peuple du Tigré (TPLF) et la branche armée du Front de libération Oromo (OLF-Shene) comme organisations terroristes, affirmant que celles-ci ont assuré la formation d'autres terroristes

Ekip | 01.05.2021 | L'Éthiopie a classé, samedi, deux groupes d'insurgés sur sa liste des organisations terroristes, notamment le Front populaire de libération du Tigré (TPLF), contre lequel elle a lancé une campagne militaire d'envergure à la fin de l'année dernière.

Le Conseil des ministres a adopté une résolution désignant le TPLF comme une organisation terroriste, de même que la branche armée du Front de libération Oromo (OLF-Shene), après plusieurs attentats perpétrés dans différentes régions du pays et visant des civils et des infrastructures publiques au cours des deux dernières années.

Les forces du TPLF ont attaqué les unités de défense nationale éthiopiennes le 3 novembre dernier, tuant des soldats pendant leur sommeil et pillant du matériel militaire, ce qui a incité le gouvernement éthiopien à lancer une vaste opération militaire.

Le 28 novembre, le Premier ministre Abiy Ahmed a déclaré que la confrontation militaire était terminée après que la capitale régionale Mekele ait été reprise par l'armée fédérale.

Le TPLF était à la tête d'une coalition de quatre partis, le Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien, qui a dirigé l'Éthiopie d'une main de fer pendant 27 ans, et ce jusqu'en 2018.

Selon le média local FANA, le Conseil des ministres a inscrit les deux organisations sur la liste des organisations terroristes en raison de leurs activités d'armement, d'entraînement et de financement d'autres éléments violents, en plus de leurs propres attaques.

Ils ont lancé des attaques contre des civils et des infrastructures publiques pour des objectifs politiques, a rapporté FANA. \*Traduit de l'Anglais par Mourad Belhaj

\*\*\*\*\*

## **Niger : Le terrorisme et la situation en Ethiopie au centre d'un entretien entre Mohamed Bazoum et Sahle Work Zewde**

<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/niger-le-terrorisme-et-la-situation-en-ethiopie-au-centre-dun-entretien-entre-mohamed-bazoum-et-sahle-work-zewde/2231424>

- A l'occasion d'une visite de la présidente éthiopienne à Niamey | Fatma Bendhaou | 06.05.2021 | Le président nigérien, Mohamed Bazoum, et son homologue éthiopienne, Sahle Work Zewde, ont eu un entretien, mercredi, à Niamey où la présidente éthiopienne est arrivée en fin de matinée dans le cadre d'une visite "de travail et d'amitié".

Lors d'une conférence de presse qu'elle a animée, Sahle Work Zewde a indiqué avoir abordé plusieurs questions avec son homologue nigérien, notamment le terrorisme au Sahel et la situation intérieure de son pays.

Évoquant le terrorisme, elle a déclaré que c'est "un fléau" qui touche tous les pays, directement ou indirectement, face auquel une mobilisation générale est nécessaire.

Abordant la situation de son pays, la présidente éthiopienne a dit avoir rendu compte à son homologue nigérien du différend frontalier entre l'Ethiopie et le Soudan et des prochaines élections en Ethiopie, ajoutant que "le point important" de leur entretien a porté sur le grand "barrage de la Renaissance" que l'Éthiopie est en train de construire sur le Nil. "Plus de 65% de nos populations n'ont pas d'électricité, c'est un barrage hydroélectrique qui n'a pas vocation à produire de l'eau, mais de produire de l'électricité dont on a besoin pour notre développement", a-t-elle précisé.

"Le Niger est l'un des trois pays qui nous représentent dignement au Conseil de sécurité des Nations Unies. Il est bien évidemment nécessaire d'apporter des explications et de tenir nos amis informés", a expliqué la présidente éthiopienne.

Un différend frontalier oppose, depuis plusieurs mois, l'Éthiopie et le Soudan au sujet de quelque 250 km<sup>2</sup> de terres fertiles situées sur la frontière entre les deux pays. Par rapport à la construction de son barrage sur le Nil, l'Éthiopie fait aussi face à un désaccord de la part du Soudan et de l'Égypte, qui craignent que l'ouvrage ne restreint leurs ressources hydriques.

\*\*\*\*\*

## **L'Éthiopie appelle à une réunion de l'Union africaine pour débloquent les négociations du barrage**

<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/l%C3%A9thiopie-appelle-%C3%A0-une-r%C3%A9union-de-lunion-africaine-pour-d%C3%A9bloquer-les-n%C3%A9gociations-du-barrage-/2215830>

- Le Premier ministre Abiy Ahmed estime que "l'hypothèse évoquant l'échec du processus de négociation est incorrecte", selon un communiqué du ministère éthiopien des Affaires étrangères. | 21.04.2021 | L'Éthiopie a proposé, mercredi, de tenir une réunion de l'Union africaine, afin de sortir les négociations du barrage de la Renaissance entre Addis-Abeba, Le Caire et Khartoum de l'impasse.

C'est ce qu'a affirmé le ministère éthiopien des Affaires étrangères dans un communiqué consulté par l'Agence Anadolu.

D'après le communiqué, le président de l'Union africaine, Félix Tshisekedi est appelé à tenir une réunion pour sortir les négociations du barrage de l'impasse.

Le communiqué citant la réponse du Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed Ali au message de son homologue soudanais Abdullah Hamdok le 13 avril, a indiqué : " L'hypothèse évoquant l'échec des négociations sur le barrage de la Renaissance est erronée vus les résultats tangibles tels que l'accord de principe."

Le 23 mars 2015, l'Égypte, le Soudan et l'Éthiopie ont signé l'accord de principe sur le barrage de la Renaissance. Il s'agit d'un accord-cadre visant à démontrer les bonnes intentions.

Le 13 avril, Hamdok a appelé dans une lettre adressée à ses homologues égyptiens, Mustafa Madbouly, et l'éthiopien Abiy Ahmed, à tenir une réunion tripartite à huis clos dans les 10 jours pour évaluer les négociations sur le barrage de la Renaissance.

Le communiqué du ministère éthiopien des Affaires étrangères publié aujourd'hui a expliqué que le message envoyé par le Premier ministre éthiopien a également cité la réunion de Kinshasa et l'accord d'entente concernant la reprise des négociations tripartites bloquées, sous l'égide de l'Union africaine.

Le 6 avril, une session de négociations s'est achevée à Kinshasa, capitale de la République démocratique du Congo, sans parvenir à un véritable progrès, car Addis-Abeba insiste pour effectuer un remplissage du barrage en juillet, rapportent deux communiqués de Khartoum et du Caire.

Addis-Abeba s'accroche à sa décision pour un deuxième remplissage du barrage en juillet prochain, et ce, même dans le cas où aucun accord n'est convenu entre les parties concernées.

De leur côté, Le Caire et Khartoum adhèrent à la solution d'un accord tripartite pour préserver leurs installations hydriques, et pour assurer leurs quotas annuels des eaux du Nil.

**Éthiopie: le deuxième remplissage du barrage de la Renaissance aura lieu en juillet et août**

<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/%C3%A9thiopie-le-deuxi%C3%A8me-remplissage-du-barrage-de-la-rennaissance-aura-lieu-en-juillet-et-ao%C3%BBt-/2212651>



- Le Premier ministre Abiy Ahmed a déclaré que l'Éthiopie "n'a pas l'intention" de nuire à l'Égypte et au Soudan, pays situés en aval du Nil.

Le Premier ministre éthiopien, Abiy Ahmed, a renouvelé la position de son pays à propos du remplissage du barrage de la Renaissance, affirmant qu'il aura lieu pendant la saison des pluies dans les prochains mois de juillet et août.

Abiy Ahmed a déclaré dimanche sur son compte Twitter : "Le prochain remplissage du barrage de la Renaissance n'aura lieu que pendant les fortes pluies en juillet et août, ce qui assurera la réduction des inondations au Soudan".

"Avant le deuxième remplissage, l'Éthiopie va libérer la quantité d'eau stockée depuis l'année dernière via ses voies d'évacuation créées récemment", a-t-il expliqué sans donner de plus amples détails à ce propos.

Et de poursuivre : "L'Éthiopie entend répondre à ses besoins à travers la construction du Grand barrage de la Renaissance éthiopienne, et n'a pas l'intention de nuire aux pays situés en aval. Par ailleurs, les fortes pluies de l'année dernière ont permis de remplir le barrage avec succès (en juillet 2020)".

Le Premier ministre éthiopien a également indiqué que "le barrage a évité de graves inondations au Soudan l'année dernière".

Addis-Abeba insiste sur un deuxième remplissage du "barrage de la Renaissance" en juillet prochain, même s'il ne parvient pas à un accord tripartite concernant le barrage du Nil Bleu, principal affluent du Nil.

À la mi-juillet 2020, l'Éthiopie a entamé le premier remplissage du "barrage de la Renaissance", dans le cadre d'une procédure unilatérale, sans parvenir à un accord contraignant à ce sujet avec les deux pays en aval (Égypte et Soudan).

Khartoum et Le Caire insistent, de leur côté, de parvenir à un accord sur le remplissage et l'exploitation du barrage de la Renaissance, afin de préserver leur part annuelle des eaux du Nil, s'élevant respectivement à 55,5 et 18,5 milliards de mètres cubes.

## SOMALIA :

### **Guterres salue l'annulation de la prolongation du mandat du président somalien**

<https://www.aa.com.tr/fr/monde/guterres-salue-lannulation-de-la-prolongation-du-mandat-du-pr%C3%A9sident-somalien-/2227193>

- Et le retour des parties somaliennes à l'accord du 17 septembre sur la tenue d'élections présidentielle et parlementaires dans le pays. | 02.05.2021 |

Le secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, a salué l'annulation de la loi sur l'extension du mandat du président somalien sortant Mohamed Abdullahi Mohamed également connu sous le nom de "Farmajo"

C'est ce qui est ressorti d'un communiqué publié samedi par le porte-parole, de l'ONU, Stephan Dujarric .

Guterres s'est félicité du retour des parties somaliennes à l'accord du 17 septembre sur la tenue d'élections présidentielle et parlementaires dans le pays.

Le 17 septembre, le gouvernement fédéral et les chefs des cinq États et de la région de Banadir sont parvenus à un accord sur la tenue d'élections parlementaires et présidentielle " indirectes " (par le biais de représentants tribaux). Cependant, depuis lors, aucune date n'a été fixée pour la tenue de la course électorale, et les dates initiales ont été reportées à maintes reprises.

Guterres a réitéré son appel à toutes les parties somaliennes "à reprendre immédiatement le dialogue et à formuler un accord de consensus sur la tenue d'élections générales sans plus tarder".

Il a également souligné "l'importance d'un large consensus pour parvenir à la stabilité en Somalie".

Le président somalien, Mohamed Abdullah Farmajo, a annoncé samedi son annulation de la décision de prolonger son mandat de deux ans. Une décision marquée par le vote du Parlement en faveur de l'annulation de la loi de prolongation, après l'avoir approuvée le 12 avril dernier.

Il est à noter que la loi a été largement contestée par l'opposition, ce qui a déclenché des affrontements entre les forces gouvernementales et les opposants dans la capitale, Mogadiscio.

Le mandat du parlement somalien a pris fin le 27 décembre, tandis que le mandat du président Farmajo (4 ans) s'est achevé le 8 février.

## **Somalie : le président somalien se rétracte et charge son Premier ministre d'organiser des élections**

<https://sahel-intelligence.com/23789-somalie-le-president-somalien-se-retracte-et-charge-son-premier-ministre-dorganiser-des-elections.html>

2 mai 2021 - Frédéric Powelton | Le président somalien Mohamed Abdullahi Mohamed, pour sortir de la crise politique et sécuritaire que vit son pays, charge son Premier ministre, Mohamed Hussein Roble, d'organiser dans les meilleurs délais les prochaines élections.

« Nous avons décidé de chercher une solution à travers des négociations et d'éviter de provoquer des violences au profit de ceux qui jouent avec le sang de la population », a déclaré le président somalien dans un bref discours retransmis en direct à la télévision.

« Je veux qu'il soit clair que le Premier ministre Mohamed Hussein Roble sera en charge de la préparation, du déroulement et de la sécurité de l'élection », a-t-il assuré dans ce discours qui a été adopté aussitôt par le parlement.

La crise a été enclenchée par la prolongation de deux ans du mandat du président par le parlement, le 12 avril dernier.

Les instances internationales ont salué la décision prise samedi par la chambre basse du Parlement somalien de revenir à l'accord électoral du 17 septembre dernier à la demande du président Mohamed Farmajo.

L'Union africaine (UA), l'Union européenne (UE) et les Nations Unies (ONU) ont indiqué dans des déclarations séparées que cette décision d'annuler le projet de loi du 12 avril, qui prolongeait de deux ans les mandats des branches exécutive et législative du gouvernement, était primordiale pour la stabilité de la Somalie.

Francisco Madeira, représentant spécial du président de la Commission de l'UA en Somalie et chef de la Mission de l'UA en Somalie (AMISOM), a affirmé que la décision de la Chambre du peuple constituait un développement salutaire. « L'AMISOM estime que cette décision est essentielle pour la sécurité et la stabilité de la Somalie.

Depuis plusieurs années, la Somalie est le théâtre de guerre civile, des affrontements interethniques et intercommunautaires ainsi que des attentats perpétrés par le groupe terroriste islamiste Al Shabab.

\*\*\*\*\*

### **Somalia rejects AU mediator in row with Kenya**

<https://www.theeastafrican.co.ke/tea/news/east-africa/somalia-rejects-au-mediator-with-kenya-3398490>

By AGGREY MUTAMBO | Somalia has rejected the appointment of former Ghanaian President John Mahama as African Union's (AU) special envoy to help mediate its political impasse with Kenya.

Somalia argues that the former Head of State has "extensive links" with Kenya, and has written to AU Chairperson Moussa Faki Mahamat notifying him that Somalia will no longer support Mr Mahama in his new role.

Mohamed Abdirazak, Somalia's Foreign and International Cooperation Minister, says the Ghanaian ex-leader is closely associated with the leadership in Kenya, without specifying who in particular. Based on this alone, he says, Mr Mahama cannot be trusted to be impartial and deliver an acceptable solution.

In a letter riddled with grammatical mistakes, Mr Abdirazak claims that the AU did not thoroughly scrutinise Mr Mahama's background before appointing him to the role.

"It is indeed surprising that a candidate with extensive links with Kenya's leadership has been chosen by the AU to facilitate talks on a political impasse partly engineered by those the Kenyan

leadership has supported,” says the letter dated May 9 but which was circulated among diplomats on Tuesday. ( READ MORE )

\*\*\*\*\*

### **Somalia: Mogadishu residents flee amid splits within security forces**

<https://www.middleeastmonitor.com/20210427-somalia-mogadishu-residents-flee-amid-splits-within-security-forces/>

April 27, 2021 | Residents of the Somali capital Mogadishu fled neighbourhoods today fearing renewed clashes between rival factions in the security forces, who have split in a dispute over an extension to the president's term, Reuters reported.

Government forces also raided an independent radio station and confiscated equipment.

Forces loyal to the opposition hold parts of the city and the two sides clashed over the weekend, raising fears that Al-Qaeda-linked Al Shabaab insurgents could exploit a security vacuum as state forces turn on each other.

Earlier this month, Somalia's lower house of parliament voted to extend President Mohamed Abdullahi Mohamed's four-year term in office but the Senate rejected the move, provoking the crisis.

Many soldiers in Somalia's armed forces owe their loyalties to clan militias which have often battled each other for power and resources. ( READ MORE )

\*\*\*\*\*

### **Roadside blast in Somalia kills top military commander**

<https://www.middleeastmonitor.com/20210418-roadside-blast-in-somalia-kills-top-military-commander/>

April 18, 2021 | At least two people, including a top national army commander, were killed when a roadside bomb targeted a military vehicle outside Bal'ad, Middle Shabelle region, an official said on Saturday, Anadolu Agency reported.

The attack occurred near Gololey on the outskirts of Bal'ad, an agricultural town 40 kilometers (24 miles) from the capital, Mogadishu.

Police officer Abdi Rage told Anadolu Agency that the military was carrying Yasin Abdi Tohow, a top military commander in Middle Shabelle, when it was targeted by the blast that killed him and one of his bodyguards. Several others were also injured.

Hirshabelle regional State President Ali Gudlawe Hussein confirmed the death of Tohow and offered condolences to his family.

Somali-based al-Qaeda affiliated group al-Shabaab claimed responsibility for the attack and said it killed the commander and wounded more than five other soldiers.

\*\*\*\*\*

### **Le bilan de l'attentat-suicide à Mogadiscio s'alourdit à 11 morts**

<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/le-bilan-de-l-attentat-suicide-%C3%A0-mogadiscio-salourdit-%C3%A0-11-morts-/2223238>

- Un attentat-suicide à la bombe, mercredi matin, a visé l'entrée du centre des forces de l'administration pénitentiaire, au sud de Mogadiscio faisant 11 morts jusqu'à présent. | 28.04.2021  
Le bilan de l'attentat-suicide à la bombe, perpétré mercredi matin contre les forces de l'Autorité pénitentiaire, au sud de la capitale somalienne, Mogadiscio, s'est alourdi à 11 morts.

"Le bilan de l'attentat à la bombe s'est alourdi à 10 morts, dont des membres des forces de l'administration pénitentiaire (sans préciser leur nombre)", a déclaré un officier des forces de l'administration pénitentiaire au correspondant de l'Agence Anadolu, en préférant garder l'anonymat, car il n'est pas autorisé à faire des déclarations à la presse.

L'officier a ajouté que l'attentat à la bombe avait fait une dizaine de blessés, qui ont été emmenés à l'hôpital gouvernemental de "Madina".

Plus tard, une source médicale de l'hôpital de Medina a déclaré au correspondant de l'Agence Anadolu, tout en préférant garder également l'anonymat, car il n'est pas autorisé à faire des déclarations aux médias, que l'hôpital "a reçu jusqu'à présent une dizaine de blessés, dont certains dans un état grave, l'un d'entre eux est mort des suites de ses blessures". Cela porte le nombre de victimes à 11 morts.

Une source de la police de Mogadiscio a déclaré au correspondant de l'Agence Anadolu qu'un attentat-suicide, mené supposément avec une voiture piégée, a ciblé, ce matin, l'entrée du centre des forces de l'administration pénitentiaire au sud de Mogadiscio, suivi par une violente fusillade de la part des gardes du centre. La source avait évoqué un bilan préliminaire de l'attentat-suicide faisant état d'un décès et de plusieurs blessés.

Selon des témoins oculaires, l'explosion aurait été si puissante qu'elle a été entendue dans la plupart des quartiers de la capitale somalienne, avant que des ambulances ne se précipitent, ensuite, sur les lieux.

Aucune partie n'a encore revendiqué la responsabilité de l'attentat-suicide, mais les combattants «Al-Shabab» sont généralement pointés du doigt, car ils revendiquent souvent ce genre d'attentats.

Depuis des années, la Somalie mène une guerre contre Al-Shabaab, qui a été créé au début de l'année 2004. Ce mouvement armé affilié à l'idéologie d'Al-Qaïda, a revendiqué de nombreuses opérations terroristes qui ont fait des centaines de morts.

-----  
**\*\*\*\* L'AFRIQUE DU SUD \*\*\*\***  
-----

**MADAGASCAR :**

**Madagascar : la saisie de 1057 tortues radiées**

<https://sahel-intelligence.com/23950-madagascar-la-saisie-de-1057-tortues-radiées.html>

17 mai 2021 Frédéric Powelton - Les autorités malgaches ont saisi un total de 1057 tortues radiées entre février et avril 2021, a indiqué le ministère malgache de l'Environnement et du Développement durable.

«Presque toutes les tortues saisies durant ces trois mois sont des juvéniles, c'est-à-dire des tortues de petite taille, les plus convoitées dans le trafic», a souligné le ministère, notant que cette opération a été menée dans la région d'Androy, au sud du pays.

Il a relevé également que la direction régionale du ministère à Androy a remis ces tortues à Turtle Survival Alliance, une organisation qui œuvre pour la conservation des tortues, à Tsihombe, afin de recevoir les soins et traitements appropriés pour leur réhabilitation, en attendant de les lâcher dans des habitats naturels sécurisés.

Les tortues radiées qui sont en danger critique d'extinction, font l'objet d'un trafic important notamment au Sud de Madagascar.

Ainsi, entre 2000 et 2014, un rapport conjoint entre le Fonds mondial pour la nature (WWF) et l'Union internationale pour la conservation de la nature fait état de 11.363 tortues radiées saisies.

\*\*\*\*\*

**Covishield : le ministre de la santé, le premier vacciné**

<https://www.madagascar-tribune.com/Covishield-le-ministre-de-la-sante-le-premier-vaccine.html>

mardi 11 mai | Mandimbisoa R. --- Le ministre malgache de la Santé publique, le Pr Jean Louis Rakotovoao est le premier membre de l'exécutif malgache à se faire vacciner contre la Covid-19 et à

recevoir la première dose du vaccin Covishield/Astrazeneca. Le membre du gouvernement s'est fait vacciner, en tant que personnel médical, lors la cérémonie de lancement de la campagne de vaccination qui a eu lieu à l'hôpital HJRA à Ampefiloha. Une cérémonie qui a notamment vu la présence des représentants des partenaires techniques et communautés internationales ayant largement contribué à l'arrivée de ces vaccins dans le pays.

« Je viens de me faire vacciner, je me porte bien », a déclaré le Pr Jean Louis Rakotovaio hier. Il a par la suite invité les autres membres du corps médical à se faire vacciner. La vaccination étant un choix volontaire et non imposé même pour les professionnels de santé. Les vaccins contre la Covid-19 sont utilisés en premier lieu pour immuniser les travailleurs de la santé et les autres personnels de première ligne, afin qu'ils puissent continuer à aider les autres. Le docteur Manitra Rakotoarivony, directeur de la promotion de la santé au niveau du ministère de la Santé publique a également décidé de se faire vacciner pour montrer l'exemple à ses collègues.

A part, les agents de santé et les forces de l'ordre en première ligne dans la lutte contre le coronavirus, les personnes âgées de plus de 70 ans ainsi que les personnes présentant un critère de vulnérabilité clinique dont les diabétiques sont les premiers bénéficiaires de ces premières doses. La campagne de vaccination au centre du diabète (Amadia) a également débuté hier en présence du ministre de la santé. Un ouf de soulagement pour les diabétiques qui sont particulièrement fragiles face au coronavirus.

Si l'arrivée des vaccins a été plutôt un ouf de soulagement pour certains, les réticents ne manquent pas. Injarasoa R. affirme avoir consulté les membres de sa famille pour inscrire sa mère âgée de 80 ans dans la liste des personnes pouvant bénéficier de la vaccination. Le reste de sa famille reste pourtant sceptique par rapport à l'efficacité du vaccin covishield d'origine indienne. Il évoque le nombre de cas et de décès dû au Covid en Inde. D'autres préfèrent miser sur la pharmacopée traditionnelle qu'aux vaccins. « Nous préférons nous fier aux efficacités de l'ED1 et autres produits locaux », affirme un employé d'une ambassade.

Les agents vaccinateurs rappellent que les personnes éligibles à la vaccination mais qui présentent des symptômes du Covid-19 ou ayant été contaminés dans les trois derniers mois devront attendre pour pouvoir se faire vacciner.

### **Madagascar : arrivée d'un premier lot de 250 000 doses de vaccins « Covishield »**

<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/madagascar-arriv%C3%A9e-d-un-premier-lot-de-250-000-doses-de-vaccins-covishield-/2233797>

Nadia Chahed | 08.05.2021 | -- Un premier lot de 250 000 doses de vaccins « Covishield » (issus du vaccin AstraZeneca fabriqué en Inde par le Serum Institute of India) destiné à lutter contre la Covid-19 est arrivé à l'aéroport d'Ivato Antananarivo, capitale de Madagascar ce samedi 08 mai.

Ces doses proviennent de l'initiative COVAX à laquelle le pays vient récemment d'adhérer. Après de multiples concertations avec les membres de l'Académie Nationale de Médecine de Madagascar, le choix de l'Etat malgache s'est porté sur 4 vaccins à savoir Covidshield, Pfizer, Sinopharm et



Jonhson&Johnson pour contrecarrer la 2ème vague de l'épidémie liée au Covid-19 et la présence du variant sud-africain à Madagascar.

Selon l'annonce du ministère de la santé publique, ces premières doses de vaccin contre le Coronavirus étaient attendues dans le pays hier vendredi 7 mai mais sont finalement arrivées ce samedi après un léger contre-temps.

« Le début de la campagne de vaccination est maintenu pour le lundi 10 mai au niveau deux régions à savoir Analamanga et Vakinankaratra », précise le docteur Rivomalala Rakotonavalona, responsable de la vaccination auprès du ministère. Ces deux régions comptent le plus de cas en ce moment. Selon le dernier bilan officiel émis à la date du 6 mai, la Grande île compte 304 nouveaux cas (dont 228 recensés à Analamanga), 2818 en traitement dont 351 formes graves.

Au total, le pays enregistre 701 décès depuis le début de l'épidémie en mars 2020.

Au cours d'une intervention sur la chaîne nationale le dimanche 2 mai dernier, le Président Andry Rajoelina avait déclaré que « la Grande île misera sur une vaccination ciblée et pas une vaccination de masse ».

« Le personnel soignant placé en première ligne dans le traitement des patients sera priorisé pour cette première campagne de vaccination. A eux s'ajouteront les forces de l'ordre et les personnes âgées, ainsi que les personnes vulnérables qui peuvent facilement contracter le Coronavirus à l'instar des diabétiques. La vaccination se fera gratuitement sous bénévolat et sans contrainte », a-t-il expliqué.

## **SOUTH AFRICA :**

### **Afrique du Sud: l'unité de l'ANC en jeu dans le face-à-face Ramaphosa vs Zuma**

<https://www.digitalcongo.net/article/6089675b4dc55e0015031252>

Kinshasa 28-04-2021 Afrique - Ce mercredi 28 avril s'ouvre en Afrique du Sud une audition déterminante pour Cyril Ramaphosa. Le président sud-africain est convoqué comme témoin devant une commission qui enquête sur les soupçons de corruption sous la présidence de Jacob Zuma, dont le sort divise le parti au pouvoir.

Le chef d'État sud-africain, Cyril Ramaphosa, comparait ce mercredi en tant que président du Congrès national africain (ANC) pour témoigner sur les faits de corruption qui ont terni le règne de son prédécesseur Jacob Zuma.

Il est interrogé par le président de la commission Raymond Zondo sur la « prise de contrôle de l'État » ou « state capture », en anglais, par la richissime et puissante famille Gupta, qui tenait l'ex-président sous son influence, au point de lui dicter le choix de ses ministres.

**Lorsqu'il a succédé à Zuma, Cyril Ramaphosa avait promis de faire la guerre à la corruption. Grâce à cette commission d'enquête, il a désormais l'occasion de montrer son bilan, mais il doit aussi veiller à préserver l'unité du parti, tant le sort de Jacob Zuma divise l'ANC. ( POUR LIRE PLUS)**

### **ZUMA still has influence in the ANC despite court battle : Analyst**

<https://www.sabcnews.com/sabcnews/zuma-still-has-influence-in-the-anc-despite-court-battle-analyst/>

17 May 2021, 10:20 PM | SABC | Political Analyst Xolani Dube says former President Jacob Zuma remains the heart of the African National Congress (ANC), despite the court battle that he is facing. Zuma appeared before the Pietermaritzburg High Court on Monday. Zuma and French company Thales, face fraud, corruption, racketeering, and money laundering charges in connection with the 1999 multi-billion rand arms deal.

Dube says Zuma still has a lot of influence in the ANC.

“Even post his term, he still remains the magnet. I can say to a certain extent he is still the heart of the ANC. It was not by mistake that everything that happens around the fall of the ANC, JZ (Jacob Zuma) was supposed to be at the centre,” says Dube.

He says the ANC has made Jacob Zuma “its soul”.

“If this soul by the name of Jacob Zuma in the ANC betrays his own organisation, that will be the end of the ANC,” Dube says.

Some ANC leaders including the suspended Secretary-General, Ace Magashule, and the suspended former North West Premier, Supra Mahumapelo, attended the court proceedings.

Zuma’s supporters also arrived at the High Court singing struggle songs.

According to Dube, the former President is a well-vested leader and has a huge decision to make as to whether to expose further corruption within the party or not.

“I do not think that he is a dying horse, these are not his last kicks. Jacob Zuma understands very well the power metrics in our country and, remember, this is the person who has been an integral part of all the negotiations in the country, meaning that he knows all the secrets, in relation to the power structure – the power design in our country. So, we can’t simply say he is a dying horse,” says Dube.

Dube foresees a serious power transition after the trial.

“I think that the ANC is a blind organisation, it is an organisation that is lacking foresight. In our country we had colonisation, we had apartheid and we had what we call, in 1994, an evil edit transition. These stages earmarked the power transition in our country. And again if you look at this case, in 2005, it tried to tilt the power transition in our country, but to a certain extent it became a failed project and now it is back. I can assure you that post this case there will be a serious power transition in our country, and that power transition will be at the expense of the ANC,” says Dube.

## **Ramaphosa appears – finally – to have his grip on ANC**

<https://www.moneyweb.co.za/news/south-africa/ramaphosa-appears-finally-to-have-his-grip-on-south-africas-ruling-anc/>

The party has reached a tipping point. By Mashupye Herbert Maserumule 16 May 2021 | If the outcomes of the most recent meeting of the national executive committee (NEC) of South Africa's governing party, the African National Congress (ANC), are anything to go by, the party has reached a tipping point.

As he was giving an update of the NEC meeting, ANC president Cyril Ramaphosa's demeanour appeared to be that of a leader in charge, sending his secretary-general Ace Magashule packing, and giving him the executive committee's ultimatum to apologise for his vindictive behaviour. The NEC is the ANC's highest governing structure in between its five-yearly national conferences.

Magashule, who has been suspended by the party because he has been charged with fraud and corruption, defiantly ignored his suspension and retaliated by in turn "suspending" Ramaphosa.

In other words, he dared the president, but at his own peril. Ramaphosa is a formidable adversary. Based on his experience of their encounters during the negotiations for the new South Africa, FW de Klerk, the last apartheid-era president of South Africa, warned that Ramaphosa's.

This is what Ramaphosa, with the support of the NEC, has done to Magashule and his allies. He read them the riot act for disobedience. This bodes well for the ANC's renewal project. This entails ridding the ANC of corruption, rebuilding public trust in it and ensuring it delivers on its obligations as a government.

According to Ramaphosa, all this is essential if the ANC is to win public trust and be a force for good in society.

Finally, Ramaphosa, who was elected president of the party in December 2017 on a slim margin, has his grip on the ANC.

Ramaphosa is set to go down in the annals of history as an ANC president who presided over a tumultuous epoch in the party's evolution.

He faced opposition from within the party ahead of his election, and his slim victory margin emboldened those who had opposed him. Magashule pointedly took a jab at Ramaphosa shortly after the election: it's just a matter of five years, comrades. The conference happens every five years, so let's work hard.

Here, Magashule was mobilising his allies to start working on ensuring that, in the next elective conference in 2022, Ramaphosa is voted out of office.

This marked a fissure between the president and secretary-general, which found resonance in the motley crew elected to the leadership of the ANC in December 2017. The scene for internecine contestations was set.

Magashule is allied to Ramaphosa's nemesis, former party president Jacob Zuma. Their faction within the ANC has fashioned itself as the true custodians of the aspirations of South Africa's still

economically weak black majority. They call themselves “radical economic transformation forces” fighting against the domination of the economy by the minority white population (white monopoly capital), of which Ramaphosa is supposedly a lackey.

Magashule’s fierce opposition was part of his ongoing strategy of establishing a party within the party, from his powerful position.

This was a cardinal sin – and called for excommunication. But Magashule only got a rap over the knuckles. Instead of nipping it in the bud Ramaphosa pursued the elusive illusion of unity. This spawned mollycoddling, impunity and faustian pacts.

Ramaphosa was made to look meek, to the extent that many started to ask whether the centre was holding.

The ANC became a platform for free-for-all, where squabbling over access to and control of public resources became a political preoccupation, with Magashule becoming a leading character working tirelessly to eviscerate Ramaphosa. The contestation was not ideologically driven. It was driven by greed.

By not acting earlier against Magashule, Ramaphosa’s leadership unwittingly became complicit in creating its own challenges. What appears to have broken the camel’s back were Magashule’s increasing infractions, his frequent contradictions of the president’s public statements, especially on matters related to state capture and corruption.

Ramaphosa eventually mustered the courage – and the support in the party – to suspend Magashule and gag his media gibberish.

Is the ANC out of the woods? Unfortunately, not by a long shot.

Can the ship be turned?

Former party leader and president of the country Thabo Mbeki asked a vexing question after the NEC meeting that sealed Magashule’s fate:

Do we still have any organisation called the ANC?

The question is a profound one – not because of its literal poignancy, but for its figurative meaning. The moral heritage of the ANC has gone awry. The question for Ramaphosa is, how is his leadership going to bring this back to course?

It is disingenuous of Magashule’s allies to say the ANC is collapsing, but fudge the reasons for this with insinuations that ascribe developments to his suspension, instead of focusing on why he was suspended.

The party had increasingly become a haven for self-preservation rather than, as the governing party, the custodian of public interest. Accountability was met with short shrift and incendiary rhetoric to subvert justice. This included the ANC’s “step aside resolution”, which was taken at its 2017 national conference. The NEC’s guidelines for its implementation state that its members who are charged with serious crime should voluntarily step down, and if they fail to do so, should be suspended.

The moral indiscretion of some of its leaders has hollowed out any rectitude in the party. Its image in society is ruined. It is because of this that, as its leader, Ramaphosa’s job is cut out.

To turn things around, he requires taking on the best characteristics of former ANC leaders. The political savvy of Oliver Tambo, who kept the movement together for over three decades in exile; the reconciliatory benevolence of Nelson Mandela, who led it from 1991 to 1997; the wit of Thabo Mbeki, 1997 to 2007; and the calmness of Kgalema Motlanthe, party deputy president from 2007 to 2012; coupled with a bit of democratic dictatorship. The Conversation

Mashupye Herbert Maserumule, Professor of Public Affairs, Tshwane University of Technology

### **These are the ANC bigwigs who came out to support Zuma in his corruption case**

<https://citizen.co.za/news/south-africa/courts/2492394/anc-bigwigs-supporting-zuma-in-his-corruption-case/>

Suspended ANC secretary-general Ace Magashule was chief among those who attended court proceedings. As Jacob Zuma made his appearance in the High Court in Pietermaritzburg on Monday for his arms deal corruption case, several senior ANC leaders and supporters of the former president showed up in their numbers to stand with him.

Suspended ANC secretary-general Ace Magashule and KwaZulu-Natal Premier and ANC chair Sihle Zikalala were chief among those who attended court proceedings in their individual capacities.

The trial was postponed to 26 May 2021 after Zuma's previous lawyers, Mabuza Attorneys, withdrew their legal services.

Although some of Zuma's supporters were not clad in ANC regalia as ordered by the party's national executive committee (NEC) in 2018, others defied the party's highest decision-making body and wore their ANC regalia in support of Zuma.

One of his notable supporters who Zuma would have wanted by his side in court on Monday is ANC stalwart Meshack Radebe, who died in February after a short illness.

Radebe was Zuma's close ally and often supported him in his legal woes.

The appearance of the ANC's bigwigs also comes as the party grapples with its step aside resolution that requires all party members facing criminal cases to step-aside pending the finalisation of their cases.

Magashule, who is charged with corruption in the Free State, last week took the ANC to court for suspending him and wants the High Court in Johannesburg to overturn his suspension. He also wants the court to confirm his counter-suspension of ANC president Cyril Ramaphosa.

He wrote a letter ordering Ramaphosa to step down as president over allegations of vote buying during his CR17 ANC presidential campaign in 2017. However, this has been dismissed by the ANC saying Magashule had no mandate or authority to suspend its president.

These are the high profile figures who are supporting Zuma in his corruption case:

Suspended ANC secretary-general Ace Magashule

Zuma's son Duduzane Zuma

KwaZulu-Natal ANC chair Sihle Zikalala

ANC KwaZulu-Natal secretary Mdumiseni Ntuli

ANC MP Bongani Bongo

MKMVA spokesman Carl Niehaus

Former North West premier Supra Mahumapelo

ANC NEC member Tony Yengeni

Zuma and his co-accused French arms dealer Thales are on trial over the controversial multibillion-rand arms deal struck back when Zuma was KZN's MEC for Economic Development, in the 1990s.

He is facing 16 counts – including fraud, corruption, money laundering and racketeering – while Thales is facing four counts.

Zuma's new legal team led by Advocate Thabani Masuku also told the court it plans to apply for prosecutor Billy Downer's recusal from the case.

The application is expected to be lodged on Wednesday.

### **Mbeki 'fuels' Magashule's rebellion against ANC leadership**

<https://citizen.co.za/news/south-africa/politics/2487016/mbeki-fuels-magashules-rebellion-against-anc-leadership/>

Mbeki's concerns were likely to materialise due to some members within the party being 'resolute' about not dealing with corruption. As Ace Magashule and his supporters continued their open rebellion this weekend against the ANC leadership of President Cyril Ramaphosa, former president Thabo Mbeki may have unwittingly given legitimacy to the revolt. He is said to have warned the ANC to prepare for a split due to "irreconcilable ideological differences" during the party's national executive committee meeting on Saturday. According to the Sunday Times, his remarks were in response to Tony Yengeni, who pointed out that irreconcilable policy differences existed within the ruling party. ( READ MORE )

\*\*\*\*\*

**Afrique du Sud / Covid-19 : 2 073 nouvelles contaminations et 46 décès au cours des dernières 24 heures**

<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/afrique-du-sud-covid-19-2-073-nouvelles-contaminations-et-46-d%C3%A9c%C3%A8s-au-cours-des-derni%C3%A8res-24-heures/2231388>

- Le pays compte le plus lourd bilan de contaminations et de décès du continent africain | Hassan Isilow | 06.05.2021 --- L'Afrique du Sud a enregistré 2 073 contaminations par le coronavirus au cours des dernières 24 heures, pour atteindre un bilan de plus de 1,58 million de cas, a déclaré, mercredi en fin de journée, le ministre de la Santé du pays.

"46 décès liés à la Covid-19 ont été signalés aujourd'hui, ce qui porte le bilan total des victimes à 54 557 morts", a déclaré Zweli Mkhize dans son compte rendu quotidien.

Le ministre a présenté ses condoléances aux familles des défunts au nom du gouvernement et a remercié les professionnels de la santé qui ont pris en charge les patients décédés.

Mkhize a déclaré que plus de 10 millions de tests de dépistage de la Covid-19 ont été effectués depuis que le virus a été détecté dans le pays en mars dernier.

Les résultats cumulés font état de 1,51 million de personnes rétablies, ce qui représente un taux de guérison de 95 %.

-Vigilance élevée concernant la variante indienne du virus

Mkhize a déclaré plus tôt dans la journée de mercredi que le pays était placé en état d'alerte concernant la variante de la Covid-19 qui sévit en Inde.

"Nous avons pris note de la grande inquiétude exprimée par les Sud-Africains au sujet de la possible entrée récente de variantes dangereuses", a-t-il déclaré dans un communiqué.

Il a ajouté que le gouvernement partageait cette inquiétude mais a assuré à la population que son pays était très compétent et qu'il savait comment faire face à la menace d'une nouvelle variante.

"Nos équipes restent en état d'alerte pour surveiller, détecter et contenir la propagation de la Covid-19 en général, avec une vigilance accrue à l'égard des voyageurs en provenance de pays où prédominent les variantes concernées", a déclaré le ministre.

Sa déclaration est intervenue après que des établissements sanitaires privés aient confirmé qu'un patient ayant récemment voyagé en Inde avait été testé positif à la Covid-19, mais que la variante dont il était porteur n'avait pas encore été identifiée.

Le ministre de la Santé a mis en garde la population contre la méfiance, voire la rhétorique raciste, à l'égard des personnes originaires de pays où des variantes préoccupantes sont observées.

"Nous confirmons que le variant B.1.617, qui est très largement répandu en Inde, n'a pas été détecté. Cependant, les unités spécialisées dans les analyses génomiques étudient actuellement certains échantillons et nous devons patienter jusqu'à ce que le séquençage soit terminé avant d'obtenir une réponse", a-t-il déclaré.

\*\*\*\*\*

**Namibia, S.Africa condemn Israeli violence against Palestinians**

<https://www.aa.com.tr/en/africa/namibia-safrica-condemn-israeli-violence-against-palestinians/2237003>

Countries express support for Palestinian struggle | Hassan Isilow | 11.05.2021 | JOHANNESBURG - South Africa and Namibia have condemned recent clashes at Al-Aqsa Mosque, where Israeli soldiers attacked Palestinian worshipers while praying at Islam's third holiest site.

South Africa's ruling African National Congress (ANC) party said in a statement (on the weekend) it condemns the determination of the Israeli regime to evict Palestinians from their homes in Sheikh Al-Jarrah, East Jerusalem.

"This development must not be seen in isolation. It is part of a well-coordinated and elaborate agenda by apartheid Israel to enrich its illegal occupation of Palestinian lands and to render the people of Palestine landless in their own land," Africa's oldest liberation movement which fought apartheid in South Africa said.

Palestinians in Jerusalem in recent days have protested in solidarity with the residents of the Sheikh Jarrah neighborhood amid attacks by Israeli police.

The crisis stems from a ruling by the Israeli Central Court in East Jerusalem, which approved a decision to evict seven Palestinian families from their homes in the neighborhood in favor of Israeli settlers at the beginning of this year.

Israeli police attempted to disperse worshippers inside the Al-Aqsa Mosque compound Friday evening using stun grenades and tear gas. Hundreds of Palestinians were injured in the attacks, which have been condemned worldwide.

Al-Aqsa Mosque is Islam's third-holiest site. Jews call the area the "Temple Mount," claiming it was the site of two Jewish temples in ancient times.

Namibia expresses concern

The Namibian government said it noted with concern the rising tensions in East Jerusalem over the possible eviction of Palestinian families.

"Namibia expresses concern about the possible evictions and condemns the violence exercised by the Israeli police during the past days against Palestinian demonstrators and the storming of the Al-Aqsa Mosque, assaulting peaceful worshippers," Namibia's Ministry of International Relations said in a statement.

The Southern African country also called on Israeli forces to immediately stop acts of violence against Palestinians, reaffirming their support for the struggle of the Palestinian people.

Meanwhile, South Africa's Department of International Relations and Cooperation (DIRCO) also retaliated the ANC's position in a different statement saying, "The South African government strongly condemns the attacks and the planned evictions of Palestinians from annexed East Jerusalem to make way for an Israeli settlement."



South Africa said Israel's actions are in stark violation of international law, also a disregard of international humanitarian law and UN Security Council Resolutions, including Resolutions 446 (1979) and 2334 (2016).

"The latter Resolution explicitly calls for an end to the Israeli occupation that began in 1967 and the fulfillment of the rights of the Palestinian people, including to self-determination and independence," the statement said.

"It is perplexing that during these unprecedented times, as the international community addresses the global challenge of the COVID-19 pandemic. Israel is exploiting the situation to advance its de facto annexation of Palestinian land."

Several protests have been planned for Tuesday across South Africa to condemn Israeli violence and show solidarity with Palestine. ( READ MORE )

## MOZAMBIQUE :

### **Jiangxi developer building homes in southern Mozambique**

<https://macauhub.com.mo/2021/05/14/20210514003/>

State-owned China Jiangxi Corporation for Economic & Technical Cooperation Co. Ltd (CJIC) has started construction of a mixed-use development in Mutanhane, just north of Maputo, Jornal Visão reports.

The Mozambican newspaper says CJIC will spend US\$250 million on building 500 homes on a 50 hectare site.

The newspaper quotes an executive of CJIC, Li Changchun, as saying when Governor Júlio Parruque of Maputo visited the site on Tuesday that the developer will build 100 homes in the first phase of construction.

The report quotes Mr Parruque as calling for CJIC to employ local workers, and as expressing the hope that the project will lead to broader cooperation by Mozambique and the southeastern Chinese province of Jiangxi.

(Source) Permanent Secretariat to the Forum for Economic and Trade Co-operation between China and Portuguese-speaking Countries (Macao):

<https://www.forumchinaplp.org.mo/jiangxi-developer-building-homes-in-southern-mozambique/>

## **Rice harvest on CR20 farm in Mozambique hits 10,000 tonnes**

<https://macauhub.com.mo/2021/05/05/20210505001/>

The Mozambican subsidiary of Chinese state-owned China Railway 20 Bureau Group Corp. (CR20) has harvested 10,000 tonnes of rice from its Xai-Xai farm in southern Mozambique, taking the fourth crop of the season, the Shaanxi.cnwest.com website says.

The farm expects to harvest 16,000 tonnes of rice in all from 2,400 hectares, despite disruption caused by the COVID-19 pandemic, according to a report carried by the Chinese website last week.

The report says the rice harvested helped ensure Mozambicans had enough to eat, by meeting demand that had been hard to satisfy because of the constriction of supply due to the pandemic making transport difficult.

The farm has post-harvest facilities for processing rice, raises livestock, grows vegetables in greenhouses and has a brewery, the report says.

The farm has created jobs for Mozambican farm workers and raised their incomes, the Shaanxi.cnwest.com website says.

(Source) Permanent Secretariat to the Forum for Economic and Trade Co-operation between China and Portuguese-speaking Countries (Macao):

<https://www.forumchinapl.org.mo/rice-harvest-on-cr20-farm-in-mozambique-hits-10000-tonnes/>

## **Hunan dealer to sell Mozambique 2,000 tonnes of sesame seed**

<https://macauhub.com.mo/2021/04/29/20210429002/>

Chinese commodities trader Hunan Gaoqiao Grand Market Co. Ltd has struck deals to sell 2,000 tonnes of sesame seed to Mozambique, and 500 tonnes of dried ginger to Nigeria, The Paper website reports.

The Chinese state-owned website says the deals were signed on Monday during the half-yearly meeting of people concerned with the China (Hunan) Pilot Free Trade Zone in Changsha, in the central Chinese province of Hunan.

The report, citing the managers of the zone, says the value of its exports was RMB6.94 million (about US\$1.07 million) between its opening last September and the end of last year.

The China-Africa Economic and Trade Cooperation Promotion and Innovation Demonstration Park is in the zone, the report says.

Enterprises in the zone recently struck deals with South African businesses to import food and minerals, and export other commodities such as construction materials, The Paper website says.

(Source) Permanent Secretariat to the Forum for Economic and Trade Co-operation between China and Portuguese-speaking Countries (Macao):

<https://www.forumchinaplp.org.mo/hunan-dealer-to-sell-mozambique-2000-tonnes-of-sesame-seed/>

## **BOTSWANA :**

### **President Edgar Lungu thanks Vice-President, Inonge Wina**

<https://www.mwebantu.com/president-edgar-lungu-thanks-vice-president-inonge-wina/>

PRESIDENT Edgar Chagwa Lungu, has thanked the Vice-President Her Honour, Mrs Inonge Mutukwa Wina for services rendered to the country.

Mrs Wina will leave office after the August General elections. The following is the message by President Lungu on Mrs Wina:

I would like to thank Her Honour the Vice-President, Mrs Inonge Mutukwa Wina, for her wisdom and guidance since I appointed her as Vice-President of our Republic in 2015.

Mrs Wina's counsel to the Patriotic Front and Government, as Vice-President, has been immense. She has been a bedrock to rely on, and as she leaves office in August after the elections, what remains for me is to thank Her for her services to this country since we started our journey together.

Mrs Wina is a pride of all womenfolk and girls in our country being the first female Vice-President of this great country.

We shall continue seeking her advice and counsel even after she has left office. Thank you so much Madam Vice-President.

This is according to a press statement issued by Special Assistant to the President for Press and Public Relations, Isaac Chipampe.

## **NAMIBIA :**

### **Turkish charity gives food aid to needy Namibian families**

<https://www.aa.com.tr/en/turkey/turkish-charity-gives-food-aid-to-needy-namibian-families/2232901>

Turkish Cooperation and Coordination Agency distributes food packages to 350 families during Muslim holy month of Ramadan | Muhammet Tarhan | 07.05.2021 - Turkey's state-run aid agency Friday distributed food packages to 450 needy Namibian families as part of a special campaign launched during the holy month of Ramadan.

The food packages were distributed in the capital Windhoek as well as Okahandja, Groot Aub, Osire Refugee Camp, Keetmanshop and Kunene regions of the South African nation, the Turkish Cooperation and Coordination Agency (TIKA) said in a statement.

The aid includes basic food items such as flour, sugar and salt to meet their needs for a month, as well as hygiene materials.

Speaking at a ceremony held before distribution, Berin Makbule Tulun, Turkey's ambassador to Windhoek, said that Ramadan is a month of unity and solidarity, and that the aid provided in difficult times should be considered as a part of Turkish culture.

## **ZIMBABWE :**

### **Zimbabwe commemorates 41st Independence Day**

<https://www.aa.com.tr/en/africa/zimbabwe-commemorates-41st-independence-day/2212498>

Southern African country gained independence on April 18, 1980 | Felix Tih | 18.04.2021 | Zimbabwe commemorated its 41st Independence Day on Sunday with low key celebrations amid the coronavirus pandemic.

Most activities will be held virtually in accordance with COVID-19 prevention measures.

Formerly known as Rhodesia, the southern African country gained independence as Zimbabwe on April 18, 1980 from Britain.

"Happy Independence Day Zimbabwe. 41 years ago, our great nation broke free from colonial rule," President Emmerson Mnangagwa tweeted on Sunday.

"Today we come together not only to honour our past, but to celebrate our future. I have no doubt that through the genius and passion of our people, Zimbabwe shall rise once again!" he added.

Zimbabwe's envoy to Ankara Alfred Mutiwazuka said in a statement to Anadolu Agency: "As we celebrate 41 years of our independence, I wish to take this opportunity and call on Turkey's business people and companies to invest in the following sectors; energy, mining, health, tourism, agriculture, financial services, construction of shopping malls and other high-end properties, housing, office complex and major highways."

He said Zimbabwe stands to benefit from the experiences of Turkey which adopted in the early 2000s an economic concept that culminated in phenomenal economic growth averaging 5% per year.

"The Turkish model of economic partnerships is based on genuine technology and skills transfer. Zimbabwe is now focusing on Turkey because we know your love for Africa as Turkish people," he added.

He also thanked President Mnangagwa and Turkish President Recep Tayyip Erdogan for giving impetus to the two countries' bilateral relations.

\*\*\*\*\*

### **Squeaky-bum time for Mnangagwa**

<https://www.thezimbabwemail.com/main/suqueaky-bum-time-for-mnangagwa/>

HARARE – Zimbabwe President Emmerson Mnangagwa's government has accused the judiciary of being captured by foreign forces after the High Court ruled that attempts to extend the tenure of the chief justice by five years were illegal.

President Mnangagwa used new controversial constitutional amendments to extend Chief Justice Luke Malaba's term, which was to end on Friday after he turned 70 years old.

Three judges of the High Court ruled on Saturday that the country's top judge ceased to be a judge because the constitutional amendments that gave President Mnangagwa the power to appoint senior judges did not apply to incumbents.

Justice minister Ziyambi Ziyambi shot back immediately, saying the ruling was "a typical case of overreach and as a government we cannot accept that".

"I want to make it clear today that we do not accept the decision of the High Court," Mr Ziyambi said.

"We have a serious situation of a judiciary that has been captured by foreign forces in this country. We are going to exercise our right in terms of the law and file an appeal against this baseless and meaningless decision of the High Court." ( READ MORE )

### **Mnangagwa wants Mugabe exhumed over 'mysterious tsvimbo', nephew claims**

<https://www.thezimbabwemail.com/politics/mnangagwa-wants-mugabe-exhumed-over-mysterious-tsvimbo-nephew-claims/>

HARARE – President Emmerson Mnangagwa is behind a bizarre push to exhume the remains of Robert Mugabe in the vain belief that his predecessor was buried with a mystic scepter, or "tsvimbo yaMambo" in the Shona language, that would give him commanding authority as a leader, Mugabe's exiled nephew Patrick Zhuwawo has sensationally claimed.

A village chief sent tongues wagging across Zimbabwe and beyond on Tuesday after summoning Mugabe's widow Grace to a village court on accusations of violating tradition by burying the late former president inside of his rural homestead and ordering his exhumation for reburial at a family gravesite.

Chief Zvimba ordered the former first lady – who is unwell and seeking medical treatment outside the country – to appear next Thursday.

“You are facing charges of burying the late Robert Gabriel Mugabe at his homestead. This is unheard of in Chief Zvimba's area. I want you to rebury the late president in accordance with our traditions and in Zvimba at a place designated by the family and his late mother,” the chief said in his summons.

The summons, allegedly served by an officer from Mnangagwa's office, riled Mugabe's family with Zhuwawo charging that “this is happening because of a political agenda that Emmerson Mnangagwa wants to put forward.”

“He knows very well that Amai Mugabe is not well, she is out of the country, he knows that she is receiving treatment. He knows very well that she will not be able to attend and yet he sent one of his officers to be the head of the delegation that went to deliver the summons to someone that they know very, very well, will not be available,” Zhuwawo told the SABC on Wednesday from South Africa, where he sought refuge following the 2017 military coup that toppled Mugabe.

He alleged that “the reason Emmerson Mnangagwa wants to exhume the mortal remains of president Mugabe is because he has been looking for what is referred to as tsvimbo yaMambo/[induku yeNkosi], which is really the scepter that he believes will give him the authority to be the leader of Zimbabwe.”

## ZAMBIA :

### **Zambia, Botswana inaugurate \$260M joint bridge**

<https://www.aa.com.tr/en/africa/zambia-botswana-inaugurate-260m-joint-bridge/2236002>

Kazungula Bridge to facilitate trade in entire southern African region | James Kunda | 10.05.2021 | LUSAKA, Zambia | Zambia and Botswana Monday inaugurated a newly-built bridge linking the two countries to boost bilateral and regional trade.

The \$260 million Kazungula Bridge jointly commissioned by Zambian President Edgar Lungu and his Botswana counterpart Mokgweetsi Masisi also comes with a one stop border infrastructure to facilitate trade between the two countries and the entire southern African region.

Lungu said the bridge was a monumental effort linking Zambia internally and externally to ease the movement of goods and services.

“I have held talks with my counterpart in Botswana that this project must run daily up to 22 hours as soon as possible and you the technocrats must not play ping-pong with us after making these public pronouncements,” Lungu said at Kazungula, south of the country Monday.

Masisi said his country regarded Zambia as a key strategic partner in development, adding the iconic project was a demonstration of the continued growing relations.

He said the route was historic as it was used as a safe exit during the struggle for independence.

The event was also witnessed by African Union (AU) Chairperson and Democratic Republic of Congo (DRC) President Felix Tshisekedi.

Zambia and the DRC are in the process of putting up a similar facility on their border.

Other dignitaries to witness the event were Southern African Development Community (SADC) Chairperson and Mozambique President Filipe Nyusi and Zimbabwean President Emmerson Mnangagwa.

Also present were Namibia Vice-President Nangolo Mbumba and Eswatini Acting Prime Minister Themba Masuku.

Tshisekedi said the project was in tandem with the AU goals and priority areas for Agenda 2063 which called for a prosperous Africa, based on inclusive growth and sustainable development.

Nyusi added that the project was in line with the SADC infrastructure development master plan.

Mnangagwa congratulated Botswana and Zambia for a milestone project, reiterating that his country will also join the project.

Lungu and Masisi also separately opened the one-stop border facilities on either side of their countries.

The 923-meter long rail and road bridge in Kazungula is a bilateral project between Zambia and Botswana, co-financed by the two governments.

The bridge across the Zambezi River is expected to boost trade and commerce between the two countries and increase economic activities and prospects of other countries in the SADC region such as Zimbabwe, Malawi, Namibia, DRC and Mozambique.

\*\*\*\*\*

## **Electoral campaign kicks off in Zambia**

<https://www.aa.com.tr/en/africa/electoral-campaign-kicks-off-in-zambia/2238812>

LUSAKA, Zambia - 19 candidates including incumbent Edgar Lungu are in fray for presidential polls scheduled on Aug. 12 | James Kunda | 12.05.2021 | Electoral campaigns took off in the southern African country of Zambia on Wednesday in the run-up to elect the president and national assembly scheduled on Aug. 12.

A total of 19 candidates including incumbent Edgar Lungu are planning to contest presidential polls. They have paid a participation fee of 95,000 Zambian kwacha (\$4245) to the Electoral Commission of Zambia (ECZ).

Lungu is expected to file his nomination in the capital Lusaka next week amidst speculation about his eligibility.

He assumed office after winning the by-election in 2015 after the death of incumbent Michael Sata in 2014. Some legal experts say he has held office twice and as per constitutional provisions, he is not illegible to contest election a third time.

But his supporters say the Zambian constitution stipulates that a full term of office must run for three to five years and Lungu has only served a year and a half before the 2016 general elections.

The constitutional court has ruled that Lungu can run again and his party the Patriotic Front (PF) has allotted him an adoption certificate to declare him the preferred candidate to contest on the party ticket.

Offering Lungu stiff competition is Hakainde Hichilema, leader of the country's biggest opposition political party the United Party for National Development (UPND).

He has unsuccessfully contested the presidential elections five times. He is now expected to unseat the ruling party after stitching the alliance with other political parties.

He has aligned with former Finance Minister Felix Mutati who is now a leader for the Movement for Democratic Change (MDC) and a former associate of the president, who is now challenging Lungu's eligibility.

The ruling party says it is unfazed by the opposition alliance. The party Secretary General Davies Mwila claimed that Lungu has done enough for Zambians to get re-elected.

The electoral commission met political stakeholders in Lusaka on Monday and its Chairman Esau Chulu urged for peaceful and non-violent campaigns.

Chulu also reminded politicians to minimize large crowd gatherings during campaign meetings due to the COVID-19 pandemic.

Lungu is expected to dissolve parliament soon, a move which will also cause his ministers to vacate office and provide a level playing field in the campaign. He will himself, however, remain in office as per constitutional requirements until the new president is elected.

## **MALAWI :**

### **Tobacco giants aim to strike out claims by Malawi farmers**

<https://malawi24.com/2021/05/19/tobacco-giants-aim-to-strike-out-claims-by-malawi-farmers/>



Tobacco company giants, British American Tobacco and Imperial, want a court in the United Kingdom to throw out a case in which the tobacco companies are accused of exploiting Malawian farmers and their children.

The BAT and Imperial application to have the farmers' legal claim struck out by the High Court will be heard in the United Kingdom by Mr Justice Martin Spencer over two days from Wednesday 19 May to Thursday 20 May 2021.

The claim against British American Tobacco (BAT), Imperial Brands and their subsidiaries, was filed in the High Court in London in December 2020.

Several thousand of Malawi's poorest tenant tobacco farmers, their wives, children and other family members allege that the tobacco companies are liable in negligence and have been unjustly enriched because the companies' actions, for the sake of maximising profits, have resulted over many years in their systemic exploitation.

The farmers, who are being represented by law firm Leigh Day, say BAT and Imperial facilitate unlawful and dangerous conditions, in which they, having been trafficked from their villages, have to build their own homes, live on a daily small portion of maize, work 6am to midnight seven days a week, and have to borrow money to be able to feed their families throughout the season.

According to Leigh Day, the tobacco firms know, or ought to know, that the farmers have no choice but to make their own children work from the age of three just to achieve the output needed to secure a marketable harvest.

The law firm say conditions of work amount to child labour, forced labour, unlawful compulsory labour and exploitation under Malawian law. They also breach the UK Modern Slavery Act, Article 14 of the ECHR and the International Labour Organisation's Worst Forms of Child Labour and Forced Labour Conventions.

BAT and Imperial argue that the impoverished farmers do not have any basis for alleging that any of them grew tobacco that the companies purchased.

However, the companies have persistently refused to release information to Leigh Day about how they can be clear that Malawian tobacco is not sourced from the farmers involved in the claim.

Leigh Day senior partner, Martyn Day, said:

"The heart of the claim is that two of the largest tobacco companies in the world cynically exploited impoverished tobacco farmers from Malawi and their children. It is hardly surprising therefore that those companies are at the High Court trying to block the claims getting to a full trial. Fortunately, the two Defendant companies are based here in Britain giving our courts jurisdiction to adjudicate these claims. I am optimistic the Judge will see this manoeuvre for what it is and allow the claims to progress toward a full trial."

\*\*\*\*\*

**Only MCP supporters accessing NEEF loans – Nankhumwa**

<https://malawi24.com/2021/05/18/only-mcp-supporters-accessing-neef-loans-nankhumwa/>

Leader of Opposition Kondwani Nankhumwa says loans through the National Economic Empowerment Fund (NEEF) are being given to Malawi Congress Party (MCP) supporters only.

Nankhumwa was speaking in Parliament this afternoon where he delivered his response to state of the nation address.

He noted that President Lazarus Chakwera promised youths that they will get loans from a 70 billion basket to be distributed through the National Economic Empowerment Fund (NEEF).

According to Nankhumwa, while Chakwera claims that the youth are being given loans, young people are complaining that they cannot access the loans.

The Leader of Opposition said the chaotic loan disbursement at NEEF arising mainly from competing priorities among Tonse Alliance partners coupled with the Covid-19 pandemic has dashed all hopes that the youths had that this Tonse Alliance government would bail them out of abject poverty.

“The President submitted that his government is currently rolling out these loans, but I can challenge anyone here to take a brief walk on the streets and ask how many people have accessed these loans. You would be shocked with the stories from the angry people as only those that support the Malawi Congress Party (MCP) are able to get the loans,” said Nankhumwa.

He added: “The youth, who make up 70 percent of the population, are interested to know if they would indeed get a fair share of these loans as promised. They want to know what is happening to this solemn promise almost a year down the road.”

Nankhumwa also demanded the Tonse Alliance to implement promises such as free electricity and water connections; cheap cement; affordable passports; and duty-free week for businesses, among others.

Nankhumwa then expressed concern over rising prices of commodities since the Tonse Alliance came into power. According to Nankhumwa, prices of sugar, salt, matches, cooking oil and bicycle tyres have gone up.

“The government has increased the price of fuel twice within a short time. These fuel adjustments have had adverse effects on Malawians as prices of basic commodities and transport costs have sharply increased in response,” he said

The Leader of Opposition also faulted Chakwera for expecting that the growth of Malawi’s economy will rest on the shoulders of the Affordable Inputs Programme (AIP) success story.

He said: “I would like to submit that AIP in its current form is not our answer to our inconsistent food security situation, because we are still vulnerable to weather and other extreme effects of climate change. The President should have said more about the steps that are being taken on commercial agriculture and irrigation as outlined in their party manifesto. Or have they been abandoned?”

**ANGOLA :**

## **Le Chef de l'État angolais participe au sommet sur l'économie africaine**

<https://www.angop.ao/fr/noticias/politica/chefe-de-estado-angolano-no-debate-sobre-economia-africana/>

Paris - Le Chef de l'Etat angolais, João Lourenço, va participer mardi en compagnie de ses homologues africains, au sommet sur l'économie du continent, qui se déroule dans la capitale française, à Paris.

La rencontre, sous l'initiative du Gouvernement français, rassemble, au Grand Palais Éphémère-Champ de Mars, des dizaines de dirigeants africains pour débattre de la relance de la croissance des économies des pays africains, basée sur l'implication de partenaires internationaux et la création d'une série de soutien massif.

Lors du lancement du sommet, les conseillers pour l'Afrique du président français, Emmanuel Macron, ont avancé que la réunion visait approfondir deux lignes d'aide.

Le premier concerne la création d'un ensemble de soutien massif pour le continent pour surmonter l'impact de la pandémie de Covid-19.

Le second vise à jeter les bases d'un nouveau cycle de croissance, qui profitera aux peuples africains, mais qui peut aussi être un moteur pour l'ensemble de l'économie mondiale.

L'ordre du jour du sommet, auquel ANGOP a eu accès, indique que l'événement se déroulera en deux sessions, toutes dans l'après-midi.

Le premier est réservé au "Financement extérieur et traitement de la dette" et le second au "secteur privé africain, réformes et infrastructures".

Dans les sessions, qui seront interactives, les participants auront droit à trois minutes par intervention.

Le sommet se termine par une conférence de presse donnée par le Chef de l'Etat français, Emmanuel Macron, en présence du président en exercice de l'Union africaine, Félix Tshisekedi.

## **Sommet sur l'économie africaine : Arrivée de João Lourenço à Paris**

<https://www.angop.ao/fr/noticias/politica/franca-joao-lourenco-desembarca-em-paris/>

Paris - Le chef de l'Etat angolais, João Lourenço, est arrivé à Paris dimanche soir, pour participer au sommet sur l'économie de l'Afrique.

À l'aéroport Charles de Gaulle, le Président de la République, accompagné de la Première Dame, Ana Dias Lourenço, a été reçu par des membres du gouvernement français et de l'ambassadeur d'Angola en France, João Miranda.

C'est la deuxième fois que le Président João Lourenço se rend en France, depuis le début de son mandat, en septembre 2017, le premier voyage ayant lieu en mai 2018.

La France a été le premier pays d'Europe à être visité par João Lourenço, après avoir assumé la Présidence de l'Angola.

Les relations diplomatiques entre l'Angola et la France remontent à février 1976 et, en 1982, les deux pays ont signé un accord général de coopération.

Sommet sur le financement des économies africaines

Le Sommet sur l'économie africaine, qui se tiendra mardi à l'initiative du gouvernement français, vise à attirer les investissements vers les secteurs public et privé africains afin de faire face à la hausse des taux d'intérêt, conséquence du Covid-19 dans le système économique mondial.

L'idée est de mettre en œuvre des moyens financiers pour relancer les économies des pays africains, car, malgré le fait que le continent ait été moins touché par la pandémie, la prévision est que son produit intérieur brut (PIB) recule de 2,1% cette année.

Selon les observateurs, les autorités françaises entendent, avec ce sommet, mobiliser une aide substantielle pour l'Afrique et jeter ses bases pour un nouveau cycle de croissance.

Une quinzaine de chefs d'État et de gouvernement africains, ainsi que des membres de l'Union africaine sont attendus à Paris pour prendre part au sommet.

Du côté européen, l'Italie, l'Espagne et le Portugal (qui prend la présidence tournante de l'Union européenne) devraient y participer, ainsi que des représentants de l'Union européenne.

\*\*\*\*\*

### **Zambia, Angola sign \$5B oil pipeline deal**

<https://www.aa.com.tr/en/africa/zambia-angola-sign-5b-oil-pipeline-deal/2225798>

Pipeline to transport petrol, diesel, kerosene and gas from Southern African nation of Angola to Zambia | James Kunda | 30.04.2021 | LUSAKA, Zambia, Zambia and Angola have signed a \$5 billion deal to build an oil pipeline between the two Southern Africa nations, Zambia's Embassy in Luanda announced Friday.

Lawrence Chalungumana, Zambia's ambassador to Angola, said the project will pave the way a pipeline to supply finished petroleum products from oil-rich Angola to his country.

He added: "This milestone agreement will bring to an end a more than 10-year old complex negotiation process that shall lead to cheaper fuel for Zambia."

The petroleum pipeline will be developed by the private sector with state-owned petroleum Angolan firm SANANGOL and the Zambia state company Industrial Development Corporation-IDC Zambia Ltd. as strategic equity partners.

At the signing ceremony in Luanda, the Zambian government was represented by Energy Minister Mathew Nkhuwa, with Angola represented by Petroleum Minister Diamantino Pedro Azevedo.

Once completed, the Zambia-Angola multi-product petroleum pipeline will transport petrol, diesel, kerosene, and gas.

The project also rekindles hope for the Zambian community to start purchasing gas at a lower price than the current kwacha 17.9 (\$0.81) per liter of petrol.

\*\*\*\*\*

### **L'Angola approuve le vaccin unidose russe Spoutnik Light**

<https://fr.sputniknews.com/afrique/202105121045588848-langola-approuve-le-vaccin-unidose-russe-spoutnik-light/>

L'Angola, qui a approuvé en mars l'utilisation du vaccin anti-Covid russe Spoutnik V, vient d'autoriser l'utilisation sur son territoire de sa version unidose, Spoutnik Light, selon le Fonds russe d'investissements directs.

Le Fonds russe d'investissements directs (RFPI) a informé ce mercredi 12 mai que les autorités angolaises avaient approuvé le vaccin russe Spoutnik Light pour la vaccination contre le Covid-19 dans ce pays africain.

«Le RFPI annonce l'enregistrement du vaccin russe unidose Spoutnik Light contre le coronavirus par le ministère de la Santé de la République d'Angola», fait savoir le communiqué. ( LIRE PLUS )

\*\*\*\*\*

### **L'Angola et le Rwanda analysent la coopération dans le domaine de l'éducation**

<https://www.angop.ao/fr/noticias/educacao/angola-e-ruanda-analisam-cooperacao-na-educacao/>

Luanda - Les ministres de l'Éducation d'Angola, Luísa Grilo, et du Rwanda, Valentine Uwamariya, ont évalué, par vidéoconférence, des aspects liés à l'échange d'expériences entre les deux pays, dans le domaine de l'éducation.

Les ministres, considérant qu'il existe des points de convergence dans les politiques éducatives des deux pays, prévoient de signer, prochainement, un protocole d'entente portant sur la formation des enseignants, la qualification des cadres, l'enseignement de la langue anglaise, ainsi que la dynamisation des projets qui encouragent les filles à étudier les sciences.

La ministre Luísa Grilo a déclaré qu'il était important de suivre les bons modèles d'éducation développés en Afrique, en citant le Rwanda comme un exemple.

Luísa Grilo espère établir un partenariat solide avec le Rwanda.

De son côté, la ministre du Rwanda, Valentine Uwamariya, a félicité l'adaptation rapide de l'éducation angolaise en raison de la pandémie, qui, en peu de temps, présente des télé-cours et des cours de radio, soulignant que l'avenir de l'éducation sera lié aux technologies d'information, pour dynamiser l'enseignement à distance.

L'ambassadeur du Rwanda en Angola, Gasamagera Wellars, les directeurs du Ministère de l'Éducation et le personnel consulaire des deux pays ont participé à la rencontre.

\*\*\*\*\*

### **L'Angola et l'Afrique du Sud analysent la coopération bilatérale**

<https://www.angop.ao/fr/noticias/politica/angola-e-africa-do-sul-analisam-cooperacao-em-paris/>

Paris - La coopération entre l'Angola et l'Afrique du Sud a été lundi, à Paris, en France, au centre de la rencontre entre le Chef de l'Etat angolais, João Lourenço, et son homologue sud-africain, Cyril Ramaphosa.

Les deux chefs d'État séjournent dans la capitale française pour participer mardi, au sommet sur l'économie de l'Afrique, une initiative du Gouvernement français, qui connaît la participation de l'Union africaine.

Lors de l'entretien de 35 minutes, les deux hommes ont passé en revue la situation politique, de paix et de sécurité en Afrique australe et centrale.

Les deux pays sont membres de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) et entretiennent d'excellentes relations de coopération dans les domaines politique, diplomatique, économique et culturel.

Ces dernières années, les deux États ont renforcé leurs relations bilatérales avec la signature de plusieurs accords commerciaux, qui incluent la coopération dans le secteur pétrolier et l'élimination des visas dans les passeports ordinaires.

L'Angola et l'Afrique du Sud sont les plus grandes économies et puissances militaires de la SADC, c'est pourquoi la responsabilité de l'intégration économique, de la préservation de la paix, de la sécurité et de la stabilité dans la région leur incombe.

**CABO VERDE / CAP VERT :**

## **Chinese-aided improvements to farming benefit Cabo Verdeans**

<https://macauhub.com.mo/2021/05/12/20210512004/>

An agricultural improvement scheme in Cabo Verde jointly undertaken by China and the UN Food and Agricultural Organization has benefited over 4,500 people there since it began in February, the People's Daily says.

The FAO-China South-South Cooperation Programme has contributed US\$1.5 million to the cost of the three-year scheme, according to a report in the Chinese Communist Party newspaper last Friday.

The report says the purpose of the scheme is to increase farm productivity, ensure Cabo Verde has enough food, alleviate poverty and create jobs, particularly for women and for young people of both sexes.

China has deployed seven instructors to help the Cabo Verdean Agriculture Ministry train Cabo Verdeans in pest control, livestock farming and the farming of seaweed, the report says.

The cooperative endeavour makes Cabo Verdean agriculture more resilient, the People's Daily quotes Cabo Verdean Agriculture Minister Gilberto Correia Carvalho Silva as saying.

(Source) Permanent Secretariat to the Forum for Economic and Trade Co-operation between China and Portuguese-speaking Countries (Macao):

<https://www.forumchinaplp.org.mo/chinese-aided-improvements-to-farming-benefit-cabo-verdeans/>

## **GUINEE-BISSAU :**

### **China to pay to replenish Guinean school canteen larders**

<https://macauhub.com.mo/2021/04/28/20210428002/>

China will give US\$2 million so Guinean school canteens can stock up with food, Lusa reports, citing Chinese Ambassador to Guinea-Bissau Guo Ce.

The money is a manifestation of Chinese cooperation with the UN Food and Agriculture Organization, intended to make the Guinean food supply more secure, the Portuguese news agency quotes Mr Guo as saying after talks with Guinean Prime Minister Nuno Gomes Nabiam last Friday.

Mr Guo said he and the prime minister had talked about the need for more Chinese corporate investment in Guinea-Bissau to help the country develop economically and socially.

They also discussed Sino-Guinean cooperative projects, including the highway connecting Osvaldo Vieira International Airport and Safim, Lusa quotes Mr Guo as saying.

(Source) Permanent Secretariat to the Forum for Economic and Trade Co-operation between China and Portuguese-speaking Countries (Macao):

<https://www.forumchinapl.org.mo/china-to-pay-to-replenish-guinean-school-canteen-larders/>



-----  
\*\*\*\* AFRIQUE DU NORD \*\*\*\*  
-----

**ALGERIE :**

### **France dismisses reports of tensions with Algeria**

<https://www.aa.com.tr/en/europe/france-dismisses-reports-of-tensions-with-algeria/2205633>

French premier's visit to Algeria called off due to COVID-19 crisis, says secretary of state for European affairs | Shweta Desai | 12.04.2021 - France on Sunday dismissed reports of tensions with Algeria after Prime Minister Jean Castex abruptly called off his visit to the North African country.

Castex was scheduled to visit Algeria on April 11 for a high-level Franco-Algerian intergovernmental committee meeting.

Appearing on the Grand Jury news program at the RTL/Le Figaro/LCI media, Clement Beaune, secretary of state for European affairs, said: "There are sometimes use of excessive words in Franco-Algerian relations."

He was referring to the recent statement by Algeria's Labor Minister El Hachemi Djaaboub, who declared France "our traditional and eternal enemy."

Beaune, however, claimed the cancellation of the high-level meeting is not related to tensions, but to the health crisis which prevented a large delegation of French officials from travelling to Algeria.

"We collectively preferred to postpone this meeting which will take place in a few months," he said.

The secretary also insisted there was no need to recall French envoy from the North African country due to the statement by Djaaboub.

"We must appease all this," Beaune said, adding that Foreign Minister Jean-Yves Le Drian was in contact in with his Algerian counterpart to reschedule the visit.

The Algerian minister had blamed the former colonial power for the deficit in the National Pension Fund (CNR), during a plenary session at the Council of Nation on April 8, according to a report by Algeria-Eco news.

News reports from North Africa blamed simmering tensions between the two countries for the cancellation of the French premier's visit.

In January, Macron refused to issue an official apology over the occupation of Algeria and the bloody eight-year war that ended the French rule.

Last week, during the French army chief Francois Lecointre's visit to discuss military cooperation, his Algerian counterpart Said Chanegriha publicly called on Paris to hand over the maps of abandoned nuclear test sites in order to decontaminate the region from the threat of the radioactive fallout.

Algeria is also seeking compensation for the 7,300 disabled victims of landmines planted during the war on the country's eastern and western borders.

The high-level committee meeting planned for the first time since December 2017 was to discuss bilateral cooperation in the areas of economy, security, education and culture.

\*\*\*\*\*

### **Algeria: 20 years in jail awaits those who try to obstruct legislative election**

<https://www.middleeastmonitor.com/20210507-algeria-20-years-in-jail-awaits-those-who-try-to-obstruct-legislative-election/>

Algeria's Minister of Justice, Belkacem Zeghmati, has presented a draft bill to the government covering election crimes and their stipulated penalties, local media have reported. If passed into law, anyone who tries to obstruct the legislative election, for example, faces up to 20 years in prison.

On Wednesday, Zeghmati told the cabinet that the penal sanctions stipulated in this regard are mentioned in Articles 294 through to Article 313 of the Constitutional Law related to the electoral system. These provide for lengthy prison sentences for anyone who destroys or removes the ballot box, breaches the ballot rules or disrupts the voting.

The justice minister indicated that, in anticipation of the legislative election on 12 June, the provisions related to election crimes are meant to protect the polling process from abuse. The intention is to ensure that Algerian citizens can exercise their right to vote freely ( READ MORE )

\*\*\*\*\*

### **Algeria celebrates National Day of Memory for the first time**

<https://www.middleeastmonitor.com/20210508-algeria-celebrates-national-day-of-memory-for-the-first-time/>

For the first time on Saturday, Algeria will celebrate the National Day of Memory, which coincides with the 76th anniversary of the massacres of 8 May, 1945, when the French colonial forces

suppressed a demonstration calling for the independence of Algeria, killing thousands of protesters east of the country.

This comes at a time when Algeria is still awaiting France's apologies for its colonial crimes.

Official ceremonies are scheduled to take place under the slogan "Memory will not Forget" in the city of Setif, which witnessed the colonial suppression of demonstrations demanding Algeria's independence on the occasion of the allies' celebration of victory over Nazism in World War II.

President Abdelmadjid Tebboune issued a decree published in the Journal Officiel D'Algerie, stipulating the celebration of the sad memory: "In recognition of the enormous sacrifices made by the Algerian people in the massacres of 8 May, 1945, and during the independence revolution of November 1954." ( READ MORE )

## EGYPTE :

### **Egypt discovers 250 tombs of Old Kingdom**

<https://www.newtimes.co.rw/africa/egypt-discovers-250-tombs-old-kingdom>

An Egyptian archeological mission discovered 250 stone tombs that dated back to different periods in the Old Kingdom and the Ptolemaic dynasty, the country's Ministry of Antiquities and Tourism said on Tuesday.

"The tombs were found in the mountain area eastern the Upper Egyptian province of Sohag," said Mostafa Waziri, secretary-general of the Supreme Council of Antiquities (SCA).

He explained that the tombs of the Old Kingdom spanning from 2700-2200 BC are composed of an entrance leading to a well and a burial room.

The SCA's chairman added that hieroglyphic symbols and photos of the dead people and persons who presented sacrifices were inscribed on the tombs.

Several small yellow-painted potteries, mirrors, remains of human and animal bones, and limestones that carried ritual words were also found, he said.

The discovery is part of a project that has documented so far 300 tombs in Sohag, he added. (READ MORE )

\*\*\*\*\*

### **Barrage de la Renaissance: L'Égypte met en garde contre "une aggravation de la situation"**

<https://www.aa.com.tr/fr/monde/barrage-de-la-renaissance-l%C3%A9gypte-met-en-garde-contre-une-aggravation-de-la-situation/2214532>

- Lors du second remplissage, dans le "cas d'une faible crue", selon un communiqué du ministère égyptien de l'Irrigation. Le ministère égyptien de l'Irrigation a mis en garde contre "des souffrances et une aggravation de la situation" avec le deuxième remplissage du "barrage de la Renaissance" "en cas de faible crue" du fleuve du Nil.

C'est ce qui est ressorti d'un communiqué du ministère de l'Irrigation, paru lundi, commentant «l'ouverture des voies d'évacuations inférieures du barrage de la Renaissance (dimanche) par la partie éthiopienne».

Elle a expliqué que cette ouverture est «préalable au séchage de la partie centrale du barrage pour démarrer les travaux de nivellement pour mettre en œuvre le processus de remplissage général du barrage pour la seconde année».

Le ministère a déclaré dans le communiqué que le discours prononcé dimanche par son homologue éthiopien, déclarant que "les voies d'évacuations inférieures, qui sont au nombre de deux ouvertures, sont capables d'évacuer le débit moyen du Nil Bleu, est une affirmation erronée".

Et de souligner que «la capacité actuelle d'évacuation ne dépasse pas les 50 millions de mètres cube par jour pour les deux voies d'évacuation. Ce volume ne répond pas aux besoins des deux pays en aval (Égypte et Soudan), et n'est pas équivalent au débit moyen du Nil Bleu».

Le ministère égyptien a aussi affirmé que «la mise en œuvre du deuxième processus de remplissage cette année et la retenue d'importants volumes d'eau, selon ce qui a été annoncé par la partie éthiopienne, affecteront grandement le système fluvial, car les voies d'évacuations seront les seuls moyens de contrôle des eaux évacuées du barrage durant le processus de remplissage».

Selon le ministère : «La situation sera plus compliquée, dès le début de la saison des crues (juillet et août prochains), car les voies d'évacuation vont libérer un débit inférieur à la normale.

Et d'ajouter que «cela signifie la souffrance des pays en aval, le Soudan et l'Égypte, en cas de crues modérées, et que la situation va empirer en cas de faible crue», soulignant que cette affaire «confirme l'impératif d'avoir un accord juridique contraignant qui comprenne un mécanisme de coordination clair».

Pour le ministère égyptien «le barrage n'est pas prêt pour la production électrique escomptée (...) et ce qui a été relayé à propos du fait qu'il correspond aux spécifications internationales est une affirmation erronée, car l'Éthiopie a construit le barrage de manière inappropriée».

Il n'y a pas eu de commentaires immédiats d'Addis-Abeba, qui avait préalablement déclaré que le barrage vise à produire de l'électricité.

Cependant, le ministre éthiopien de l'Eau, de l'Irrigation et de l'Énergie, Seleshi Bekele, a annoncé dimanche, sur Twitter, «l'achèvement de la construction, des essais et de l'exploitation de deux voies d'évacuation inférieures du barrage de la Renaissance qui assurent le drainage de l'eau vers (les deux pays) en aval (Égypte et Soudan) à tout moment».

Bekele a souligné que le barrage est «une installation moderne et de haute qualité équipée avec les dernières installations, et elle est importante à la production d'électricité en l'Éthiopie, et ne constitue pas une source de préoccupation pour les deux pays en aval».

Le ministre égyptien des Affaires étrangères Sameh Shoukry a entamé dans la journée du dimanche une tournée africaine à durée non-spécifiée, qui passera par le Kenya, les Comores, l'Afrique du Sud, le Congo démocratique (pays qui préside l'Union africaine), le Sénégal et la Tunisie, au moment où l'Éthiopie campe toujours sur ses positions concernant le deuxième remplissage du barrage, en juillet et août.

Dans le ton de menace le plus virulent depuis le déclenchement de la crise, il y a 10 ans, le président égyptien Abdel Fattah El-Sisi a déclaré, le 30 mars dernier, que «les eaux du Nil sont une ligne rouge, et nous n'autoriserons aucun préjudice à nos droits hydriques. Tout préjudice aux eaux égyptiennes suscitera une réaction qui menacera la stabilité de toute la région».

À la mi-juillet 2020, l'Éthiopie a entamé le premier remplissage du barrage de la Renaissance, dans le cadre d'une procédure unilatérale, sans parvenir à un accord contraignant à ce sujet avec les pays de l'aval (Égypte et Soudan), qui refusent cette procédure.

### **Egypt opens Rafah crossing for Palestinians wounded in Israeli air strikes**

<https://www.middleeastmonitor.com/20210517-egypt-opens-rafah-crossing-for-palestinians-wounded-in-israeli-air-strikes/>

The Egyptian authorities opened the Rafah border crossing with Gaza on Sunday one day ahead of the designated time for allowing students, humanitarian cases and those in need of medical care to leave the besieged territory, Reuters has reported. The crossing was closed during the Muslim Eid holiday and was scheduled to reopen today.

The Egyptian authorities sent sixteen fully-equipped ambulances into Gaza on Sunday to take some of those wounded during the Israeli air strikes to Egypt for treatment. Almost one hundred people crossed the border.

According to the Palestinian Ministry of Health, the death toll for the past week in Gaza has risen to 198, including 58 children and 34 women. A further 1,230 people have been wounded.

Ten people, including two children, have been killed in Israel as a result of rockets fired from Gaza against the backdrop of Israel's forced evictions of Palestinian families from their homes in occupied Jerusalem. The homes in Sheikh Jarrah will be given to illegal Jewish settlers in the neighbourhood.

Israel's settler expansion policy in areas occupied since 1967 has been condemned by the European Union, the United Nations and other members of the international community as a violation of international law.

\*\*\*\*\*

### **Egypt, Russia say Israel needs to stop Gaza attacks**

<https://www.middleeastmonitor.com/20210513-egypt-russia-say-israel-needs-to-stop-gaza-attacks/>

Egyptian Foreign Minister Sameh Shoukry and his Russian counterpart Sergey Lavrov agreed Thursday that Israel needs to stop attacks on the Gaza Strip, Anadolu Agency reported.

In a phone call, the two top diplomats reiterated that Israel should stop the bloodshed, according to a statement issued by the Egyptian Foreign Ministry.

Ongoing Israeli attacks on Gaza have killed 83 Palestinians and injured 487 others, the Palestinian Health Ministry said.

Tensions have been running high since an Israeli court last week ordered the eviction of Palestinian families from the Sheikh Jarrah neighborhood of East Jerusalem.

Israel occupied East Jerusalem during the 1967 Arab-Israeli war and annexed the entire city in 1980, in a move that has never been recognized by the international community.

\*\*\*\*\*

### **South Sudanese boy kidnapped and abused by teenage thugs in Egypt**

<https://www.middleeastmonitor.com/20210512-south-sudanese-boy-kidnapped-and-abused-by-teenage-thugs-in-egypt/>

The boy can be seen in front of a sink cleaning while constantly looking behind with fear as he is slapped on the neck and kicked. Footage from video sharing app Tik Tok appears to show a boy from South Sudan being both physically and verbally abused in Egypt.

The boy can be seen in front of a sink cleaning while constantly looking behind with fear as he is slapped on the neck and kicked.

The person taking the video, said to be Egyptian teen Tik Tok user, Khaled, is heard insulting the child and calling him a "pimp" and a "brothel-keeper".

Visibly terrified, the South Sudanese boy is shaking with tears in his eyes as he agrees to everything Khaled says to him.

Though the video was deleted from Khaled's Tik Tok account, there have been calls on social media for his arrest as a result of the abuse.

The Egyptian Embassy in South Sudan released a statement on Wednesday condemning the racist abuse seen in the video.

They called for Egyptian security services "to arrest the attackers and launch an investigation to hold them to account in accordance with Egyptian law."

Social media users have identified the child as Akok, a young South Sudanese boy who was captured along with three of his female cousins in Egypt by a group of thugs who had a knife.

They added that the girls were forced to strip naked and clean the house without clothes on, all the while being filmed. Akok was also abused.

They have since escaped their captors.

\*\*\*\*\*

### **Egyptians show solidarity with Palestinians, call on Mo Salah to speak out**

<https://www.middleeastmonitor.com/20210511-egyptians-show-solidarity-with-palestinians-call-on-mo-salah-to-speak-out/>

Egyptians have taken to social media in support of Palestinians after days of violence which culminated in the death of 20 Palestinians yesterday, including nine children, in the Gaza Strip.

"There is no solution but to end the occupation," wrote former vice-president Mohamed ElBaradei on Twitter.

At least 305 people were injured on Monday as Israeli forces fired rubber-coated steel bullets, tear gas and stun grenades at Palestinians in the Al-Aqsa Mosque compound.

Palestinians protesting in solidarity with residents of the Sheikh Jarrah neighbourhood, who are being forcibly evicted from their homes, have been targeted by the Israeli army.

"Palestine will forever remain steadfast and its people will continue their struggle to defend their land, honour and the Al Aqsa Mosque, the first Qibla and the third holiest site in Islam. I humbly salute those oppressed people," wrote Ahmed Tayeb, Sheikh of Al-Azhar.

READ: Celebrities in solidarity with Sheikh Jarrah

Egyptians have also spoken out about Liverpool star Mohamed Salah's silence over what is happening, particularly as other footballers and a string of high profile celebrities have condemned the violence.

"My heart and soul and my support for you Palestine," wrote Mohamed ElNeny, who plays for Arsenal.

Algerian football player Riyad Mahrez, who plays for Manchester City, tweeted a picture of the Palestinian flag with the hashtags, #Palestine #SaveSheikhJarrah.

Captain of Zamalek Mahmoud Abdel-Razek, known as Shikabala wrote: "They will leave and we will stay. Save the Sheikh Jarrah neighbourhood."

"God grant victory to the people of Palestine, Lord of the worlds," wrote Egyptian football player Mohamed Aboutrika who is in exile after being labelled a "terrorist" by the authorities.

He asked God to grant victory to "our people in Jerusalem."

**LIBYE :**

## **Turkey: exports to Libya jump 58% in first quarter of 2021**

<https://www.middleeastmonitor.com/20210517-turkey-exports-to-libya-jump-58-in-first-quarter-of-2021/>

Exports from Turkey to Libya jumped 58 per cent in the first quarter of 2021, Anadolu has reported. A major Turkish trade group valued the exports at \$826 million (TL 6.98 billion).

This increase is almost double the average for Turkish exports generally, which were up 33.1 per cent between January and April, explained Murtaza Karanfil, the chair of the Turkey-Libya Council of the Foreign Economic Relations Board of Turkey.

"We know that the Turkish private sector is enthusiastic about completing missing projects and taking part in new projects in Libya," he said, referring to work that had to be abandoned due to conflict on the North African country.

Areas where Turkish investors could play a larger role in Libya in the coming years, it is said, include energy, the defence industry, food, recycling and chemicals.

The head of the Libyan Government of National Unity, Abdul Hamid Dbeibeh, affirmed last week that his country will stick to the maritime agreement signed between Tripoli and Ankara. He pledged not to abandon the deal.

\*\*\*\*\*

## **4 Libya tribes demand gov't release political detainees**

<https://www.middleeastmonitor.com/20210511-4-libya-tribes-demand-govt-release-political-detainees/>

A tribal committee in Libya called on the government of Prime Minister Abdul Hamid Dbeibeh to release political detainees who have already received judicial release notices.

The committee, speaking on behalf of the Warfalla, Qadhadhfa, Magarha, and Awlad Suleiman tribes, called on the Libyan Government of National Unity (GNU) to fulfil its obligations regarding the reconciliation law.

In a statement published by local media, the committee urged the executive and judicial authorities in the country to expedite the release of the detainees before the end of Ramadan, in the context of strengthening the dialogue on national reconciliation.

The new executive authority is responsible for unifying state institutions and overseeing the transitional phase until holding legislative and presidential elections in December.

\*\*\*\*\*



## **Libya armed groups raid hotel where presidency met**

<https://www.middleeastmonitor.com/20210509-libya-armed-groups-raid-hotel-where-presidency-met/>

Armed groups in Tripoli on Friday stormed a hotel where Libya's new Presidency Council meets, the council's spokeswoman said in a social media post, underscoring the continued risks to the unity government, Reuters reports.

Unverified images on social media showed armed, uniformed men standing at the entrance to the Corinthia Hotel, but Presidency Council spokeswoman Najwa Wahiba said nobody from the council was in the building.

The groups have voiced anger at the Government of National Unity's Foreign Minister, Najla El-Mangoush.

The Presidency Council, which functions as head of state, was chosen through a United Nations-facilitated process that selected a new Government of National Unity that took office in March, replacing rival administrations in east and west.

Unity Prime Minister Abdelhamid Dbeibeh has worked to win support from Libya's many rival factions, forming a large cabinet that included an array of ideological and regional figures.

However, both the Presidency Council and Government of National Unity have faced both internal criticisms and challenges to their authority.

In eastern Libya, commander Khalifa Haftar and his Libyan National Army (LNA) still hold sway nearly a year after their 14-month offensive to seize the capital collapsed.

In Tripoli, the armed groups that pushed Haftar back from the capital with Turkish support still control the streets.

Foreign mercenaries remain entrenched on both sides of the heavily fortified front line, despite international calls for the warring sides to pull them from the country.

Last week, Foreign Minister Mangoush repeated the call for all foreign fighters to leave while standing next to visiting Turkish Foreign Minister Mevlut Cavusoglu.

Turkey says its military presence in Libya is different to that of other foreign forces because it was invited by the previous U.N.-recognised government and it will not withdraw until others do.

Before the hotel was stormed on Friday, an operations room for the Tripoli armed groups said on social media that it had met to discuss "irresponsible statements" by Mangoush and later called on the GNU to formally reject Haftar.

**MAROC :**

## **Morocco allows migrants to cross into Spain, after Madrid treats Polisario leader**

<https://www.middleeastmonitor.com/20210519-morocco-allows-migrants-to-cross-into-spain-after-madrid-treats-polisario-leader/>

Morocco has in recent years coordinated closely with its biggest trading partner Spain to crack down on migrant flows into Ceuta. Morocco was justified in relaxing controls at the border between it and Spain's North African enclave of Ceuta in view of Madrid's decision to admit a sick Western Sahara independence leader to hospital, Reuters reported a minister in Rabat suggesting.

Around 8,000 migrants entered the enclave on Monday and Tuesday by swimming in or climbing over the fence, and Spain deployed troops there to patrol the border.

Local Spanish officials saying Moroccan authorities had been passive and video showing at least one Moroccan border guard ushering migrants through a gate.

El Mustapha Ramid, minister of state for human rights, said late yesterday that Rabat had a right to "lean back" over the hospitalisation of Polisario leader Brahim Ghali.

"What did Spain expect from Morocco, which sees its neighbour hosting the head of a group that took up arms against the kingdom?" he said in a Facebook post.

"Morocco has the right to lean back and stretch its legs... so that Spain knows that underestimating Morocco is costly."

By this morning, the tide of humanity swimming around the border fence had turned into a trickle, and security forces on both sides were intervening to prevent more from crossing.

Spain's decision to hospitalise Ghali, on what Morocco says was a false Algerian passport under an assumed name, has angered Rabat.

Morocco has in recent years coordinated closely with its biggest trading partner Spain to crack down on migrant flows into Ceuta and another Spanish enclave, Melilla, as well as across the Strait of Gibraltar.

## **Morocco grants asylum to former Catalan leader in response to Polisario visit to Spain**

<https://www.middleeastmonitor.com/20210430-morocco-grants-asylum-to-former-catalan-leader-in-response-to-polisario-visit-to-spain/>

Morocco has decided to grant political asylum to the former leader of the Catalonia region, Carles Puigdemont, in a new and provocative move against Spain, which recently allowed the Sahrawi President Brahim Ghali to enter its territory. Puigdemont is accused by the Spanish authorities of provoking discord after his attempt to secede Catalonia from Spain in 2017.

According to a source in the Moroccan foreign ministry, the asylum decision was based on "the principle of reciprocity to host the Catalan independence leader" as a response to the Polisario Front Secretary-General going to Spain to receive treatment after contracting Covid-19.

The Spanish newspaper El Pais quoted an official in the Spanish foreign ministry as saying that hosting Ghali "was motivated by purely humanitarian reasons." The source stressed that the Polisario leader was allowed to be hospitalised in the European country because he used to live there as a representative of the movement.

Political differences have escalated between Madrid and Rabat recently, not least over the demarcation of the maritime border, considered by observers to be one of the most delicate issues that remains unresolved, as well as Spain's position on Donald Trump's recognition of Moroccan sovereignty over Western Sahara. The Spanish reiterated their support for international legitimacy, which Rabat viewed as a negative position coming from a neighbourly state and strategic partner of the Kingdom.

These differences cast a shadow over Spanish public opinion, especially in media and political circles, which criticise Moroccan policies, especially what they called the "blackmail approach" that Rabat is said to use by flooding the region with illegal migrants and smuggled narcotics. Spain's Vox Party has called for economic sanctions on Morocco for this "blackmail".

The party linked the arrival of dozens of illegal Moroccan immigrants in the Spanish enclave of Ceuta after swimming from the Moroccan side of the border, and attempts by other immigrants to cross the barrier separating Morocco and Melilla, with Spain's reception of the Polisario leader.

The Polisario Front also expressed its unease about Morocco's latest moves. A member of the movement's National Secretariat, Oubi Buchraya Bachir, declared that Rabat is using the same approach it has always maintained. "It really is inappropriate to use this as a pretext to blackmail Spain over economic, trade and immigration issues," he said.

\*\*\*\*\*

### **Morocco FM: 'We will take relations with Israel as far as possible'**

<https://www.middleeastmonitor.com/20210507-morocco-fm-we-will-take-relations-with-israel-as-far-as-possible/>

Moroccan Foreign Minister Nasser Bourita confirmed that Rabat had taken the decision to normalise relations with the occupation "out of conviction" and will go as far as possible in developing bilateral cooperation with Israel.

Speaking at an event organised by the controversial lobby group the American Israel Public Affairs Committee (AIPAC), Bourita said: "All the tools for cooperation with Israel are available, and also the political will. I hope that we will exchange high-level visits very soon."

"A tripartite agreement was signed between Morocco, Israel, and the United States, which is a legally binding document that includes the US' recognition of Moroccan sovereignty over the Western Sahara, Morocco's commitment to developing relations with Israel in exchange for and the latter's commitment to cooperate with the Kingdom of Morocco."

Regarding relations with Iran, the Moroccan official asserted: "We, as allies, need to coordinate work to confront Iranian threats related to nuclear activities. Iran is also acting to destabilise North Africa and West Africa."

"Iran has threatened the territorial integrity and security of Morocco by supporting, training and arming the Polisario militias. Iran is also extending its activities in West Africa through Hezbollah, and today we are still vigilantly countering the Iranian threats to the security of the Moroccan people."

On 10 December, Morocco and the Israeli occupation state announced the resumption of diplomatic relations, which were suspended in 2000. It became the fourth Arab state to build ties with the occupation state last year.

AIPAC is the most powerful Israeli lobby group in the United States and many have questioned whether it has too much influence over successive US administrations, as well as in Congress, the House of Representatives and the Senate.

### **US State Department: Biden did not take decision on Western Sahara**

<https://www.middleeastmonitor.com/20210505-us-state-department-biden-did-not-take-decision-on-western-sahara/>

The US State Department has denied reports by media close to the Royal Palace of Rabat in Morocco regarding the decision of the Joe Biden administration on the Western Sahara file. It has also dismissed the news concerning US Secretary of State Antony Blinken's announcement to his Moroccan counterpart Nasser Bourita that former US President Donald Trump's decision would not be reversed.

A spokesperson for the US State Department confirmed on Tuesday that Biden's administration had not taken a decision on keeping or reversing Trump's decision to recognise Morocco's sovereignty over Western Sahara.

Morocco has been in conflict with the Algeria-backed separatist Polisario group over Western Sahara since 1975. This resulted in an armed confrontation lasting until 1991, ending with signing a ceasefire agreement. Rabat insists on its right to govern the region, but proposed autonomous rule in Western Sahara under its sovereignty. The 1991 ceasefire came to an end however last year, after Morocco resumed military operations in the El Guerguerat crossing.

Last week, it was reported that Blinken told Bourita that the current US administration would not revoke Trump's recognition of Moroccan sovereignty over Western Sahara, at least for the present.

The spokesperson, who preferred not to be named, told the US TV channel Alhurra: "No such decision has been taken. We are currently conducting private talks with the disputing parties on the best way to push the file forward and we have nothing further to announce."

In January 2021, before formally taking office, an official in Biden's transition team revealed that Trump's recent decision on the Western Sahara issue was a last-minute move and is currently being reassessed.

The same official confirmed to the Washington Post that the decisions taken at that point were: "Last-minute manoeuvres, and are currently under revision. The next administration will decide on this matter taking into consideration a sole criterion, which is the national interest."

According to the same source, these issues were taken under pressure exerted by Trump's son-in-law and advisor, Jared Kushner, to reward countries accepting normalisation with the Israeli occupation.

Several US diplomats and politicians called on Biden to reverse Trump's decision on Western Sahara, while agreeing that the decision constituted a blow to the constants of US foreign policy and its positions on the conflict.

## TUNISIE :

### **Tunisie: cinq jihadistes tués près de la frontière algérienne**

<https://sahel-intelligence.com/23947-tunisie-cinq-jihadistes-tues-pres-de-la-frontiere-algerienne.html>

17 mai 2021 - Frédéric Powelton - Selon le ministère tunisien de l'Intérieur, cinq islamistes ont été tués lundi lors d'une opération des forces sécuritaires tunisiennes dans le mont Chaambi, l'un des principaux maquis jihadistes du pays, frontalier de l'Algérie.

« Sur la base de renseignements techniques détaillés », les forces du ministère de l'Intérieur et des unités militaires terrestres et aériennes ont « éliminé cinq éléments terroristes, » a indiqué le ministère dans un communiqué.

« L'opération lancée à l'aube lundi » est « toujours en cours », a indiqué le porte-parole de la Garde nationale, Houssemeddine Jebabli, précisant que la nationalité de ces cinq hommes et leur affiliation à un groupe étaient en train d'être vérifiées.

Depuis des années, des groupes terroristes armés s'activent dans les massifs montagneux du centre-ouest du pays, dont des éléments de la phalange Okba Ibn Nafaa, une branche locale d'Al-Qaïda au Maghreb islamique, et de Jund al-Khilafa, un groupe affilié à l'organisation Etat islamique.

\*\*\*\*\*

### **Tunisie: Une marche dans la ville de Sfax, en signe de solidarité avec les Palestiniens**

<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/tunisie-une-marche-dans-la-ville-de-sfax-en-signe-de-solidarite-avec-les-palestiniens/2242686>

- Condamnant les attaques israéliennes contre Jérusalem et la Bande de Gaza - Yosra Ouanes | 15.05.2021 | Des centaines de Tunisiens ont participé, samedi, à une marche de protestation dans le gouvernorat de Sfax (sud), en signe de solidarité avec les Palestiniens contre les attaques israéliennes.

Le correspondant de l'Agence Anadolu a déclaré que des centaines de citoyens se sont rassemblés dans le centre de Sfax, avant de marcher vers le siège du gouvernorat, condamnant les violations israéliennes.

Les manifestants ont brandi des banderoles indiquant "La Palestine est arabe du fleuve à la mer", "la résistance est le moyen de libérer la terre et le peuple" et "le sort des Arabes du sort de la Palestine s'ils sont libérés".

Les Tunisiens ont également scandé des slogans tels que "le peuple veut criminaliser la normalisation", "le peuple veut la libération de la Palestine", et d'autres.

Le syndicaliste et militant dans la société civile Ridha Bazin a déclaré à l'Agence Anadolu "nous sommes honorés de soutenir fermement et honnêtement la résistance palestinienne et de condamner les crimes d'Israël."

Bazin a ajouté "nous appelons tous les départements officiels à accélérer la promulgation d'une loi criminalisant la normalisation avec Israël".

"La Palestine nous a réunis, aujourd'hui, avec nos différentes affiliations et idéologies, et nous voici, du gouvernorat de Sfax, nous saluons le peuple palestinien et nous le soutenons."

Depuis le 13 avril, les hostilités se sont intensifiées dans les Territoires palestiniens à la suite des attaques "brutales" commises par la police et les colons israéliens, depuis le début du mois saint de Ramadan, le 13 avril, à Jérusalem, en particulier dans la région de "Bab al-Amoud", autour de la mosquée Al-Aqsa, et dans le quartier "Sheikh Jarrah", où Israël tente d'expulser de leurs maisons 12 familles palestiniennes.

Selon les données officielles du ministère de la Santé, le bilan des victimes palestiniennes des attaques israéliennes s'est alourdi à 140 martyrs, dont 40 enfants et 22 femmes, tandis que 1 038 autres ont été blessés.

### **Tunisie : Manifestation à Medenine (Sud) en soutien à la résistance palestinienne**

<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/tunisie-manifestation-medenine-sud-en-soutien-la-rsistance-palestinienne/2242651>

- Des dizaines de Tunisiens se sont rassemblés dans la ville de Médenine (Chef-lieu du gouvernorat du même nom) et ont défilé dans les différentes rues de la ville, en soutien aux Palestiniens et contre les attaques israéliennes | Yosra Ouanes | 15.05.2021 | Des dizaines de Tunisiens ont

participé, samedi, à une marche de protestation dans le gouvernorat de Médenine (sud), en soutien à la résistance palestinienne et contre les violations israéliennes.

Le correspondant de l'Agence Anadolu a déclaré que des dizaines de personnes se sont rassemblées dans la ville de Médenine (Chef-lieu du gouvernorat du même nom) et ont défilé dans les différentes rues de la ville.

Les manifestants ont scandé des slogans tels que "Les attaques contre les Palestiniens doivent cesser", "Jérusalem est arabe", et d'autres.

En marge de la marche, l'activiste tunisien Riadh Bachir a déclaré à l'Agence Anadolu : "Aujourd'hui, nous avons organisé une manifestation et une marche populaire en soutien à la Palestine et à la résistance suite à la récente attaque barbare de l'occupation contre les Palestiniens."

"Nous avons voulu envoyer un message de soutien de la part de la population de Médenine à nos frères palestiniens", a ajouté Bachir.

Et d'appeler les autorités tunisiennes à "criminaliser la normalisation avec l'entité sioniste sous toutes ses formes, qu'elles soient économiques ou politiques."

Israël mène, depuis lundi, une vague de bombardements au moyen d'avions de combat et de tirs d'artillerie lourde contre les Palestiniens de la Bande de Gaza, faisant 139 martyrs, dont 39 enfants et 22 femmes, et 1 038 blessés, selon les dernières données du ministère palestinien de la Santé.

Les affrontements en Cisjordanie occupée ont quant à eux fait 15 morts et des centaines de blessés dans les rangs des Palestiniens.

-----  
**\*\*\*\* AFRIQUE DE L'OUEST \*\*\*\***  
-----

**NIGERIA :**

**Nigerian army kills 48 bandits, rescues 18 abductees**

<https://www.aa.com.tr/en/africa/nigerian-army-kills-48-bandits-rescues-18-abductees/2236093>

Army says offensive will continue until Zamfara State, neighboring northwestern states cleared of armed gangs

Ibrahim Garba Shuaibu | 10.05.2021 | KANO, Nigeria - The Nigerian military killed 48 armed bandits and rescued 18 abductees after dismantling a number of bandits' camps in Nigeria's northwestern Zamfara State, the army said on Monday.

Army spokesman Brig. Gen. Mohammed Yarima, in a statement on Monday, stated the first phase of the Operation Tsare Mutane took place from March 23 to April 2 in the Maradun area of Zamfara State.

The troops successfully cleared many bandits' camps in Jaya, Kaday and Bayan Ruwa areas and "neutralized" 48 bandits, the statement said, adding the notorious bandit leader known as 'Jummo' sustained a gunshot wound.

The troops rescued 18 abductees after heavy exchange of fire. Some of the bandits fled to the thick forest, leaving behind eight AK-47 rifles, one G3 rifle, and a machine gun.

Meanwhile, in the second phase of the operation carried out from April 19 to May 3, troops cleared several bandits' camps around Gabiya, Bozaya and Mereri and the adjoining forests in Maru area of Zamfara State.

Several bandits were "neutralized" and a large quantity of arms were recovered during the operation.

The Nigerian army chief congratulated the troops on the successful operations, saying the offensive will continue until Zamfara and neighboring states are stabilized and cleared of armed gangs.

**Nigeria : 11 villageois tués dans une attaque armée au nord du pays**



<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/nigeria-11-villageois-tu%C3%A9s-dans-une-attaque-arm%C3%A9e-au-nord-du-pays/2235045>

Des hommes armés sont arrivés à motocyclette dans l'après-midi au village de Tsatskiya dans l'État de Katsina, et ont ouvert le feu au hasard | Adam Abu-bashal | 10.05.2021 | Onze villageois ont perdu la vie dimanche, dans une attaque armée dans l'État de Katsina au nord du Nigeria, en Afrique de l'Ouest.

Des hommes armés sont arrivés à motocyclette dans l'après-midi au village de Tsatskiya dans l'État de Katsina, et ont ouvert le feu au hasard sur la population locale.

Onze villageois ont perdu la vie dans l'attaque, trois personnes ont été blessées et des centaines de personnes ont dû quitter leurs foyers.

Le porte-parole de la police d'État de Katsina, Gambo Isah, a confirmé l'attaque et a annoncé que des forces de sécurité avaient été dépêchées dans la région.

L'utilisation des motos a été interdite dans certains États du Nigeria du fait des attaques menées récemment dans le pays par des hommes armés privilégiant ce véhicule.

Le Nigeria et les pays frontaliers, tels que le Niger, sont les théâtres de violents affrontements entre diverses communautés, notamment les Peuls, engagés dans l'élevage, et certaines tribus agricoles.

Les Peuls, qui ont dû migrer vers le sud du Nigeria pour faire paître leurs animaux, affirment que les agriculteurs tentent de voler leur bétail et qu'ils les attaquent. Les gangs armés profitent de ces conflits et organisent leurs propres attaques.

### **Over 2,000 children in Nigeria cleared of links to Boko Haram**

<https://www.aa.com.tr/en/africa/over-2-000-children-in-nigeria-cleared-of-links-to-boko-haram/2230831>

Children arrested at various times by military | Olarewaju Kola | 06.05.2021 - MAIDUGURI, Nigeria --- More than 2,000 children have been cleared of having any links to non-state armed groups in Nigeria's volatile northeast since 2016, UNICEF said Wednesday.

A total of 2,013 children were cleared of "alleged connections with an armed group," UNICEF's Chief of Field Office in Borno State, Phuong Nguyen, said at a meeting with local government officials.

Most of the children were arrested by the military on suspicion of having links to the Boko Haram terror group.

She disclosed that another 2,188 children "conscripted by state-backed vigilante group the Civilians Joint Task (CJTF)" were also freed.

Nguyen said the intervention was funded and supported by the European Union to protect children's rights.

Children that fled their homes and schools in the wake of terror attacks in Nigeria's northeast account for about one-third of the 3 million civilians displaced since 2009, when the violence began.

Boko Haram has claimed responsibility for most of the attacks and bombings.

\*\*\*\*\*

### **Nigeria: Abducted schoolgirls plead for release**

<https://www.aa.com.tr/en/africa/nigeria-abducted-schoolgirls-plead-for-release/2223376>

Kidnappers release video of students appealing to government, parents to rescue them | Ibrahim Garba Shuaibu | 28.04.2021 - KANO, Nigeria

Dozens of schoolgirls abducted in Nigeria's northwest city of Kano appealed to the government and their parents on Wednesday to rescue them, saying they are in miserable conditions.

On March 11, gunmen attacked the Federal College of Forestry Mechanization in Afaka, Kaduna state, and kidnapped at least 38 students.

The kidnappers released a video of the abducted students, including a pregnant girl. In the five-minute video shot at night at an unknown location, a bandit speaking in Hausa and Fulfulde languages asked some of the students to come forward and speak before the camera.

In the video, the pregnant woman the bandits addressed as Hajiya pleaded with her parents to rescue the students.

"We are appealing to our parents to help us. We are tired and there is no food. They should do their best to get us out of this place. We have spent 47 days, and almost all of us are ill and there is no food. We sleep in the open even when it rains," Hajiya said.

The bandits also introduced a woman they addressed as the wife of a military officer, who was abducted from her home in Tirkania-Agwa in the Chikun local government area of Kaduna.

The victim, who said her husband is a naval officer working in Warri, Delta state, urged the federal government to come to their rescue.

Between April 5 and April 8, the bandits released 10 of the abducted students, leaving 28 in captivity.

The bandits had initially demanded a naira 500 million (\$1.32 million) ransom from the government but after the administration of Kaduna Governor Nasir El-Rufai failed to comply, they reached out to some parents.

The government or security agencies are yet to respond to the video.

\*\*\*\*\*

## **Gunmen kidnap Islamic court judge in Nigeria**

<https://www.aa.com.tr/en/africa/gunmen-kidnap-islamic-court-judge-in-nigeria/2247026>

Police say Shariah Court judge was in non-functioning courthouse in Katsina state | Ibrahim GarbaShuaibu | 19.05.2021 | KANO, Nigeria -- Unknown gunmen kidnapped a judge in Nigeria's northwestern state, a police official confirmed on Wednesday.

The gunmen broke into a Shariah Court in Bauren Zakat village, Katsina state on Tuesday afternoon and kidnapped the judge, Al-Haji Husaini Sama'ila, Police Public Relations Officer Gambo Isah confirmed.

Raising questions about the judge's presence in the courthouse, which the police official said has been relocated to Safana town because of security reasons.

"So, what was he doing there.... everyone is aware that courts are currently closed due to judicial workers' strike?"

"If he had any reasons to go to that court, why didn't he inform the police," he asked, noting that abduction is a common occurrence in the state.

On May 10, unknown gunmen abducted at least 10 people, including women and children, from a mosque in Kwata, Katsina state. In December last year, 80 Islamic seminary students were abducted as they returned from the Maulud annual celebration in the state. However, the police rescued them the next day.

**GUINEE :**

## **Guinée/Covid-19: un mort lors des manifestations contre l'interdiction des prières de groupe**

<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/guin%C3%A9e-covid-19-un-mort-lors-des-manifestations-contre-l-interdiction-des-pri%C3%A8res-de-groupe/2231580>

Nadia Chahed | 06.05.2021 | Une personne a perdu la vie lors de manifestations en Guinée contre l'interdiction de la prière collective lors des dix dernières nuits du mois du Ramadan, ont rapporté jeudi des médias locaux.

Pour prévenir les risques de contamination au Covid-19, l'état a interdit lundi la prière collective nocturne « dans les mosquées et sous toutes autres formes qui appellent à des rassemblements ».

Une décision qui a déclenché une série de manifestations particulièrement dans des villes de la Haute Guinée (Kankan, Siguiri...).

Un jeune homme a été tué dans une manifestation organisée mercredi soir à Kérouané (région de Kankan dans le sud-est), a rapporté le site guinéematin.

La victime a reçu une balle dans l'abdomen pendant que les forces de l'ordre tentaient de disperser les manifestants qui avaient attaqué les locaux de la préfecture, indique la même source ajoutant que deux autres personnes ont été blessées dans ces échauffourée.

D'habitude les fidèles musulmans affluent vers les mosquées durant les dix dernières nuits du mois de ramadan en particulier à l'occasion de la nuit du destin, une nuit sacrée où il est bon de prier dieu.

## COTE D'IVOIRE :

### **Côte d'Ivoire : interdiction d'un meeting de mobilisation pour le retour de Gbagbo**

<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/c%C3%B4te-divoire-interdiction-dun-meeting-de-mobilisation-pour-le-retour-de-gbagbo/2242589>

Nadia Chahed | 15.05.2021 | Le préfet d'Abidjan a interdit samedi un meeting de "mobilisation" pour le retour de Laurent Gbagbo en Côte d'Ivoire, organisé par son parti, le Front populaire ivoirien (FPI), selon un arrêté transmis au média.

Le Préfet Adama Doumbia explique dans l'arrêté, avoir reçu une demande de manifestation du collectif des victimes de la crise post-électorale de 2010-2011, à la même date, au même endroit et aux mêmes heures.

Une situation qui l'a contraint à interdire le rassemblement du FPI pour "risque d'affrontement et de troubles à l'ordre public", a-t-il ajouté.

"Tout ceci relève d'une machination savamment orchestrée afin d'empêcher la tenue du meeting de la paix et de la réconciliation nationale. Nous tenons à rappeler à toutes fins utiles que l'association citée par l'arrêté préfectoral a manifesté publiquement au Plateau, devant le Palais de Justice le Lundi 10 mai 2021, en toute quiétude", a réagi Damana Pickass, vice-président du FPI, et organisateur de la manifestation, lors d'un point de presse samedi.

Il a annoncé par ailleurs le report d'un autre meeting prévu le Dimanche 16 mai 2021 à Bonoua (sud ivoirien)

"dans le même élan de décrispation de l'atmosphère sociale, et pour démontrer sa bonne foi".

Pour rappel, depuis que la Cour pénale internationale (CPI) a prononcé l'acquittement définitif de l'ancien président, Laurent Gbagbo à la fin du mois de mars 2021, les tractations pour le retour, avec le gouvernement vont bon train.

Au début du mois d'avril, le président Alassane Ouattara a même annoncé que l'État prendrait en charge les frais de ce retour mais aucune date n'a été fixée à ce jour. Toutefois le Fpi continue de mobiliser ses partisans pour réserver un accueil chaleureux à son leader.

De son côté, Le collectif des victimes s'oppose à ce retour. Issiaka Diaby, son président qualifie Gbagbo de "criminel qui doit être livré à la police".

## **NIGER :**

### **Niger : six militaires blessés dans une attaque de Boko Haram a Diffa**

<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/niger-six-militaires-ble%C3%A9s-dans-une-attaque-de-boko-haram-a-diffa/2245801>

-L'armée indique avoir neutralisé deux assaillants. Lassaad Ben Ahmed | 18.05.2021 - Six militaires nigériens ont été blessés, lundi, dans une attaque de Boko Haram dans la région de Diffa, au sud-est du Niger, a-t-on appris de source militaire.

"Ce lundi 17 mai 2021 aux environs de 18 heures locales, les éléments du secteur 4 de la Force multinationale mixte ont vaillamment repoussé une attaque de Boko Haram à Bosso (située à 100 km au nord-est de Diffa)", a indiqué un communiqué de la Force multinationale mixte consulté par l'Agence Anadolu.

"La riposte énergique par la puissance de feu des éléments de la position militaire a permis d'infliger de lourdes pertes à l'ennemi", a ajouté la même source.

Le bilan provisoire dressé par la Force multinationale mixte fait état de six (6) militaires blessés, deux (2) assaillants neutralisés, ainsi qu'un lot de matériels et de munitions récupérés.

C'est la deuxième attaque attribuée à Boko Haram dans la région de Diffa en une semaine.

Dans la nuit de lundi à mardi, 10-11 mai courant, une attaque visé le village de Lari Kanuri situé dans le département de N'guigmi.

Six personnes, dont des femmes et des enfants, ont été enlevés au cours de cette attaque.

Depuis 2017 la région de Diffa, frontalière du Nord du Nigéria et du Tchad, est en proie à des attaques récurrentes de Boko Haram.

En plus des opérations régulières des forces de défense et de sécurité, le Niger participe à la lutte contre ce groupe terroriste aux côtés des autres pays voisins du Lac Tchad, dont le Cameroun, le Nigéria et le Tchad, à travers la Force multinationale mixte.

## **Niger : Six personnes enlevées dans une attaque à Diffa**

<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/niger-six-personnes-enlev%C3%A9es-dans-une-attaque-%C3%A0-diffa/2239046>

- Dont des femmes et des enfants | Fatma Bendhaou | 12.05.2021 | Au moins six personnes ont été enlevées, dans la nuit de lundi à mardi, lors d'une attaque attribuée à Boko Haram dans la région de Diffa, au sud-est du Niger, a appris Anadolu d'une source de la société civile locale.

"L'attaque a été menée dans le village de Lari Kanuri situé dans le département de N'guigmi, par des hommes armés appartenant probablement à Boko Haram", a indiqué Kaka Maman Touda, membre du mouvement sécuritaire de la société civile "Urgence Diffa", dans une déclaration faite mercredi à l'Agence Anadolu.

Les personnes enlevées sont essentiellement des femmes et des enfants, a précisé la même source, ajoutant que les assaillants ont emporté plusieurs animaux. Aucune déclaration officielle n'a été faite et aucune revendication n'a été enregistrée par rapport à l'attaque, mercredi à 13hGMT.

Le département de N'guigmi est situé dans la région de Diffa près de la zone du Lac Tchad où le groupe terroriste mène régulièrement des attaques. Depuis quelques années ce groupe s'est rendu tristement célèbre dans les enlèvements des personnes, notamment des femmes et des enfants, aussi bien au Nigéria où il est basé que dans les autres pays voisins du Lac Tchad, dont le Cameroun, le Niger et le Tchad. Le dimanche 2 juillet 2017, dans une attaque attribuée au même groupe Boko Haram, au moins 39 femmes et enfants ont été enlevés dans la localité de N'Galewa située dans le département de N'guigmi. À ce jour, ces personnes sont toujours entre les mains de leurs ravisseurs.

## **SENEGAL :**

### **Sénégal : Salon international des mines (SIM-Sénégal)**

<https://sahel-intelligence.com/23961-23961.html>

La capitale sénégalaise Dakar abritera du 2 au 4 novembre prochain la 6ème édition du Salon international des mines (SIM-Sénégal).

C'est un évènement minier le plus important d'Afrique de l'Ouest qui sera placé sous le thème « Promotion et développement du contenu local, levier pour une optimisation des retombées socio-économiques dans le secteur extractif ».

Organisée par le ministère sénégalais des Mines et de la Géologie en association avec « AME Trade Ltd », la manifestation présentera la stratégie du département sur le secteur minier et se concentrera sur les nouveaux développements et les investissements pour une croissance et une expansion supplémentaires du secteur minier sénégalais, indique un communiqué.

## **MAURITANIE :**

### **Mauritania: Attack on Al-Aqsa is a flagrant defiance to Muslims' feelings**

<https://www.middleeastmonitor.com/20210510-mauritania-attack-on-al-aqsa-is-a-flagrant-defiance-to-muslims-feelings/>

President of the Mauritanian National Assembly, Sheikh Ould Ahmed Ould Bayeh, yesterday condemned the Israeli forces' invasion of Al-Aqsa Mosque and attacks on worshippers.

In a tweet, Ould Bayeh described what happened as a "flagrant defiance to the feelings of Muslims, and a violation of international law and human rights principles."

"Talking about peace runs counter to the settlement policy, confiscation of land and displacement of the owners of the land," he said.

Since the beginning of Ramadan, the city of Jerusalem has witnessed attacks by the Israeli occupation police forces and settlers, especially at Damascus Gate and the Sheikh Jarrah neighbourhood.

On Friday and Saturday evenings, Israeli forces attacked worshippers in Al-Aqsa Mosque and Jerusalem resulting in the injury of about 300 people, according to the Palestine Red Crescent Society.

## **MALI :**

### **Mali: 26 jihadistes neutralisés par l'armée et la force Barkhane**

<https://sahel-intelligence.com/23749-mali-26-jihadistes-neutralises-par-larmee-et-la-force-barkhane.html>

28 avril 2021 - Samuel Benshimon-- Au moins 26 terroristes islamistes ont été tués dans le centre du pays lors d'une opération menée conjointement par l'armée malienne et la force française antijihadiste Barkhane.

Selon un communiqué du chef d'état-major malien, une opération de reconnaissance a permis de localiser un « groupe terroriste » responsable d'une « embuscade » samedi dans le secteur de Niono (centre).

Lundi matin, le groupe « responsable de cette attaque » a été la « cible d'une action combinée Forces armées maliennes-Barkhane dans le secteur de Alatona », à quelque 75 km de la frontière mauritanienne, selon l'état-major.

« Après ratissage de la zone », le bilan provisoire est de « 26 terroristes neutralisés, deux pickup détruits, un pickup récupéré et une grand quantité d'armes saisies côté ennemi », poursuit l'état-major, précisant n'avoir enregistré « aucune perte ou blessé côté ami ».

\*\*\*\*\*

### **Government resigns, prime minister reappointed in Mali**

<https://www.aa.com.tr/en/africa/government-resigns-prime-minister-reappointed-in-mali/2241975>

Prime minister must form new Cabinet, according to president | Aurore Bonny | 15.05.2021 --- Mali's Prime Minister Moctar Ouane resigned and was subsequently reappointed transitional president, the Malian presidency announced Friday.

Ouane will have to form a new government with room for the political class, under instructions of President Bah N'Daw.

N'Daw made his decision after several meetings he initiated to renew dialogue between transitional authorities, civil society and the Malian political class, according to local sources.

He held a meeting with representatives of the 5 June Movement - Gathering of Patriotic Forces (M5-RFP) on May 6. The same day, Choguel Kokala Maiga, the movement's spokesperson, demanded, among other things, the dissolution of the government and the rectification of the transition.

The bloc of the Economic Community of West African States, after a visit by mediator Jonathan Goodluck on May 12 in Mali, was satisfied with the evolution of the socio-political situation in the country, as reported by the Malian presidency.

The bloc suspended Mali from the group following a coup that toppled former President Ibrahim Boubacar Keita last August.

Although the question of the establishment of a single body to manage upcoming elections, namely the referendum and legislative and the presidential elections, "has not been definitively decided," the presidency reported.

The presidential election is scheduled for next March.

Mali has been run by transitional authorities since the military coup.

N'Daw and Assimi Goita were respectively appointed transitional president and vice-president by a committee of the junta the following month.



Moctar Ouane was placed at the head of the government on Sept. 27.

\*\*\*\*\*

### **UN mission in Mali condemns amputation of civilians**

<https://www.aa.com.tr/en/africa/un-mission-in-mali-condemns-amputation-of-civilians/2240867>

Daesh/ISIS captured, amputated hands and feet of at least 3 civilians in Mali's Gao region | Rodrigue Forku | 14.05.2021 -The UN peacekeeping force in Mali has strongly condemned the amputations of civilians in the country's Gao region and called for the perpetrators to be brought to justice.

On May 2, Daesh/ISIS captured at least three civilians in Tin-Hama village in the Great Sahara and amputated their hands and feet.

"I strongly condemn these despicable acts. Such corporal punishment carried out by armed groups outside any legal framework is a serious violation of human rights, including the right of every human being to a fair trial by a regularly constituted court," said El-Ghassim Wane, head of the UN Multidimensional Integrated Stabilization Mission in Mali (MINUSMA).

"These abuses are punishable under Malian law," Wane added.

In a statement Thursday, MINUSMA said these developments are reminiscent of the horrors that marked the 2012 crisis and should be a wake-up call to all those involved in the fight against impunity in Mali.

Tensions erupted in Mali in 2012 following a failed coup and Tuareg rebellion that ultimately allowed militant groups to take over the northern half of the country.

### **BURKINA FASO :**

#### **Burkina Faso: neuf morts dans une attaque au nord**

<https://sahel-intelligence.com/23945-burkina-faso-neuf-morts-dans-une-attaque-au-nord.html>

17 mai 2021 - Karol Biedermann - Au moins neuf personnes, dont trois volontaires pour la défense de la patrie, ont été tuées dimanche lors d'une attaque dans la commune de Pissila, dans le nord du pays.

« Des éléments des groupes terroristes ont attaqué le village de Palsegué, dans la commune de Pissila, hier (dimanche) matin, faisant neuf morts parmi les populations », a déclaré une source sécuritaire.

« On dénombre malheureusement trois VDP (volontaires pour la défense de la patrie) parmi les neuf victimes, parmi lesquelles également le chef du village », a précisé un responsable local, joint à Pissila, soulignant que « trois autres personnes sont toujours portées disparues ».

« La riposte qui a été donnée avec le soutien des FDS (forces de défense et de sécurité) a permis de neutraliser des terroristes, de procéder à l'enlèvement des corps dans un premier temps et de lancer un ratissage », a poursuivi ce responsable, sans donner de bilan précis sur le nombre de jihadistes tués.

« L'attaque a eu lieu aux environs de 9h00 au moment où les hommes du village et des Volontaires tenaient une rencontre de concertation après le constat d'une série d'incidents et des attaques dans la zone », a-t-il expliqué.

Selon un élu local à Pissila, situé à une trentaine de kilomètres de Kaya, chef-lieu de la province du Sanmatenga et de la région du Centre-Nord, la localité accueille depuis plusieurs jours des centaines de déplacés, fuyant les attaques.

Les VDP sont des supplétifs civils qui interviennent aux côtés des forces armées pour des missions de surveillance, d'information, de dépistage et de protection après une formation militaire de 14 jours.

### **Recent attacks kill 45, force thousands to flee in Burkina Faso**

<https://www.aa.com.tr/en/africa/recent-attacks-kill-45-force-thousands-to-flee-in-burkina-faso/2232581>

UN Refugee Agency says deeply concerned by humanitarian situation after series of attacks in West African country | Felix Tih | 07.05.2021 | Recent violence in Burkina Faso has killed 45 people and forced more than 17,500 people to flee their homes over the past ten days, the UN Refugee Agency (UNHCR) said on Friday.

UNHCR spokesperson Boris Cheshirkov said the agency is deeply concerned by the humanitarian situation in the West African country, after shooters carried out a series of attacks in three separate regions, shooting civilians and burning down and ransacking houses, health centers, and shops.

In the East Region, more than 4,400 people fled to the towns of Foutouri and Tankoualou following an attack on the village of Kodyel, while violence in the North Region pushed some 10,200 people to escape towards Ouahigouya, according to Cheshirkov.

In the Sahel Region, over 3,200 people have been recently displaced, he added.

The official said UNHCR teams are seeing “an increasing trend of people fleeing towards larger, more secure urban centers.”

“Most people are arriving with few or no belongings. Some have been generously welcomed by host families, while others have sought refuge in public buildings such as schools and other temporary shelters,” said Cheshirkov.

“They are in urgent need of food, shelter, clean water, and health care.”

Recurrent armed attacks in Burkina Faso have forced more than 1.14 million people to flee their homes in search of safety in just over two years.

The West African country hosts more than 20,000 refugees and asylum-seekers, mainly from Mali, according to the UNHCR.

The UN Refugee Agency called for “concerted action towards peace and stability and stood in solidarity with the Burkinabe authorities and the victims of violence.”

### **Burkina Faso : 5 morts dans un éboulement sur un site d’or artisanal**

<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/burkina-faso-5-morts-dans-un-%C3%A9boulement-sur-un-site-d-or-artisanal/2227406>

- Deux autres personnes ont été blessées - Lassaad Ben Ahmed | 02.05.2021 | Au moins cinq personnes ont trouvé la mort samedi, dans un éboulement survenu sur un site d’or artisanal situé dans le village d’Amibiri, dans la province du Nounbiel (région du sud-ouest du Burkina Faso), a appris dimanche l’Agence Anadolu de sources concordantes.

"Nous avons été informés d’un éboulement dans le village d’Amibiri, dont le bilan provisoire est de 5 morts et au moins deux blessés", a écrit la commune de Midebdo dont relève le site, dans un communiqué

Un orpailleur de la localité a confié à l’Agence Anadolu qu’il y avait eu quelques pluies dans la région du sud-ouest, qui pourraient être la cause de l’éboulement.

Depuis 2009, l’or est devenu le premier produit d’exportation du Burkina Faso, devançant le coton et classant le pays parmi les plus grands producteurs d’or en Afrique, à côté de l’Afrique du Sud, du Ghana et du Mali.

En 2020, le pays a produit 60 tonnes d’or, contre 50 tonnes en 2019, soit une augmentation de 20%, selon le ministère en charge des mines et des carrières.

Les sites d’exploitation artisanale d’or qui emploient près de 2 millions de personnes sont confrontés à des éboulements meurtriers à cause de l’utilisation des explosifs et les eaux de pluies.

Début mars, 11 personnes avaient été tuées dans un éboulement sur un site d’or artisanal dans la province du Bam (centre-nord), selon un bilan du ministère des Mines.

Outre les éboulements meurtriers, ces sites sont convoités par les groupes terroristes pour le financement de leurs actes, affirme un rapport de l’Observatoire économique et social du Burkina Faso, publié en septembre 2020.

Fin janvier 2021, le gouverneur du Sahel au Burkina Faso, le Colonel-major Salfo Kaboré, a annoncé, la fermeture des sites aurifères artisanaux, en raison des attaques terroristes qui persistent dans la région.

## **BENIN :**

### **Erdogan congratulates Talon on reelection win in Benin**

<https://www.aa.com.tr/en/africa/erdogan-congratulates-talon-on-reelection-win-in-benin/2226240>

Patrice Talon named winner after Constitutional Court approves provisional results of presidential election | Adam Abu-bashal | 01.05.2021 | ABUJA, Nigeria

Turkey's President Recep Tayyip Erdogan on Friday congratulated Patrice Talon on his reelection win as president of Benin.

Turkey's Ambassador to Cotonou Onur Ozceri conveyed Erdogan's congratulatory message to Benin's Foreign Minister Aurelien Agbenonci at a ceremony in the capital.

Ozceri told Anadolu Agency that there is huge potential in bilateral ties between the two countries and said there is also great interest in Turkey and Turkish goods in Benin.

He added that there have been significant developments in new infrastructure projects in Benin.

"During the first term of President Talon, great steps were taken especially in terms of completing the infrastructure. There is great interest in Turkish companies that have implemented successful projects in other African countries," he said.

Benin's Constitutional Court approved on April 16, provisional results of the April 11 presidential election, giving Talon a decisive victory against two opponents.

Talon was first appointed president in 2016 for a five-year term. His term led to Benin's economic recovery, according to observers.

But the period leading to elections was marked by a democratic crisis with national and international observers highlighting a democratic setback since his term began.

Some hope his re-election will focus more on democratic issues.

## **GHANA :**

### **Ghana to receive over 1M doses of Sputnik V vaccine**

<https://www.aa.com.tr/en/africa/ghana-to-receive-over-1m-doses-of-sputnik-v-vaccine/2227628>

West African country confirms 779 COVID-19-related deaths and 92,601 infections | Adam Abu-bashal | 03.05.2021 - Ghana expects to receive 1.3 million doses of Russia's Sputnik V COVID-19 vaccine on May 15, the country's president said Sunday.

"So we can hope to return our country, economy and life to the normalcy we all desire," said Nana Akufo-Addo.

Akufo-Addo underscored the importance of wearing masks against the virus.

Ghana became the first African country to receive COVID-19 vaccines from the COVAX facility with some 600,000 Oxford-AstraZeneca doses.

On March 1, the country kicked off a COVID-19 vaccination campaign with vaccines from the COVAX initiative.

COVAX is co-led by the Vaccine Alliance (Gavi), the Coalition for Epidemic Preparedness Innovations (CEPI) and the World Health Organization (WHO). It aims to accelerate the development and production of COVID-19 vaccines and guarantee fair and equitable access for every country in the world.

So far, Ghana has confirmed 779 COVID-related deaths, 92,601 infections and 90,248 recoveries, according to figures compiled by US-based Johns Hopkins University.

## **GAMBIA :**

### **Military patrol on demand amid spate of armed robberies**

<https://thepoint.gm/africa/gambia/headlines/military-patrol-on-demand-amid-spate-of-armed-robberies>

May 19, 2021, 10:26 AM | Article By: Pa Modou Cham | Amid rising crimes and murders around the Greater Banjul Area and beyond, our reporter spoke to some concerned citizens and a foreign resident who believes that a huge number of military officers with heavy ammunition should be deployed within the country in order to control criminals.

Speaking to one Lamin Janneh, he expressed disappointment with the unusual situation, saying the country never experienced such a high rate of criminality during the First and the Second republics. He added that if the criminals are not hunted and prosecuted, the nation could be attacked by terrorists. The concerned young Gambian said any nation with high rate of criminals is likely to encounter terrorism or rebellion.

"I call on President Barrow and his entire Cabinet to sit with the Security Council and pave the way for a more free crime country. Citizens are now living in fear due to the security threats faced by every individual, whether at home, work place or even on the streets."

Mr. Janneh further called on the security to keep their heads up and work for the interest of the nation, stating the army should be on patrol with heavy weapons that could scare the criminals.

Aliou Sarr, a Senegalese petty trader also dwelled on the increase of crime rates, indicating that he intended to return home for a while and observe the situation if there would be change in the future. He added that as a business man who came to find a greener pasture in the country, his hope has faded due to armed robberies.

“I think the government is not doing justice in providing maximum security to its citizens and foreigners who are also contributing to the country’s economy. Though the police are trying to control crimes, I think they need to double up their efforts. If necessary, the military should be given the chance to patrol and well protect the territory.”

Sarr told this medium that he is staying in the country with fear because a Senegalese man was killed in Bansang and recently another one killed at Westfield Monument.

Fatoumatta Bajo, a resident of Ebo Town, also raised concern about the security circumstances, saying women are now afraid to go about their normal businesses, talk less of going out in the evening.

“Women are not physically strong and if we are attacked by armed robbers, they can easily take our belongings, rape or even kill us as well. We need maximum protection and by doing so, all criminals should be eliminated from the country.”

\*\*\*\*\*

### **Gov’t may face legal battle if TRRC recommendations are not implemented**

<https://thepoint.gm/africa/gambia/headlines/govt-may-face-legal-battle-if-trrc-recommendations-are-not-implemented>

May 19, 2021, 10:48 AM | Article By: Momodou Jawo & Jariatou Kandeh | As the country’s Truth and Reparations Commission (TRRC) is at the climax of its public hearing next month, the executive secretary of the Institute for Human Rights and Development in Africa (IHRDA), Gaye Sowe, has hinted that they are ready to go to court if the TRRC recommendations are not implemented.

“TRRC has done a great job in putting issues at the forefront. However, at the end of the day, we should try as much as we can to remind the government and the TRRC of its responsibility. Maybe, if the TRRC recommendations are not taken seriously, some of us have already documented some cases and are ready to go to court,” he said.

Mr. Sowe was speaking yesterday during the opening of an international conference on Identifying Good Practices in Search of Disappeared Persons and Victims of Extra-Judicial Killings in The Gambia. The convergence organised by IHRDA in partnership with Trial International and Swiss peace was held at the Sir Dawda Kairaba Jawara International Conference Center.

Officials said the forum will enable participants to brainstorm on enforced disappearances and extra-judicial killings, with focus on the Gambian context, shared experience on good practices in the search for the disappeared, providing related remedies and preventing prevalence among others.

According to him, human rights abuses on a very massive scale really happened in the country during the former regime. “We all talk about the last 22 years especially on right violations among others. I really don’t have to go through that. However, now there are significant improvements, although, I am not saying there are no right violations, but there is significant improvement.”

Gaye Sowe added: “As CSOs, we’re all pushing for accountability and this is why this meeting is important in the sense that we will be reminding the government of its responsibility to make sure it get to the bottom line of all cases without exceptions with regard to all those who disappeared, or extra judicially killed.”

Enya Braun, Development Cooperation/International Aid Governance at the European Union (EU) Delegation to The Gambia said: “From Mondays to Thursdays, sometimes for five or six hours, wherever you go in the country, the hearings boom out of the TV and radios. In the gele-geles, taxi or in offices, you regularly hear people ask each other, usually with incredulity: "Did you hear so and so's testimony?" What the hearings have revealed, and continue to reveal, is the unpeeling of a layer of barely believable horror.”

For the victims and their families, she added, the process is far from over. “They will want to see a decisive follow-up to the Commission’s eventual recommendations in terms of prosecutions, yes, but let’s not forget importantly, reparations, healing, memorialisation, and above all -safeguards against risk of recurrence.”

“As long as the process of transitional justice—namely the TRRC but also this project—are not complete, the country remains at risk of slipping back into an authoritarian regime rife with human rights abuses. Many of the civil servants and security service personnel who were “adversely mentioned in the investigations continue to hold the same positions.”

Reforming the security services to become fit for purpose in a democracy, including through vetting and rightsizing, she further claimed, remain crucial.

“As of yet, no strategy is in place around follow-up to the TRRC recommendations, in particular when it comes to delivering justice to the people of The Gambia – including the options of prosecuting perpetrators, receiving adequate

reparations and, importantly, a process of memorialisation.”

Meanwhile, Dawda Jallow, the attorney general and minister for Justice said: “At the pain of sounding like a broken record, The Gambia’s history and experience with enforced disappearance and extra judicial killings is well documented.”

“As I have had to state, we have had some success on this journey. It’s important that we share what works and build on it for better results. You will be pleased to note that my ministry has completed its first ever report to the OHCHR Committee on enforced disappearance.”

\*\*\*\*\*

## **Turkish charity gives food aid to needy Gambian families**

<https://www.aa.com.tr/en/turkey/turkish-charity-gives-food-aid-to-needy-gambian-families/2232730>

Turkish Cooperation and Coordination Agency distributes 1,500 food packages in capital Banjul - Mustapha K Darboe | 07.05.2021 | BANJUL, Gambia

Turkey's state-run aid agency Friday distributed 1,500 food packages among the needy Gambian families as the small West African country struggles with the COVID-19 pandemic.

The Turkish Cooperation and Coordination Agency (TIKA) donated the food items including rice, sugar, and cooking oil to vulnerable people from eight councils — Banjul, Kanifing Municipality, Brikama, Kerewan, MansaKonko, Basse, Kuntuar, and Janjanbureh.

“We hope these food items handed over today will reach the vulnerable people in your regions,” Mehmet Akif Eyigun, TIKA's Banjul coordinator, said at a ceremony in the capital Banjul.

The Turkish aid agency has been a partner of the local government authorities in the Gambia and supporting the poor since the opening of its office in 2018.

Since last year, TIKA made several donations to the councils, including food aid, face masks, a locally made handwashing facility, and hand sanitizers during the pandemic.

Landing Sanneh, the chairman of the Gambia Association of the Local Government Authorities, said: “We are very grateful to the government and people of Turkey for the immense support TIKA Banjul office has been extending to the vulnerable people in the Gambia.”

Meanwhile, TIKA plans to make similar donations to orphanages and boarding schools across the country in the coming days, the aid agency official said.



-----  
\*\*\*\* AFRIQUE CENTRAL \*\*\*\*  
-----

**CEDEAO :**

**CEDEAO : Visite de travail du Président de la Commission de la CEDEAO au Sénégal : S.E Jean Claude Kassi BROU élevé au rang de Commandeur dans l'Ordre National du Lion par le Président Macky SALL.**

<https://www.niameysoir.com/cedeo-visite-de-travail-du-president-de-la-commission-de-la-cedeo-au-senegal-s-e-jean-claude-kassi-brou-eleve-au-rang-de-commandeur-dans-lordre-national-du-lion-par-le-presid/>

COMMUNIQUÉ DE PRESSE - En visite à Dakar, au Sénégal, dans le cadre d'une tournée qu'il effectue à la veille du prochain Sommet Ordinaire des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO, le Président de la Commission de la CEDEAO a été reçu en audience, et élevé au rang de Commandeur dans l'Ordre National du Lion dans la soirée du jeudi 06 Mai 2021 par S.E Macky SALL, Président de la République du Sénégal.

Une distinction que S.E Jean Claude Kassi BROU a reçue avec beaucoup de reconnaissance : « Je suis très honoré, extrêmement ému par cette distinction que je viens de recevoir de la part de Son Excellence Monsieur le Président de la République...Je voudrais vraiment saisir cette occasion pour remercier le Président de la République et lui exprimer toute ma reconnaissance pour cette marque d'attention ».

Dans l'interview qu'il a accordée à la fin de son audience, le Président de la Commission de la CEDEAO est revenu sur l'objet de sa mission dans la capitale sénégalaise. Cette visite, selon le Président Jean Claude Kassi BROU, entre dans le cadre d'une série de missions dans plusieurs pays de la sous-région afin d'échanger avec les Chefs d'Etat sur les différentes questions qui concernent la région ouest africaine. « ... notre région qui était sur une trajectoire économique forte depuis quelques années, a subi le contrecoup de la crise de la Covid-19 avec les conséquences humanitaire, sanitaire, économique et commerciale. La Covid a aussi entraîné une baisse d'activités mais aussi beaucoup de tensions au plan financier. Cette audience avec Son Excellence le Président de la République du Sénégal nous a permis de faire le point sur la mise en place des mesures que les Chefs d'Etat avaient décidées. Ensuite, vous savez que nous avons aussi un choc important dans la sous-région. C'est le choc sécuritaire notamment dans le Sahel et dans le bassin du lac Tchad qui affecte également nos pays au triple plan économique, humanitaire et financier. Nous avons là aussi, une série de mesures qui ont été décidées par les Chefs d'Etat. Donc c'était un peu l'occasion pour moi de présenter au Président de la République du Sénégal, le point de la mise en œuvre de ces différentes mesures », a déclaré le Président de la Commission de la CEDEAO à sa sortie d'audience.

Son Excellence Jean Claude Kassi BROU a également précisé que sa mission au Sénégal entre dans le cadre des préparatifs du prochain Sommet Ordinaire des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO dans le contexte particulier de la Covid. Pour le Président de la Commission de la CEDEAO, la campagne de vaccination actuellement en cours dans plusieurs pays de la sous-région, reste la meilleure porte de sortie de cette crise : « Avec la vaccination qui a démarré depuis plusieurs mois déjà, dans la plupart de nos pays à travers l'initiative COVAX, nous espérons et souhaitons fortement que cette dynamique puisse se poursuivre et s'amplifier pour que rapidement, nos pays retrouvent les conditions d'une reprise de la croissance, parce qu'il n'y a que cette croissance qui va nous permettre d'avoir des emplois, créer la stabilité économique et financière et le progrès économique pour notre région ».

Précisons que la délégation du Président de la Commission de la CEDEAO est composée du Commissaire Tèi KONZI en charge du commerce, de la douane et de la libre circulation des personnes, de Madame Sandra OULATE, la Directrice de la Communication de la CEDEAO et de M. Kadja Eugène ETCHE, l'Assistant Exécutif du Président de la Commission.

—————FIN—————

Pour plus d'information, veuillez contacter :

Direction de la Communication, Commission de la CEDEAO

**TCHAD :**

### **'Great loss' for Africa: Leaders mourn Chad's president**

<https://www.aa.com.tr/en/africa/great-loss-for-africa-leaders-mourn-chads-president/2215073>

Idriss Deby Itno killed on battlefield a day after re-election for 6th term | Felix Tih and Rodrigue Forku | 20.04.2021 | ANKARA/YAOUNDE, Cameroon | Several African leaders on Tuesday expressed grief over the death of their Chadian counterpart Idriss Deby Itno.

This is "a great loss for Chad and for all of Africa," the Democratic Republic of Congo's President Felix Tshisekedi, who is also the chairman of the African Union, said in a statement.

The Chadian president died during military operations that pitted the Chadian armed forces against rebels in the north over the weekend, the army said on Tuesday.

On the frontlines of Chad's battle against rebels, Deby, 68, died just a day after his re-election for a sixth term.

The Chadian army announced late on Sunday that it had killed more than 300 rebels in the northern part of the Central African country.

The rebels were from the Front for Change and Concord in Chad (FACT), the army said in a press release. Fighting started a day after the April 11 presidential elections.

On Saturday, the US Department of State ordered the departure of non-emergency US government employees from its embassy in the capital N'Djamena, fearing political unrest and violence.

Following his death, the military announced an 18-month transitional council led by Deby's son, General Mahamat Idriss Deby Itno. The 37-year-old is now Africa's youngest leader.

A curfew from 6 p.m. to 5 a.m. is put in place throughout the national territory, land and air borders are closed until further notice and a transitional government will be put in place, the military said.

May your soul rest in peace

Madagascar President Andry Rajoelina conveyed his condolences to the people of Chad, saying: "Farewell Marshal, may your soul rest in peace."

Burkina Faso President Roch Marc Christian Kabore said Deby was "a great Pan-Africanist, committed with conviction and determination, in the fight against terrorism in the Lake Chad basin and in the Sahel."

For his part, Gabon's President Ali Bongo Ondimba said Chad can count on the support and solidarity of Gabon "in this painful ordeal."

Mohamed Bazoum, the newly-elected Nigerien president, also offered his condolences to Deby's family and to the Chadian people. "May Allah welcome him to paradise."

Cameroon's President Paul Biya said Deby's death "is an immense loss for Chad, Central Africa and our continent, which he will have served relentlessly."

### **Chad's new leader calls for dialogue amid protests**

<https://www.aa.com.tr/en/africa/chad-s-new-leader-calls-for-dialogue-amid-protests/2222882>

Mahamat Idriss Deby took charge after father's death on frontline -- Peter Kum | 28.04.2021 | YAOUNDE, Cameroon --- The head of Chad's Transitional Military Council has called for an inclusive dialogue after violent protests left several dead in the Central African country.

In his first speech to the nation on Tuesday, Gen. Mahamat Idriss Deby promised an "inclusive national dialogue" during the 18-month transition to elections.

He came to power last week after his late father President Idriss Deby Itno, 68, died as he battled rebels on the frontline, just a day after his re-election for a sixth term.

Opposition parties and several civil society groups have objected to the new leader's appointment, calling for a return to civilian rule. Several people have been killed and injured during protests.

"I will be the guarantor of this dialogue, which will not elude any subject of national interest according to a precise timetable that the government will be called upon to unveil," Mahamat Deby said. "The members of the military council are soldiers who have no other ambition than to serve their homeland with loyalty and honor."

He announced the establishment of a "government of national reconciliation, composed of a united team, competent and representative of plural Chad."

He said the military council will also have the mission of drawing up a new Constitution, adding that Chad needs massive support from its international partners to stabilize the economy.

Albert Pahimi Padacke has been appointed the country's prime minister, and tasked to propose a transitional government in 15 days.

\*\*\*\*\*

### **Tchad : nomination d'un gouvernement de transition**

<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/tchad-nomination-dun-gouvernement-de-transition/2227668>

- Il est composé de 40 ministres et secrétaires d'Etat, avec la création d'un nouveau ministère de la Réconciliation nationale. - Lassaad Ben Ahmed | 03.05.2021

Le général Mahamat Idriss Déby, chef du Conseil militaire de transition (CMT) au Tchad, a signé un décret, dimanche soir, portant nomination d'un gouvernement de transition.

Le décret désigne 40 ministres et secrétaires d'Etat, avec la création d'un nouveau ministère de la Réconciliation nationale.

Dans le nouveau gouvernement, l'opposition est représentée notamment par Mahamat Ahmat Alhabo du PLD (Parti pour les Libertés et le Développement), au département de la Justice et des droits humains.

L'opposant Mahamat Lazina, leader du Mouvement National pour le Changement au Tchad (MNCT), qui a été au cœur des mouvements de manifestations pré-électorales, fait aussi son entrée au sein du département de l'Environnement et de la Pêche.

Aussi, Lydie Beassemnda, unique candidate féminine lors de la présidentielle du 11 avril dernier (arrivée en troisième position), intègre aussi le gouvernement au département de l'Enseignement supérieur.

Le conseiller diplomatique du défunt président Idriss Deby, Acheikh Ibni Oumar, a été nommé ministre d'État et est désormais en charge des portefeuilles de la réconciliation nationale et du dialogue, à une étape cruciale pour le Tchad.

Près de dix personnalités de l'ancien gouvernement d'Idriss Deby dissout le 20 avril dernier, ont été reconduits au nouveau gouvernement pour conduire la transition à bon port.

Pour rappel, la prise du pouvoir par une junte militaire, dès le décès de l'ancien président Idriss Déby Itno, le 20 avril dernier, a été critiquée. Des manifestations réprimées dans le sang le 27 avril ont fait six morts à N'Djamena et dans le Sud selon les autorités, neuf selon la Convention tchadienne des droits de l'homme.

\*\*\*\*\*

### **Tchad : plusieurs « centaines » de rebelles tués dans l'ouest (armée)**

<https://sahel-intelligence.com/23784-tchad-plusieurs-centaines-de-rebelles-tues-dans-louest-armee.html>

2 mai 2021 --- Samuel Benshimon | Des « centaines » de rebelles ont été tués par l'armée en 48 heures dans l'ouest du Tchad, a annoncé vendredi soir le porte-parole de l'armée tchadienne, le général Azem Bermandoa Agouna.

« Les Forces de Défense et de Sécurité ont fini de traiter la bande de rebelles qui avait fait incursion vers Nokou (...) le 29 avril », a assuré le porte-parole de l'armée dans un communiqué.

« Côté ennemi, plusieurs centaines de rebelles ont été neutralisés et 66 faits prisonniers », a ajouté la même source, précisant que l'armée déplore la mort de six soldats.

Les combats qui opposent l'armée au groupe rebelle du Front pour l'alternance et la concorde au Tchad (FACT) se déroulent depuis mi-avril dans la région désertique du Kanem, le long de la frontière avec le Niger.

Le FACT avait lancé depuis la Libye son offensive contre le pouvoir le 11 avril, jour de l'élection présidentielle remportée par le président Déby, avec près de 80% des suffrages, selon des résultats officiels rendus publics quelques heures avant l'annonce de son décès, des suites de blessures reçues au front.

L'armée avait annoncé jeudi que les combats ont continué dans la zone de Nokou, dans le département du nord-Kanem où le président Idriss Déby a été tué.

\*\*\*\*\*

### **Tchad : manifestation du 19 mai, un fiasco**

[https://www.alwihdainfo.com/Tchad-manifestation-du-19-mai-un-fiasco\\_a103822.html](https://www.alwihdainfo.com/Tchad-manifestation-du-19-mai-un-fiasco_a103822.html)

Alwihda Info | Par Steve Djénonkar - 19 Mai 2021 | Si la manifestation du 27 avril est inégalée, celle du 10 mai est un succès à demi-teinte. La manif d'aujourd'hui est un échec complet. "Habbena lacrymogène" dans le 7ème arrondissement, ce mercredi, respire l'oxygène à pleins poumons. Les parages du quartier général des Transformateurs, de coutume gazés et matraqués, cèdent place à une ambiance plutôt paisible. Une vingtaine de Toyotas bourrées à rebors d'éléments de la Garde nationale nomade du Tchad (GNNT) et du Groupement mobile d'intervention de police (GMIP) ont investi dès l'aube le terrain Koulamallah en face dudit QG.

La forte présence militaire n'a pas dissuadé les jeunes qui jouent allègrement au football. Un peu plus loin à Gassi dans le même arrondissement, le commissariat d'ordre public n° 16 a renforcé son effectif. Six Toyotas remplis de gardes nomades stationnés devant le commissariat se sont très vite dispersés. Les militaires s'ennuyant parce que "n'ayant personne à frapper ou à tirer dessus" dorment sur un stock de sable, les Kalachnikovs posées sur la poitrine.

À l'intersection du prolongement Avenue du 10 octobre-Axe hôtel Mirande où les manifestations ont été particulièrement intenses le 27 avril, les éléments du GMIP ont remplacé les manifestants. Une douzaine de véhicules dont trois citernes d'eau chaude ont envahi les lieux.

"Ils sont ici dès 5 heures nombreux parce que la manifestation du 27 était forte. Aujourd'hui malheureusement, il n'y a eu aucun coup de sifflet ni un pneu de vélo brûlé", ironise un vendeur de cigarettes dont la présence policière a accru le chiffre d'affaires.

D'autres témoins cependant affirment que quelques jeunes ayant brûlé des pneus ont été hâtivement dispersés par la police. Des riverains "craignant les bavures policières" auraient éteint les flammes.

D'autres Toyotas bourrées de militaires et de lance-roquettes effectuent d'incessants aller-retour dans les parages et font jonction autour de 9 heures au rond-point du 10 octobre. Vers midi, cette fois-ci ce sont les policiers qui ont envahi le terrain Koulamallah, ronronnant sous des neums ou empestant l'air des bouffées de chicha après avoir chassé à coups de grenades lacrymogènes une poignée de manifestants en face de l'école de Habben.

À Moursal dans le 6ème arrondissement, ce sont plutôt des colonnes de véhicules de police qui ont envahi les coins susceptibles de rassembler les manifestants. À Walia dans le 9ème arrondissement où les manifestants ont vandalisé la station Total à la première manifestation post-Déby, les populations vaquent normalement à leurs occupations.

## TOGO :

### **Amid pandemic Togo succeeds in protecting jobs**

<https://www.aa.com.tr/en/africa/amid-pandemic-togo-succeeds-in-protecting-jobs/2225855>

On eve of May Day Togolese minister tells Anadolu Agency that informal sector helped to maintain growth rate and jobs

Aurore Bonny | 30.04.2021 | LOME, Togo -- Despite the global financial meltdown due to the COVID-19 pandemic, West African country Togo is perhaps the unique example having recorded significant growth and protecting jobs.

According to the statistics available from International Labor Organization (ILO) the country bordered by Ghana to the west, Benin to the east and Burkina Faso to the north has recorded an average 77% employment rate over the past eight years against 64% in sub-Saharan Africa.

In an exclusive interview with Anadolu Agency, Togo's Public Service and Labour Minister Gilbert Bawara said the growth rate has helped the country to protect jobs. In many other countries, the meltdown led to retrenchment and thereby loss of millions of jobs.

"The private and informal sectors are the main providers of jobs in Togo. Few young people are salaried. The informal sector offers a large recruitment chain," explained Kera Hodabalo, head of the youth committee of the National Confederation of Workers of Togo. ( READ MORE )

\*\*\*\*\*

### **Togo: la SFI annonce des investissements dans le solaire et la connectivité Internet**

<https://www.togofirst.com/fr/gouvernance-economique/1905-7866-togo-la-sfi-annonce-des-investissements-dans-le-solaire-et-la-connectivite-internet>

Gouvernance économique | mercredi, 19 mai 2021 | (Togo First) - Au sortir d'une audience le mardi 18 mai à Paris avec le président Togolais Faure Gnassingbé, le Directeur général de la Société financière internationale (SFI), Makhtar Diop, a annoncé deux importants investissements au Togo.

Il s'agit de la construction d'une centrale solaire et du projet d'installation de câble sous-marin pour améliorer l'accès à l'internet. « Il s'agit pour nous de réitérer notre volonté d'appuyer les autorités par des financements dans ces domaines », a indiqué le N°1 de la SFI.

Les progrès du Togo en matière d'amélioration de l'environnement des affaires ont aussi été au cœur des échanges entre Faure Gnassingbé et Makhtar Diop. « Comme vous le savez, le Togo a été le pays qui a enregistré la meilleure progression en Afrique dans le classement Doing Business. Et on le voit aujourd'hui, des investisseurs privés étrangers et locaux qui seront intéressés à venir investir au Togo », a déclaré le Directeur Général de la branche du groupe de la Banque Mondiale dédiée au financement du secteur privé.

En effet, le Togo, au classement 2020 du Doing Business (DB), a réalisé un bond de 40 places pour se classer au 97ème rang mondial et s'adjuger le titre de Top Performer en Afrique subsaharienne.

Notons qu'au cours de ces dix dernières années, la SFI a investi plus de 600 millions de \$, environ 322 milliards de FCFA au Togo, dans les secteurs de l'énergie, des marchés financiers, de la production de ciment, la logistique et la santé.

## CAMEROUN :

### **Le Cameroun célèbre l'unité dans la division**

<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/le-cameroun-c%C3%A9l%C3%A8bre-l-unit%C3%A9-dans-la-division/2245600>

- Plus de 60 ans après les indépendances, les francophones et les anglophones sont toujours en quête d'unité nationale, pourtant officialisée par le référendum du 20 mai 1972. Lassaad Ben Ahmed | 18.05.2021 --- Le Cameroun célèbre, le 20 mai 2021, ses 49 ans d'unification entre la minorité anglophone, qui représente 20 % des 22 millions de Camerounais, et les francophones qui constituent la majorité.

Pendant des décennies, les deux communautés ethnolinguistiques vivaient en paix, les anglophones principalement concentrés dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, les francophones dans les huit autres régions. Le pays en compte dix régions.

Cependant, depuis octobre-novembre 2016, les anglophones, mal à l'aise et ne voulant plus d'un Etat unitaire, lancent un mouvement de sécession qui, bien que pacifique au départ, s'est transformé en lutte armée, au grand dam des anglophones eux-mêmes.

Un marasme général a gagné les régions anglophones, des violences, des déplacements massifs, la crise dite « anglophone » s'installe dans la durée, mettant en cause l'unité du Cameroun, pourtant inscrite dans la Constitution et considérée par Yaoundé comme un facteur de force et de richesse socioculturelle.

Les Cameroun est, en effet, un pays bilingue, où les mêmes droits sont garantis par la Constitution aussi bien pour les anglophones et que pour les francophones.

Mais la réalité était toute autre sur le terrain en régions anglophones.

« Nous n'avons jamais été traités équitablement. Nous avons même plutôt été recolonisés par les francophones qui ont été aidés par la France. Cela fait trop longtemps », a témoigné à l'Agence Anadolu Mack Baretta, activiste anglophone exilé aux Etats-Unis.

Cet activiste n'hésite pas à évoquer « 49 ans d'esclavagisme perpétuel ».

« Nous, les anglophones, souhaitons une restauration complète de notre statut, entre autres, de notre souveraineté en tant que pays indépendant », a-t-il souligné. ( LIRE PLUS )

\*\*\*\*\*

### **Cameroon cancels national day festivities due to COVID-19**

<https://www.aa.com.tr/en/africa/cameroon-cancels-national-day-festivities-due-to-covid-19/2239684>



'Despite country's commendable performance in fight against virus, pandemic is tragic reality,' presidency says - 13.05.2021 | YAOUNDE, Cameroon - Cameroon's President Paul Biya has cancelled all official ceremonies marking the 2021 edition of the country's national day due to the coronavirus pandemic.

Ferdinand Ngoh Ngoh, secretary general at the president's office, said in a statement that Biya urged Cameroonians to strictly observe government-prescribed social distancing measures during the commemoration of May 20 as well as the celebration of forthcoming religious feast days.

Unity Day is a holiday in Cameroon celebrated on May 20 as the country's national day.

On May 20, 1972 in a national referendum, Cameroonians voted for a unitary state as opposed to the existing federal state.

In the statement late Wednesday, Ngoh Ngoh recalled that despite the country's commendable performance in the fight against COVID-19, the pandemic is a tragic reality against which "we should endeavor to protect ourselves by complying with barrier measures and getting vaccinated."

The Central African country has so far registered 74,946 coronavirus cases, with 70,497 recoveries and 1,152 deaths, according to the Africa Centres for Disease Control and Prevention.

## **CENTRAFRIQUE :**

### **Suspected French mercenary nabbed in CAR**

<https://www.aa.com.tr/en/africa/suspected-french-mercenary-nabbed-in-car/2236897>

Former member of notorious rebel group apprehended with large amount of weapons, ammunition in Central African Republic | Rodrigue Forku | 11.05.2021 | A French national believed to be a mercenary was arrested in the Central African Republic on Monday with a large amount of weapons and ammunition, local media reported on Tuesday.

The ammunition was found at the home of Juan Remy Quignolot, a former French soldier who has lived in the capital Bangui for several years, according to local news platform Corbeaunews-Centrafrrique.

Police reports say Quignolot once trained fighters of the former Seleka coalition. But now, he presents himself as a consultant journalist in Bangui, according to Eric Didier Tombo, the attorney general of the Bangui Court of Appeal,

"This is a police operation. This is a man who was followed by the police department," he said adding that the police had requested prosecutors order that Quignolot's home be search.

"From the police sources we have had, it seems that in 2013, he was one of the Seleka supervisors," Tombo added.

Valery Zakharov, a security adviser to President Faustin-Archange Touadera, tweeted: "A foreign citizen was detained in Bangui today [Monday] with a huge amount of arms and ammunition. An investigation is underway and the circumstances need to be clarified."

The Seleka coalition was an alliance of rebel militia groups that seized power in the Central African Republic in 2013. After its official dissolution in September 2013, the remaining rebel groups came to be known as ex-Seleka.

Seleka leader Michel Djotodia became the nation's president from March 2013 until his resignation in January 2014.

The Central African Republic plunged into conflict in 2012, with fighting between the mostly Christian anti-Balaka militia and the mainly Muslim Seleka rebel coalition, having killed thousands and leaving two out of three civilians dependent on humanitarian aid.

## **GABON :**

### **Sommet de Paris sur l'économie africaine : Ali Bongo snobé par Emmanuel Macron ?**

<https://www.gabonreview.com/sommet-de-paris-sur-leconomie-africaine-ali-bongo-snobe-par-emmanuel-macron/>

par Griffin Ondo Nzuey / 19 mai, 2021 | Contrairement à une vingtaine de ses homologues africains ayant pris part, mardi 18 mai, au sommet sur le financement des économies africaines en France, le président gabonais n'a pas été invité par Emmanuel Macron à participer à cet événement, ni en présentiel ni par visioconférence.

Ayant officiellement exprimé la candidature du Gabon à intégrer en tant que membre le Commonwealth, Ali Bongo aurait-il fâché Emmanuel Macron au point que celui-ci a décidé de ne pas l'inviter à prendre part au sommet sur le financement des économies africaines qu'il a organisé mardi à Paris ? Si l'Élysée et la présidence de la République à Libreville n'ont pas donné d'explication officielle, il n'en demeure pas moins que l'absence du chef de l'État qui a pourtant repris la semaine dernière ses visites de travail hors de son pays a été très remarquée.

En effet, Ali Bongo n'était pas présent au Grand Palais Éphémère, à Paris, où il aurait pu échanger avec ses homologues de l'Angola, du Burkina Faso, de la République démocratique du Congo, de la Côte d'Ivoire, de l'Égypte, de l'Éthiopie, du Ghana, du Mali, de la Mauritanie, du Mozambique, du Nigeria, du Rwanda, du Sénégal, du Soudan, du Togo et de la Tunisie. Mieux, le chef de l'État n'a pas non plus été invité à prendre part à ce sommet par visioconférence comme l'ont été les présidents du Kenya, de la Tanzanie et de l'Afrique du Sud.

Sur les réseaux sociaux et certains médias réputés proches de la présidence de la République, l'on assure que cette absence est loin d'exprimer une quelconque mésentente entre la France et le Gabon. L'on rappelle d'ailleurs qu'Ali Bongo est invité au Sommet Afrique-France prévu à Montpellier en juillet prochain.

Le sommet sur le financement des économies africaines auquel ont pris part une trentaine de chefs d'État et de gouvernement ainsi que des dirigeants d'organisations internationales «faisait suite à la diffusion d'une tribune de 18 dirigeants africains et européens, publiée le 15 avril 2020, en faveur d'une mobilisation de la communauté internationale pour affronter les conséquences de la crise sanitaire et économique causée en Afrique par la pandémie [de Covid-19]», indique le communiqué de l'Élysée.

## CONGO BRAZZAVILLE :

### **Le Congo Brazzaville, deuxième partenaire commercial du Togo en zone CEMAC**

<https://www.togofirst.com/fr/gouvernance-economique/1705-7850-le-congo-brazzaville-deuxieme-partenaire-commercial-du-togo-en-zone-cemac>

Gouvernance économique | lundi, 17 mai 2021 | Le Congo Brazzaville, deuxième partenaire commercial du Togo en zone CEMAC | (Togo First) - Le 14 Mai dernier, le chef de l'Etat, Faure Gnassingbé a effectué une visite de travail et d'amitié auprès de son homologue Denis Sassou N'guesso, sa troisième de rang en à peine 4 mois. Les deux chefs d'Etat se consultent régulièrement sur les questions africaines.

Bien que les échanges commerciaux ne soient pas toujours au premier plan de leurs échanges, Lomé et Brazzaville ont signé en août 2020, deux importants accords de coopération économique et un accord d'exemption réciproque de visa diplomatique.

Le premier consacre un partenariat entre leurs chambres de commerce respectives tandis que le second établit un lien entre les ports de Lomé et de Pointe-Noire. Ces instruments juridiques ont pour principal objectif de booster les échanges économiques et les relations entre les secteurs privés du Togo et du pays qui constitue le second marché d'exportations du Togo au sein de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) après le Gabon.

Sur les cinq dernières années, la balance commerciale entre les deux pays est en faveur du Togo.

En effet, d'un volume global de 2 milliards FCFA en 2015, les exportations de Lomé vers le Congo Brazza ont plus que doublé pour atteindre un pic de 5 milliards FCFA en 2016, avant de s'effondrer en 2017, entre autres du fait de la crise sociopolitique qu'a connue le Togo, interprètent certains analystes.

Après une reprise à la hausse en 2018, les exportations togolaises vers le pays de Denis Sassou N'Gusso s'établissent à 1,4 milliard de FCFA à fin 2019, à la veille donc de 2020 et de l'arrêt mondial de l'économie à cause de la pandémie de Covid-19.

Par ailleurs, dans un contexte de relance timide de l'économie mondiale post-Covid-19, l'on ne saurait entrevoir une reprise quantitative des échanges entre les deux pays, estiment les économistes. Et pour cause, en difficulté avant la pandémie avec la chute des cours mondiaux du

pétrole, la République congolaise a connu une récession de près de 7% sur l'année 2020 et ne devrait connaître qu'une croissance d'1% en 2021, d'après les perspectives économiques du pays d'Afrique centrale, publiées par la Banque Africaine de Développement (BAD). Klétus Situ

### **Sommet de Paris : Sassou-N'Guesso invite la communauté internationale au multilatéralisme**

[https://www.alwihdainfo.com/Sommet-de-Paris-Sassou-N-Guesso-invite-la-communaute-internationale-au-multilateralisme\\_a103824.html](https://www.alwihdainfo.com/Sommet-de-Paris-Sassou-N-Guesso-invite-la-communaute-internationale-au-multilateralisme_a103824.html)

Alwihda Info | Par Olive Jonala - 19 Mai 2021 | Le sommet de Paris s'est achevé mardi, 18 mai 2021 sur l'engagement de la France d'apporter un soutien financier à l'Afrique. Le chef de l'Etat congolais, Denis Sassou-N'Guesso présent à ces assises, a invité la communauté internationale à œuvrer pour le multilatéralisme.

La France s'est montrée solidaire vis-à-vis des Etats africains, en mettant en jeu 100 milliards de dollars pour la relance des économies africaines, éprouvées par la crise de la pandémie à coronavirus-Covid 19. Le président français a, en outre, proposé le recours aux droits de tirages spéciaux dans le même but.

Le président Denis Sassou-N'Guesso qui a pris la parole à la tribune de ce sommet a rappelé le sens de cette solidarité en ces temps de Covid-19 : « Le Coronavirus a montré que le monde n'était, en réalité, qu'un village planétaire. Face à cette pandémie, les peuples et les Etats se doivent de rester solidaires. », a-t-il déclaré. Pour lui, « l'après COVID-19 ne doit pas être identique à l'avant COVID-19. Seule une solidarité plus active permettra une distribution équitable des doses vaccinales ». D'où, « la nécessité de ne pas laisser l'Afrique au bord de la route devient plus forte devant l'ampleur des nouveaux défis communs », a fait observer Denis Sassou-N'Guesso avant d'inviter la communauté internationale à œuvrer pour le multilatéralisme, qui, a-t-il poursuivi, est le fondement de toute communauté d'action.

C'est pourquoi, les dirigeants africains et européens, réunis à Paris, ont acté la nécessité de soutenir financièrement la relance des économies africaines, frappées par la pandémie due au coronavirus.

Pour Denis Sassou-N'Guesso, le développement de l'Afrique devrait tenir compte du lien à établir entre sécurité-investissement-développement. Il était temps, a dit le président congolais, de mettre en place un mécanisme de stabilisation sur le continent africain pour faire face aux divers chocs, a-t-il suggéré. « Comme les pays européens au lendemain de la crise financière 2009-2010, nous, nations africaines, devrions tirer les leçons de la crise actuelle et nous doter de notre propre mécanisme pour prévenir et faire face rapidement à la survenue de tout choc extérieur futur », a suggéré le chef de l'Etat congolais. « Ce mécanisme africain de stabilisation financière serait basé sur le principe de la mutualisation des ressources (sous forme de dette commune), dont l'accès serait subordonné au respect des critères de convergence macroéconomique », a expliqué Denis Sassou-N'Guesso.

En somme, la capitale française a rendu manifeste l'idée d'accompagner le continent africain pour sortir de la double crise : financière et sanitaire. Dans l'immédiat, cet engagement doit se traduire par une accélération de la campagne vaccinale contre la COVID-19 et davantage de marges de manœuvre budgétaire pour les pays du continent africain. Ce sommet, organisé à l'initiative du chef de l'Etat français, Emmanuel Macron, s'est tenu sous le signe de l'urgence et de l'ambition pour un nouveau paradigme dans la coopération entre la France et l'Afrique.

-----  
\*\*\*\*\* GLOBALISATION \*\*\*\*\*  
-----

**RUSSIA :**

### **Egypt, Russia say Israel needs to stop Gaza attacks**

<https://www.aa.com.tr/en/middle-east/egypt-russia-say-israel-needs-to-stop-gaza-attacks/2240079>

Death toll from Israeli attacks on Gaza reaches 83 --- Mohammed Yahya Ahmad Mohammed | 13.05.2021 | Egyptian Foreign Minister Sameh Shoukry and his Russian counterpart Sergey Lavrov agreed Thursday that Israel needs to stop attacks on the Gaza Strip.

In a phone call, the two top diplomats reiterated that Israel should stop the bloodshed, according to a statement issued by the Egyptian Foreign Ministry.

Ongoing Israeli attacks on Gaza have killed 83 Palestinians and injured 487 others, the Palestinian Health Ministry said.

Tensions have been running high since an Israeli court last week ordered the eviction of Palestinian families from the Sheikh Jarrah neighborhood of East Jerusalem.

Israel occupied East Jerusalem during the 1967 Arab-Israeli war and annexed the entire city in 1980, in a move that has never been recognized by the international community.

### **La Russie promet d'aider le Tchad**

[https://www.alwihdainfo.com/La-Russie-promet-d-aider-le-Tchad\\_a103809.html](https://www.alwihdainfo.com/La-Russie-promet-d-aider-le-Tchad_a103809.html)

Alwihda Info | Par Info Alwihda - 18 Mai 2021 | Le président russe Vladimir Poutine a déclaré mardi que la Russie continuera d'aider le Tchad à former du personnel, y compris pour les forces armées. Il s'est exprimé au cours d'une rencontre avec les ambassadeurs de 23 pays.

"Le renforcement des liens politiques et économiques entre la Russie et la République du Tchad répond aux intérêts des deux États. Les entreprises russes fournissent des machines, des équipements et d'autres produits industriels nécessaires à la modernisation de l'économie du Tchad", a dit Vladimir Poutine dans un discours diffusé par le Kremlin.

"Nous continuerons à fournir une assistance à votre pays par le biais du Programme alimentaire mondial de l'ONU, de former du personnel national y compris pour les forces armées", a dit le dirigeant russe.

Dans une récente interview accordée à RIA Novosti, le ministre tchadien de la Réconciliation nationale et du Dialogue, Acheikh Ibni Oumar, a déclaré que le Tchad et la Russie "sont dans la même tranchée" dans la lutte contre le terrorisme international.

"Nous sommes dans la même tranchée avec la Russie, parce que nous avons autrefois souffert du même ennemi - des groupes islamistes extrémistes qui ont ciblé à la fois le Tchad et la Russie", a déclaré le ministre.

### **Centrafrique : l'ambassade de Russie se dit surprise de la réaction du Tchad**

[https://www.alwihdainfo.com/Centrafrique-l-ambassade-de-Russie-se-dit-surprise-de-la-reaction-du-Tchad\\_a102254.html](https://www.alwihdainfo.com/Centrafrique-l-ambassade-de-Russie-se-dit-surprise-de-la-reaction-du-Tchad_a102254.html)

Alwihda Info | Par Info Alwihda - 6 Avril 2021 | L'ambassade de la Fédération de Russie en Centrafrique a déclaré le 6 avril être surprise du communiqué de presse publié le 3 avril par le ministère tchadien des Affaires étrangères.

L'ambassadeur de Russie en RCA "n'a jamais accusé le gouvernement tchadien de quelque ce soit. En revanche, l'ambassade de Russie en RCA compte sur le soutien du Tchad dans la stabilisation de la situation en RCA et considère ce pays comme un acteur clé dans le développement de la région".

Lors de la conférence de presse qui a eu lieu le 29 mars 2021 et à laquelle ni les représentants de l'ambassade du Tchad, ni les journalistes tchadiens n'ont été présents, l'ambassadeur a appelé "tous les pays voisins de la RCA à sécuriser la frontière afin de mettre fin à la circulation illégale des armes et des hommes au nom de la paix et de la stabilité".

L'ambassade de Russie prie les autorités tchadiens de vérifier les informations pour ne pas défigurer la réalité. Elle informe que ce n'est pas la première fois que les journalistes falsifient les paroles de l'ambassadeur de Russie en RCA.

"Il est regrettable que le Tchad, l'un des pays qui entretient des bonnes relations de longue date avec la Russie, condamne les propos que Monsieur l'ambassadeur n'a jamais prononcés tout en croyant aveuglement aux fausses nouvelles", conclut l'ambassade.

\*\*\*\*\*

### **Egypt announces signing investment contracts with 50 Russia companies**

<https://www.middleeastmonitor.com/20210508-egypt-announces-signing-investment-contracts-with-50-russia-companies/>

Egypt's Ambassador to Russia Ihab Nasr confirmed that 50 Russian companies have signed contracts to invest in the economic zone in eastern Egypt.

These investments are mainly based in Port Said and Ain Sokhna, near the Red Sea, and will provide a variety of Russian products.

Nasr did not state the value of the contracts nor the most prominent Russian company that signed the new investment contracts.

During a telephone interview with Sada El Balad, Nasr predicted that Russian tourists would soon return to Egypt, following the authorities' decision to resume flights to Hurghada and Sharm El-Sheikh. He explained that the precautionary measures taken in the Egyptian tourist facilities were positively evaluated.

Nasr added that Egypt ranks fourth out of 14 countries in terms of direct flights with Russia.

On 23 April, the Egyptian presidency announced that Cairo and Moscow had agreed to fully resume mutual flights, after a pause of more than five years due to the bombing of a Russian passenger plane over the Sinai Peninsula, in a Daesh terrorist attack.

### **Egypt to produce Russia covid vaccine**

<https://www.middleeastmonitor.com/20210422-egypt-to-produce-russia-covid-vaccine/>

Egyptian pharmaceutical firm Minapharm has agreed to produce more than 40 million doses a year of Russia's Sputnik V coronavirus vaccine, Reuters reported the Russian Direct Investment Fund (RDIF), which markets the vaccine abroad, saying today.

The two parties agreed to begin technology transfer immediately, it said in a joint statement with Minapharm, and the rollout is expected in the third quarter of this year.

"RDIF and Minapharm will initially supply over 40 million doses per year. Production will take place in Minapharm's biotech facility in Cairo for global distribution," the statement said.

Egypt's Health Ministry yesterday confirmed 861 new coronavirus cases, up from 855 on Tuesday. The ministry also announced 46 deaths and 435 recovered cases.

The country has now reported a total of 218,902 confirmed cases, 12,866 deaths, and 164,803 recovered cases.

A third wave of the virus is expected to hit the north African state in the coming weeks.

\*\*\*\*\*

### **Russia denies Sudan naval base pact is suspended**

<https://www.middleeastmonitor.com/20210430-russia-denies-sudan-naval-base-pact-is-suspended/>

Recent reports about the suspension of an agreement between Russia and Sudan on establishing a naval base in the African state are "baseless", the Russian embassy in Khartoum announced yesterday.

"In connection with the reports that have emerged in the regional and Sudanese media space about the alleged suspension of the implementation of the Agreement between Russia and the Republic of Sudan on the creation of a logistics center for the Russian Navy on the territory of the Republic of Sudan, the Embassy emphasizes that these statements do not correspond to reality, whatever the so-called sources say," the embassy said in a statement, according to Russian News Agency TASS.

Moscow stressed that it had not received "any notifications from the Sudanese side" on the matter.

On Wednesday, Saudi's Al-Arabiya news network quotes sources as saying that the Sudanese authorities had suspended the agreement with Russia to build a naval base in the country. The pact, which was signed between Moscow and the regime of ousted Sudanese President Omar Al-Bashir, aimed at building a naval logistical support and maintenance facility to carry out repairs, replenish supplies and provide a transit point for Russian naval crews.

**UNION AFRICAINE :**

### **Microsoft 4Afrika : ZLECAF peut améliorer la situation de millions d'Africains**

<https://sahel-intelligence.com/23957-microsoft-4afrika-zlecaf-peut-ameliorer-la-situation-de-millions-dafricains.html>



18 mai 2021 - Frédéric Powelton - La zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) peut améliorer la situation de millions d'Africains et la technologie en est la clé, a indiqué Amrote Abdella, directeur régional à Microsoft 4Afrika.

« Avec tous les défis que la pandémie de covid-19 a présentés à l'Afrique, il y a beaucoup de changements intéressants en cours et peu sont potentiellement plus impactants que la ZLECAF », selon M. Abdella.

Cette zone, a-t-elle poursuivi, est un accord clé qui va changer la donne pour les pays signataires, rappelant qu'actuellement, l'Afrique ne représente que 2% du commerce mondial, et que seulement 17% des exportations africaines sont intracontinentales, contre 59 % en Asie et 68% en Europe.

Le pacte vise à créer la plus grande zone de libre échange au monde, mesurée en fonction du nombre de pays participants, a précisé Mme Abdella, relevant qu'il reliera 1,3 milliard de personnes dans 55 pays, dont le produit intérieur brut (PIB) combiné est évalué à 3,4 milliards de dollars.

Il permettra d'accroître le revenu régional de 7%, soit 450 milliards de dollars, ainsi que de sortir 30 millions de personnes de l'extrême pauvreté d'ici 2035 a-t-elle dit, ajoutant que les salaires des travailleurs qualifiés et non qualifiés augmenteront également de 10,3% pour les travailleurs non qualifiés et de 9,8% pour les travailleurs qualifiés.

### **Président de l'Union africaine : "ce qui s'est passé au Tchad n'est pas un coup d'État"**

[https://www.alwihdainfo.com/President-de-l-Union-africaine-ce-qui-s-est-passe-au-Tchad-n-est-pas-un-coup-d-Etat\\_a103810.html](https://www.alwihdainfo.com/President-de-l-Union-africaine-ce-qui-s-est-passe-au-Tchad-n-est-pas-un-coup-d-Etat_a103810.html)

Alwihda Info | Par Info Alwihda - 19 Mai 2021 --- Le président de l'Union africaine Félix Tshisekedi s'est exprimé mardi sur la situation au Tchad à l'issue du sommet sur le financement des économies africaines. Interrogé par un journaliste, M. Tshisekedi a indiqué que "ce qui s'est passé au Tchad n'est pas un coup d'État, c'est un assassinat d'un chef d'État".

"À sa disparition brutale, cela ne peut qu'entraîner certaines déconvenues. Heureusement que la reprise en main a été rapide. Dans une situation pareille de désordre, il vaut mieux une reprise en main musclée. Mais cela ne veut pas dire que le gouvernement actuel ou le Conseil militaire de transition a un blanc-seing de l'Union africaine et de la communauté internationale tout entière", a ajouté le président de la RDC.

Justifiant le choix de l'Union africaine de ne pas sanctionner le Tchad, Félix Tshisekedi a déclaré : "nous avons compris la situation qui était précaire. Il ne faut pas oublier que le Tchad est menacé par des hordes de rebelles et quelque part aussi par des menaces terroristes. Le décès brutal du Maréchal du Tchad aurait pu donner occasion à ces individus de chercher à déstabiliser ce pays en essayant de reprendre la main. Il fallait une réponse militaire, elle a été donnée. Maintenant, ça ne veut pas dire que les droits et libertés doivent être passés par pertes et profits".

Le président de l'Union africaine précise que la période de transition ne doit pas entraîner des privations des droits et libertés. "Il faut absolument que le pouvoir actuel, le Conseil militaire de transition, fasse régner l'ordre mais également continue à faire respecter les droits et libertés, et

surtout le plus important c'est qu'il observe cette période de 18 mois de transition au cours de laquelle nous souhaitons d'ailleurs qu'il y ait une inclusivité, c'est-à-dire que toutes les forces politiques et au-delà même qui en émettent le vœu, puissent être représentées dans ce gouvernement. C'est très important parce que à ce moment-là, il y a une sorte d'union nationale, une sorte d'accord pour aller ensemble vers les élections. Après 18 mois, lorsque les élections auront eu lieu, je crois que le pays va s'inscrire dans un début de stabilité à long terme", selon Tshisekedi.

La position de l'Union africaine est mal perçue par une partie de la société civile tchadienne qui a appelé à de nouvelles manifestations ce mercredi 19 mai pour exiger le retour à l'ordre constitutionnel. Elle craint une confiscation du pouvoir à l'issue de la période de transition.

## CHINA :

**Avec succès, la Chine vient de faire « atterrir » son premier rover sur Mars, devenant ainsi après USA, la deuxième nation à le réaliser**

<https://rezonodwes.com/2021/05/14/avec-succes-la-chine-vient-de-faire-atterrir-son-premier-rover-sur-mars-devenant-ainsi-apres-usa-la-deuxieme-nation-a-le-realiser/>

Vendredi 14 mai 2021 ((rezonodwes.com))—La mission Tianwen-1, la première entreprise interplanétaire de la Chine, a atteint la surface de la planète rouge vendredi (14 mai) à environ 19 h 11 EDT (2311 GMT), bien que les responsables spatiaux chinois n'aient pas encore confirmé l'heure et le lieu exacts du toucher. Tianwen-1 (qui se traduit par « Questions célestes ») est arrivé sur l'orbite de Mars en février après avoir été lancé sur la planète rouge par une fusée Longue Marche 5 en juillet 2020.

Après avoir tourné autour de la planète rouge pendant plus de trois mois, l'atterrisseur Tianwen-1, avec le rover attaché, s'est séparé de l'orbiteur pour commencer son plongeon vers la surface de la planète. Une fois que l'atterrisseur et le rover sont entrés dans l'atmosphère de Mars, l'engin spatial a subi une procédure similaire aux « sept minutes de terreur » que les rovers martiens de la NASA ont connues lors de tentatives d'atterrissage en douceur sur Mars.

Un bouclier thermique a protégé le vaisseau spatial au cours de la descente ardente, après quoi la mission a été parachutée en toute sécurité dans la région d'Utopia Planitia, une plaine située à l'intérieur d'un énorme bassin d'impact dans l'hémisphère nord de la planète. Tout comme lors de l'atterrissage du rover Persévérance de la NASA, la plate-forme d'atterrissage de Tianwen-1 a allumé de petits moteurs-fusées orientés vers le bas pour ralentir pendant les dernières secondes de sa descente.

L'Administration spatiale nationale chinoise (CNSA) n'a pas encore officiellement confirmé l'atterrissage réussi, mais il a été annoncé sur les médias sociaux par le réseau public China Global Television Network (CGTN) et par des chercheurs de l'Université des sciences et technologies de Macao, en Chine.

source » space.com

### **China announces Zhurong lands on Mars**

<https://www.aa.com.tr/en/asia-pacific/china-announces-zhurong-lands-on-mars/2241953>

Country becomes third to send traveler to Mars after US, Russia | Omer Faruk Yildiz | 15.05.2021 | KUALA LUMPUR, Malaysia -- China's Zhurong landed on Mars, the Chinese National Space Agency (CNSA) announced early Saturday.

A telemetry signal was received from Zhurong and the rover successfully landed on Mars, CNSA said in a statement. Zhurong was announced to have landed in a lava sheet in southern Mars, which was previously identified. China became the third country to send travelers to Mars, after the US and Russia.

Named after Zhurong, the God of fire and war in Chinese mythology, the traveler set out in July 2020 and reached Mars in seven months, while it took three months to orbit.

### **Chinese companies ship 260M vaccines to 55 countries**

<https://www.aa.com.tr/en/asia-pacific/chinese-companies-ship-260m-vaccines-to-55-countries/2191425>

Current daily output increases to 5M doses, equivalent to over 1.8B vaccines a year | Riyaz Ul Khaliq | 29.03.2021 --- China has shipped at least 260 million doses of COVID-19 vaccines to at least 55 countries across the globe, in addition to providing 300,000 doses to UN peacekeeping forces, local media reported on Monday.

The country, where the first cases of the deadly infection were reported in December 2019, approved four vaccines for market rollover.

Three of the vaccines produced by the China National Pharmaceutical Group (Sinopharm) and Sinovac Biotech have until now jointly distributed 260 million vaccine doses, the broadcaster CGTN said.

The shipments include both exports as well as vaccine donations.

Sinopharm has distributed about 100 million doses of two vaccines, while Sinovac has supplied 160 million doses.

In mainland China, at least 90 million doses have been administered to the people.

The fourth vaccine from CanSino Biologics Inc. was also approved in China for emergency use.

According to the Chinese daily Global Times, China's current daily output of vaccines has increased to 5 million doses. It is equivalent to more than 1.8 billion doses a year.

"The cumulative supply of domestic vaccines currently exceeds 100 million doses," Industry and Information Technology Minister Xiao Yaqing said last week.

The distribution of Chinese vaccines show most of the shipments were routed to Africa. The countries that received the vaccines include Belarus, Hungary, Montenegro, Serbia, Turkey, Ukraine, Azerbaijan, Brunei, Cambodia, Indonesia, Kyrgyzstan, Laos, Malaysia, Maldives, Mongolia, the Philippines, Pakistan, Thailand, Uzbekistan, Argentina, Brazil, Bolivia, Chile, Colombia, Dominica, the Dominican Republic, Guyana, Mexico, Peru, Uruguay, Uzbekistan, Bahrain, Jordan, the United Arab Emirates, Algeria, Angola, Benin, the Republic of Congo, Cameroon, Comoros, Djibouti, Egypt, Equatorial Guinea, Gabon, Guinea, Mauritania, Morocco, Mozambique, Namibia, Niger, Senegal, Seychelles, Sierra Leone, Sudan, and Zimbabwe.

China also shipped 300,000 doses of its vaccines to UN peacekeeping forces.

Since first reported in the central Wuhan city 15 months ago, the coronavirus has infected over 127 million people, resulting in 27.8 million deaths, with the US, India and Brazil the worst affected.

The World Health Organization ruled out any link between the deadly infection and the Wuhan Institute of Virology, China's first biosafety level 4 laboratory.

The WHO and Chinese experts who toured Wuhan and other parts of China earlier this year are expected to release their final report soon.

## **INDIA :**

### **Tanzanian High Commission's defence advisor dies due to Covid in Delhi hospital**

<https://theprint.in/world/tanzanian-high-commissions-defence-advisor-dies-due-to-covid-in-delhi-hospital/651868/>

Col Moses Beatus Mlula passed away at Base hospital in Delhi Cantt on 28 April, a day after he was admitted to the facility. PTI 4 May, 2021 | New Delhi: The defence advisor at Tanzanian High Commission has died of COVID-19 at a hospital in the national capital, in perhaps the first case of death of an official of a foreign mission due to coronavirus infection, people familiar with the development said on Monday.

Col Moses Beatus Mlula passed away at Base hospital in Delhi Cantt on April 28, a day after he was admitted to the facility, they said.

They said Mlula was taken to a leading private hospital on April 27 in a serious condition but he did not get admission there due to the unavailability of beds.

The defence advisor's condition worsened when he was waiting at the parking area of the hospital and the Tanzanian High Commission then contacted the Indian Army.

After receiving the communication, the Indian Army brought him to the Base hospital and deployed a team of doctors to treat him.

VDO.AI

However, he died at the Base hospital at around 3 PM on April 28, they said.

There is no official word on it by Indian authorities.

The Tanzanian High Commission has mentioned Mlula's death in an internal communication to foreign missions and UN agencies.

On April 29, the high commission opened a condolence book for Mlula.

The national capital as well as several parts of the country have been ravaged by a devastating wave of coronavirus in the last few weeks.

It is learnt that several foreign missions in Delhi have reported COVID-19 cases.

On Sunday, the Ministry of External Affairs said it is in continuous touch with all foreign embassies in India and responding to their medical demands, especially those related to COVID-19.

MEA Spokesperson Arindam Bagchi said the response to medical demands of the embassies included facilitating treatment in hospital even as he urged all not to hoard essential supplies including oxygen.

"The chief of protocol and heads of divisions are in continuous touch with all high commissions/embassies and MEA is responding to their medical demands, especially those related to Covid. This includes facilitating their hospital treatment," he said.

"Given the pandemic situation, all are urged not to hoard essential supplies, including oxygen," Bagchi said.

**WTO meet today could take up India-South Africa proposal to waive IP rights on Covid vaccines**

<https://theprint.in/diplomacy/wto-meet-today-could-take-up-india-south-africa-proposal-to-wave-ip-rights-on-covid-vaccines/652615/>

As India reels under a massive second wave of Covid, US President Joe Biden has come under pressure domestically to support the move. Nayanima Basu 5 May, 2021 | New Delhi: The General Council of the World Trade Organization (WTO) is likely to take up Wednesday the matter on waiving intellectual property and patents rights on Covid vaccines, a proposal moved by India and South Africa.

The General Council, the highest decision-making body in the WTO, is meeting on 5-6 May. It will be deliberating on many important matters, and the temporary waiver on Covid vaccines is one of them, a Geneva trade official, who did not wish to be named, told ThePrint.

The proposal to waive IPR and patent rights from Covid vaccines was jointly floated by India and South Africa in October 2020. It has been discussion since then due to stiff opposition from some of the WTO members like the US, EU, Japan, Canada and Australia among others.

The US has been open to discuss the matter at length at the WTO and has participated in all the meetings on this matter. However, it has opposed the move and instead suggested ways to facilitate the transfer of manufacturing know-how and capacity necessary to produce more Covid vaccines, sources told ThePrint.

But the proposal has found a number of co-sponsors in Kenya, Eswatini, Mozambique, Pakistan, Bolivia, Venezuela, Mongolia, Zimbabwe, Egypt, the African Group, Maldives, Fiji and Namibia, among others.

The issue has been also regularly discussed at the meeting of the TRIPS Council of the WTO both formally and informally as the issue falls directly under its purview.

During his phone-call with US President Joe Biden last month, Prime Minister Narendra Modi had raised the matter urging him “to support India’s initiative at the WTO for a relaxation in the norms of the Agreement on TRIPS to ensure quick and affordable access to vaccines and medicines for developing countries”.

Taranjit Sandhu, Indian Ambassador to the US, has also been discussing the matter with senior Biden administration officials in Washington.

#### Pressure on Biden

Biden has come under considerable pressure domestically to support India and South Africa’s proposal, which also has support from many other developing and least-developed countries that cannot afford to access vaccines at a higher cost.

Ten Democratic Senators including Bernie Sanders, Elizabeth Warren, Tammy Baldwin, and Sherrod Brown have urged Biden “to support the adoption of this temporary waiver; doing so will help to ensure the most effective and efficient response to this once-in-a-lifetime global pandemic”.

During a White House briefing Tuesday, when asked about the final US decision to waive patents on vaccines, Biden said, “Well, we’re going to decide that as we go along. I haven’t made that decision yet.”

He added, “I spoke to Prime Minister Modi. What he needs most is he needs the material and the parts to be able to have his machines that can make the vaccine work. We’re sending them that. We’re sending them oxygen. We’re sending them a lot of the precursors. So, we’re doing a lot for India.”

#### ‘Need to allow freedom to develop’

Leena Menghaney, Global IP advisor, MSF Access Campaign, told ThePrint that India is seeing a “frightening rise” in Covid cases and deaths with its healthcare system in cities like Delhi and states like Uttar Pradesh “reaching breaking point”.

“Numbers have never been so large anywhere in the world before. Vaccines to protect the vulnerable and medical supplies including drugs have been in short supply. It’s clear that pharmaceutical industry’s bilateral licensing model does not expand the base of manufacturing sufficiently of people in India and the developing world,” she said.

“We need to allow scientists and manufacturers the greatest freedom to operate to develop and manufacture the vaccines and medicines that are urgently needed. In this hour of a full blown health emergency MSF appeals to Norway, US, UK, Canada, EU and Japan to stop stalling the proposal to waive of all intellectual property restrictions that may be faced in expanding the number of manufacturers to meet the needs of the developing world,” she added.

Meanwhile, last month amid the raging pandemic, the US Trade Representative (USTR) in its annual ‘Special 301 Report’ for 2021 came down heavily on India and China for a weak IPR and patents regime and not having adequate IP enforcement.(Edited by Amit Upadhyaya)

### **India working with South Africa to address Covid vaccine challenges — Jaishankar at UNSC**

<https://theprint.in/diplomacy/india-working-with-south-africa-to-address-covid-vaccine-challenges-jaishankar-at-unsc/661440/>

The external affairs minister also said India will support peace and security in Africa, help address root causes of conflict and be a reliable partner in fighting the pandemic. New Delhi: India has supplied medicines, vaccines and health-related equipment to Africa as it faces the coronavirus pandemic and is also working in partnership with South Africa to address the challenges of accessibility and affordability of COVID vaccines, External Affairs Minister S Jaishankar on Wednesday.

At a UNSC Open Debate, Jaishankar said India will support peace and security in Africa, help address root causes of conflict and be a reliable partner in fighting the pandemic. He was making remarks at a debate on ‘Peace and Security in Africa: addressing root causes of conflict while promoting post-pandemic recovery in Africa’.

“We support peacebuilding in Africa, establishing capabilities and capacities that help meet challenges while also ensuring progress. Most of all, we understand and empathise with the aspirations of Africa. That is why, India will support peace and security there, help address root causes of conflict and be a reliable partner in fighting the pandemic,” he said.

The minister said that India and Africa’s strong and deep solidarity reflects the bonding of the Global South, adding that the close collaboration between the two is expressed through the India-Africa Forum Summit, as also in the G77 and the Non-Aligned Movement.

“Like the rest of the world, Africa too is being tested by the COVID-19 pandemic. Its vulnerabilities are greater and in many respects, its capabilities still in the making,” he said.

VDO.AI

Asserting that the world must stand up with Africa, Jaishankar said: “On its part, India has done so, by supplying medicines, vaccines and health-related equipment. We are also working in partnership with South Africa to address the challenges of accessibility and affordability of vaccines.”

Beyond the pandemic, Jaishankar voiced that Africa’s recovery will be facilitated by partnerships that genuinely address its economic sustainability.

Jaishankar explained that India’s approach towards Africa was spelt out by the Kampala Principles enunciated by Prime Minister Narendra Modi in 2018.

“In effect, India will respond to the priorities of Africa, as defined by Africans themselves. Our support is without conditionalities and in line with African expectations. This is visible in our 189 projects in 41 African countries being implemented under concessional loans. It is expressed in our providing medicines, health equipment, ambulances, books, vehicles and food grains,” he said.

“Or indeed in the vocational training and IT centres set up in Africa, in the 43,000 education and training slots over the last five years, or the digital education and health programmes with 17 African partners. Our trade and technology exchanges are steadily growing, in line with closer political and people-to-people ties,” he added.

During the debate, India expressed support to Africa through peacekeeping presence in South Sudan, Somalia, Abeyi, Western Sahara and the Democratic Republic of Congo.

“Like the rest of the world, Africa too faces challenges of terrorism and instability. It is a reminder to this Council why epicentres of radicalisation must not be allowed to operate with impunity,” he said.

Jaishankar said that India’s support for Africa is expressed through the peacekeeping presence in South Sudan, Somalia, Abeyi, Western Sahara and the Democratic Republic of Congo.

Bilaterally, Jaishankar said that India has partnered in the establishment of defence institutions in Nigeria, Ethiopia and Tanzania.

“Our training teams have been deployed in Botswana, Namibia, Uganda, Lesotho, Zambia, Mauritius, Seychelles and Tanzania. When HADR situations have arisen, such as in Mozambique in 2019, India has been there for Africa,” he said.

“Our support is without conditionalities and in line with African expectations. This is visible in our 189 projects in 41 African countries being implemented under concessional loans,” he added.

**USA :**

**Nigeria-USA : Buhari réclame la delocalisation du siège de l'AFRICOM en Afrique**

[https://www.koaci.com/article/2021/04/28/nigeria/politique/nigeria-usa-buhari-reclame-la-delocalisation-du-siege-de-lafricom-en-afrique\\_150608.html](https://www.koaci.com/article/2021/04/28/nigeria/politique/nigeria-usa-buhari-reclame-la-delocalisation-du-siege-de-lafricom-en-afrique_150608.html)



Buhari lors de la réunion virtuelle (ph) - Le Président nigérian Muhammadu Buhari a demandé aux Etats-Unis d'Amérique (USA) de déplacer le quartier général militaire du Commandement américain pour l'Afrique (AFRICOM) de l'Allemagne vers l'Afrique afin de fournir des réponses plus directes à la violence et aux insurrections en cours sur le continent.

Buhari a formulé cette requête hier mardi lors d'une réunion virtuelle avec le secrétaire d'État américain, Anthony Blinken.

Pour soutenir sa requête, le Président nigérian a expliqué que l'AFRICOM, qui s'associe aux pays pour contrer les menaces transnationales, devrait être relocalisé en Afrique pour renforcer les efforts en cours afin de contrôler la situation sécuritaire, avec un effet probable sur d'autres nations.

Sur la proposition de transfert du siège de Commandement américain en Afrique, la présidence nigériane a explicité dans un communiqué que « compte tenu des défis sécuritaires croissants en Afrique de l'Ouest et centrale, dans le golfe de Guinée, dans la région du lac Tchad et au Sahel, qui pèsent lourdement sur l'Afrique, il est nécessaire pour les Etats-Unis d'envisager de relocaliser le siège d'AFRICOM... près du théâtre des opérations ».

Pour sa part, le Secrétaire d'Etat s'est dit heureux de faire du Nigéria une partie de sa «première visite virtuelle en Afrique», notant que le Nigéria et les États-Unis d'Amérique partagent beaucoup de problèmes bilatéraux. Il a ajouté qu'il serait ravi de s'appuyer sur les fondations qui ont été posées entre les deux pays il y a plus de 60 ans.

Les forces de sécurité nigérianes sont confrontées à de multiples défis en matière de sécurité, notamment les enlèvements d'élèves par des gangs armés dans le nord-ouest du pays et la piraterie dans le golfe de Guinée, ainsi que l'insurrection du groupe islamiste Boko Haram, qui mène également des attaques au Niger, au Cameroun et au Tchad voisins. La région du Sahel en Afrique, qui comprend le Nigéria et d'autres pays voisins comme le Tchad, le Niger et le Cameroun, est actuellement confrontée à une crise sécuritaire au milieu d'attaques de groupes liés à Al-Qaïda et à l'État islamique.

L'AFRICOM a vu le jour en 2007 dans le cadre du ministère de la Défense. Son siège est établi en Allemagne en raison des préoccupations en Afrique concernant une forte présence militaire américaine sur le continent et les coûts initiaux de déménagement ont également dissuadé les responsables américains de le déménager. Il coordonne toutes les activités militaires et sécuritaires des Etats-Unis sur le continent.

Mensah correspondant permanent de KOACI au Togo, Nigeria et Ghana

\*\*\*\*\*

**Coopération militaire USA-RDC : 4 militaires FARDC aux USA pour suivre une formation en anglais**

<https://www.politico.cd/encontinu/2021/05/14/cooperation-militaire-usa-rdc-4-militaires-fardc-aux-usa-pour-suivre-une-formation-en-anglais.html/83779/>

By Rédaction Kinshasa | 14 mai 2021 | Quatre (4) militaires des Forces Armées de la République Démocratique du Congo séjournent aux États-Unis d'Amérique depuis la semaine dernière pour suivre une formation en Anglais à l'issue de laquelle, ils seront à leur tour instructeurs.

Cette formation s'inscrit dans le cadre du protocole d'accord de la coopération militaire entre les Etats Unis d'Amérique et la République Démocratique du Congo signé en octobre 2020.

« Comme prévu dans le protocole d'accord sur la coopération militaire entre les Etats-Unis et la RDC en octobre 2020, 4 militaires FARDC sont partis aux USA la semaine dernière pour suivre une formation en anglais. A l'issue de cette formation, ils seront des instructeurs d'anglais pleinement qualifiés », rapporte l'ambassade américaine en RDC.

Il sied de rappeler que le protocole d'accord pour la coopération militaire entre les USA et la RDC a été signé en date du 28 octobre 2020 à Kinshasa. Elle avait été interrompue en 1990, sous le règne du maréchal Mobutu Sese Seko.

L'accord porte sur quatre piliers: « la formation dans le domaine du génie militaire, de la logistique, la formation des personnels civils qui oeuvrent dans l'armée, l'accès à la langue anglaise.

\*\*\*\*\*

### **USA should send doses of AstraZeneca to Kenya**

<https://www.the-star.co.ke/opinion/leader/2021-05-13-usa-should-send-doses-of-astrazeneca-to-kenya/>

Kenya has ordered 30 million doses of the Johnson and Johnson vaccine against Covid, Health CS Mutahi Kagwe said on Tuesday. That is a smart move but Kenya also needs to complete its AstraZeneca second vaccinations.

There is a global shortfall of the AstraZeneca vaccine after India blocked export orders by its Serum Institute. As a result, Covax has a shortfall of 90 million doses and is now looking to Pfizer and Johnson to meet its requirements.

In April the Biden administration said the USA had 60 million doses of the AstraZeneca vaccine, either in stock or in production, available to share with other countries since it was now concentrating on the Pfizer and Moderna vaccines.

Mutahi Kagwe has already said that Kenya has "reached out to the highest levels of the US government" for a share of its AstraZeneca doses.

The United States is trying to sign a Free Trade Agreement with Kenya, the first with an African nation. There is a special relationship between Kenya and the USA but the Biden administration should cement that with an early delivery of its surplus AstraZeneca doses to Kenya. [ READ MORE ]

\*\*\*\*\*

### **Washington calls for resumption of Ethiopian dam talks with Sudan and Egypt**

<https://www.dabangasudan.org/en/all-news/article/washington-calls-for-resumption-of-ethiopian-dam-talks-with-sudan-and-egypt>

May 15 - 2021 WASHINGTON / KHARTOUM | The USA affirmed yesterday its commitment to working with international partners to find a solution to important issues in the Horn of Africa, including the differences between Ethiopia, Sudan, and Egypt over the Grand Ethiopian Renaissance Dam (GERD) and the border dispute between Khartoum and Addis Ababa.

The US Special Envoy for the Horn of Africa, Jeffrey Feltman, said in a statement at the end of his visit to Egypt, Sudan, Eritrea and Ethiopia from May 4 to 13, that he discussed with leaders in Addis Ababa, Cairo, and Khartoum “Egypt and Sudan’s concerns over water security, and how the safety and operation of the dam can be reconciled with Ethiopia’s development needs through substantive and results-oriented negotiations among the parties under the leadership of the African Union, which must resume urgently.

“We believe that the 2015 Declaration of Principles signed by the parties and the July 2020 statement by the AU Bureau are important foundations for these negotiations, and the United States is committed to providing political and technical support to facilitate a successful outcome,” the media note of the US Department of State reads.

The envoy discussed with the leaders of the three countries the dam talks under the auspices of the African Union and the need for a speedy resumption. He emphasised that Washington is committed to providing political and technical support to facilitate a successful outcome of the negotiations.

The US envoy stated he will return to the countries in the Horn of Africa to continue intensive diplomatic efforts to resolve the differences in the region.

Feltman called the Sudanese transition to democracy “a once-in-a-generation opportunity that can serve as an example for the region” and said that “The USA will continue to support the country’s ongoing transition to democracy so that Sudan can claim its place as a responsible regional actor after three decades as a destabilizing force.”

The USA and EU have both affirmed their willingness to mediate in the negotiations on the GERD between Ethiopia, Egypt, and Sudan. [ READ MORE ]

\*\*\*\*\*

## **US calls for ceasefire, resolution of Tigray conflict**

<https://www.theeastafrikan.co.ke/tea/rest-of-africa/us-tigray-conflict-3403938>

Monday May 17 2021 | By TESFA-ALEM TEKLE ---- The United States said that it is committed to end what it said was a brutal conflict in Ethiopia's northern Tigray region, which has been ongoing for six months.

The US also said that it would work to secure a ceasefire between the Tigray Defense Forces (TDF) and the Ethiopian army which is supported by Eritrean forces.

“The United States will work with our international allies and partners to secure a ceasefire, end this brutal conflict, provide the life-saving assistance that is so urgently needed, and hold those responsible for human rights abuses and violations accountable,” the State department said in a statement.

It issued the statement after US Special Envoy for the Horn of Africa, Jeffrey Feltman, completed his first visit to the region travelling to Eritrea, Sudan, Ethiopia and Egypt between May 4 and 13, 2021.

The US said it was in its interest to see a sovereign and united Ethiopia, but expressed concern over increasing political tension and ethnic polarisation throughout the country.

“The atrocities being perpetrated in Ethiopia's Tigray region and the scale of the humanitarian emergency are unacceptable,” the statement added.

It said the crisis in Tigray is a sign of the challenges facing the country as a whole.

“The crisis in Tigray is also symptomatic of a broader set of national challenges that have imperilled meaningful reforms,” the statement added.

In a statement, Mr Feltman said he had held talks with Ethiopian Prime Minister Abiy Ahmed and other officials, and that the country's problems could be resolved.

The statement said that the country can be built on a national consensus that respects the human and political rights of all Ethiopians, adding that the presence of Eritrean troops in Ethiopia is contrary to these goals.

During a meeting with Eritrean President Isaias Afwerki, Mr Feltman said Eritrean troops should immediately withdraw from Ethiopia.

The United States further pledged to work and support the resolution of regional crises, the establishment of a voice and accountability system, and the creation of a prosperous and stable Horn of Africa.

It also said that the United States would show solidarity with the transitional government in Sudan and work with international partners to ensure that the conflict on the Ethiopian-Sudanese border and the Renaissance Dam dispute do not jeopardise the post-revolutionary process.

It added that the political transition in Sudan is a once-in-a-generation opportunity that can serve as an example for the region.

“We are also committed to working with international partners to facilitate resolution of regional flash points — such as the dispute over the Grand Ethiopian Renaissance Dam (GERD) and conflict on Sudan’s borders — so they do not undermine the fragile progress made since the revolution,” the statement said.

While calling for the immediate resumption of the suspended tripartite talks, it said the United States will provide political and technical support so that Ethiopia, Sudan and Egypt can reach a final agreement over a controversial dam Ethiopia is building on River Nile.

The special envoy will return to the region soon, to continue an intensive diplomatic effort over the issues in the region.

**DAM, NY, AGNEWS, <http://burundi-agnews.org>, Mercredi 19 mai 2021**